RAPPORT ANNUEL DE GESTION
2009-2010

Ministère des Relations internationales

Québec

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2009-2010

Ministère des Relations internationales

Québec

Ministère des Relations internationales

Tous droits réservés
Dépôt légal - 2010
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-550-60005-3 (imprimé)
ISBN : 978-2-550-60006-0 (pdf)
Bibliothèque et Archives Canada
© Gouvernement du Québec, 2010

Ce document est imprimé à l'aide d'encres écologiques
sur du papier entièrement composé de fibres recyclées.

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2009-2010

TABLE DES MATIÈRES

Message de la ministre iii
Message du sous-ministre iv
Déclaration de la Direction v
Rapport de validation de la Direction de la vérification interne et de l'évaluation v
Avant-propos vi

FAITS SAILLANTS 2009-2010 1

1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE 3

2. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES 7
- 2.1 Organisations internationales et travaux multilatéraux 7
- 2.2 Francophonie 13
- 2.3 Amérique du Nord 16
- 2.4 Europe 23
- 2.5 Marchés porteurs d'Asie et d'Amérique du Sud 30
- 2.6 Solidarité et développement international 36
- 2.7 Orientation et coordination 41
- 2.8 Gestion 43
- 2.9 Services aux clientèles 47

3. AUTRES RÉALISATIONS DU MINISTÈRE EN 2009-2010 49
- 3.1 Visites officielles et cérémonial d'État 49
- 3.2 Correspondance officielle, privilèges et immunités 49
- 3.3 Missions et événements 50

4. RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES 51
- 4.1 Information et renseignements 51
- 4.2 Consultation de la clientèle sur les services 53
- 4.3 Sélection des projets et des candidatures 55
- 4.4 Autre engagement 56

5. UTILISATION DES RESSOURCES 57
- 5.1 Ressources humaines 57
- 5.2 Ressources financières 60
- 5.3 Ressources informationnelles et matérielles 62
- 5.4 Évaluation et vérification 63

6. RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES 65
- 6.1 Résultats du Plan d'action de développement durable 2009-2013 pour l'année 2009-2010 65
- 6.2 Changements climatiques 73

7. AUTRES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES 75
- 7.1 Accès à l'information 75
- 7.2 Emploi et qualité de la langue française 76
- 7.3 Programme d'accès à l'égalité en emploi 76
- 7.4 Protection des renseignements personnels 76

ANNEXES 79

MESSAGE DE LA MINISTRE

Québec, octobre 2010

MONSIEUR YVON VALLIÈRES
Président de l'Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément à la Loi sur l'administration publique et à la Loi sur le ministère des Relations internationales, j'ai l'honneur de vous transmettre le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2010.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La ministre des Relations internationales
et ministre responsable de la Francophonie,

MONIQUE GAGNON-TREMBLAY

MESSAGE DU SOUS-MINISTRE

Québec, octobre 2010

MADAME MONIQUE GAGNON-TREMBLAY
Ministre des Relations internationales et
ministre responsable de la Francophonie
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Madame la Ministre,

C'est avec plaisir que je vous présente le Rapport annuel de gestion 2009-2010 du ministère des Relations internationales.

Ce rapport fait état des résultats obtenus par le Ministère et qui correspondent aux engagements pris dans son Plan stratégique 2008-2011, dans son Plan annuel de gestion des dépenses 2009-2010, dans sa Déclaration de services et dans son Plan d'action de développement durable 2009-2013. Il présente également les résultats du projet pilote de 2009-2010 des indicateurs d'activités du réseau de représentations du Québec à l'étranger, de l'information concernant l'utilisation des ressources, et répond aux différentes exigences législatives et gouvernementales en vigueur.

Je remercie le personnel du Ministère pour son engagement continu et sa compétence dans l'accomplissement de notre mission.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Le sous-ministre,

FRANÇOIS TURENNE

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

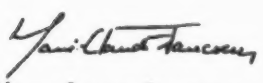
Les renseignements contenus dans le présent Rapport annuel de gestion relèvent de notre responsabilité. Celle-ci porte sur l'exactitude et la fiabilité des données contenues dans le rapport.

Le Rapport annuel de gestion 2009-2010 du ministère des Relations internationales :

- décrit fidèlement la mission, les mandats et les orientations stratégiques du Ministère;
- présente les objectifs établis, les réalisations et les résultats atteints.

Nous déclarons que le Rapport annuel de gestion 2009-2010 du Ministère présente fidèlement les résultats obtenus par rapport à ses engagements. À notre connaissance, les données et les contrôles y afférents sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2010.

François Turenne,
Sous-ministre



Marie-Claude Francœur,
Sous-ministre adjointe aux politiques et affaires francophones et multilatérales

Robert Keating,
Sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales

Denis Turcotte,
Sous-ministre adjoint et chef du Protocole

Bernard Dubois,
Directeur général de l'administration

RAPPORT DE VALIDATION DE LA DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE ET DE L'ÉVALUATION

Québec, octobre 2010

Monsieur François Turenne
Sous-ministre
Ministère des Relations internationales
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Monsieur le Sous-ministre,

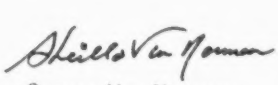
Nous avons procédé à l'examen de l'information présentée dans le Rapport annuel de gestion du ministère des Relations internationales pour l'exercice terminé le 31 mars 2010. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de l'information incombe à la direction du Ministère.

Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence générale de l'information, en se basant sur les travaux relatifs à cet examen.

Notre examen, sans constituer une vérification, a été effectué en se référant aux normes de l'Institut des vérificateurs internes. Nos travaux ont consisté à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en oeuvre des procédés analytiques, à effectuer des révisions de calculs et à susciter des discussions sur l'information fournie. Les éléments suscitant des questionnements ont été examinés d'une façon plus détaillée. Lorsque nécessaire, ils ont été clarifiés par les intervenants appropriés.

Au terme de cet examen, nous n'avons rien relevé qui porte à croire que les résultats et les renseignements présentés dans le Rapport annuel de gestion 2009-2010 du ministère des Relations internationales ne sont pas, à tous égards, importants, plausibles et cohérents.

La directrice de la vérification interne et de l'évaluation,



Sheilla Van Norman

AVANT-PROPOS

Le Rapport annuel de gestion 2009-2010 présente un portrait du ministère des Relations internationales (MRI) au 31 mars 2010 et les résultats obtenus au cours de cette année financière, afin de rendre compte de ses activités et de sa gestion. Il vise essentiellement à informer les parlementaires et la population de sa performance dans l'atteinte de ses résultats, et ce, comme le prescrit notamment la Loi sur l'administration publique.

Pour ce faire, on y présente d'abord les faits saillants pour l'exercice 2009-2010. La présentation détaillée des résultats et du contexte du Ministère pour l'année visée se divise ensuite en sept sections :

- la première section présente le Ministère et le réseau des représentations du Québec à l'étranger;
- la deuxième section dévoile les résultats atteints par le Ministère en regard des objectifs fixés dans son Plan stratégique 2008-2011 ainsi que dans son Plan annuel de gestion des dépenses 2009-2010;
- la troisième section propose d'autres réalisations du Ministère en 2009-2010, soit les activités liées au Protocole, les visites officielles et le cérémonial d'État, les missions et les événements ainsi que la correspondance officielle, les privilèges et les immunités;
- la quatrième section décrit les résultats obtenus par le Ministère relativement aux engagements de sa Déclaration de services;
- la cinquième section présente le portrait des ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles du Ministère au 31 mars 2010. De plus, elle passe en revue les activités d'évaluation et de vérification réalisées en 2009-2010;
- la sixième section fait état, pour la première fois, des résultats du Plan d'action de développement durable 2009-2013. Ainsi, cette nouvelle section permettra de suivre non seulement l'évolution de la mise en œuvre de ce plan mais également, les travaux relatifs aux changements climatiques;
- la dernière section rend compte de certaines exigences provenant des cadres législatif et administratif gouvernementaux, notamment l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Des informations complémentaires sur le Ministère sont également offertes en annexe, notamment les principales activités du réseau des représentations du Québec à l'étranger ainsi que les résultats du projet pilote de 2009-2010 des indicateurs d'activités de ces représentations.

Finalement, notons que durant l'année couverte par le présent rapport annuel de gestion, M. Pierre Arcand a agi à titre de ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. À la suite du remaniement ministériel du 11 août 2010, M^me^ Monique Gagnon-Tremblay a été nommée ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et signe ainsi à ce titre la lettre de la ministre présentée au début de ce rapport.

FAITS SAILLANTS 2009-2010

Création de l'Office Québec-Monde pour la Jeunesse (OQMJ). **Adoption par l'Assemblée nationale de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, un nouvel organisme créé pour compléter l'offre de stages du gouvernement du Québec. L'OQMJ a pour mission de développer des relations entre les jeunes du Québec et ceux des territoires et des pays qui ne sont pas couverts par l'un des trois offices existants : l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ).**

Organisation de la mission dirigée par le premier ministre en Inde. **Cette mission comptait 129 participants du monde des affaires, de la recherche et du milieu institutionnel. Elle s'est déroulée dans trois villes, soit Mumbai, le cœur économique de l'Inde, Bangalore et Delhi. Au total, les représentants du secteur des affaires et de la recherche ont effectué plus de 400 rencontres avec des partenaires indiens et une centaine de rencontres dans 45 établissements indiens d'enseignement supérieur se sont tenues. Par ailleurs, 33 ententes et accords entre participants québécois et interlocuteurs indiens ont été signés.**

Organisation des missions pilotées par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie sur les marchés porteurs du Japon, de la Chine, du Brésil et de la Russie. **Ces missions avaient comme objectifs d'augmenter la visibilité du Québec, de renforcer les relations auprès des dirigeants de ces pays et d'intensifier ses relations avec les décideurs politiques, institutionnels, économiques et culturels.**

Coordination de l'action gouvernementale en réponse au séisme ayant frappé Haïti le 12 janvier 2010. **Mise sur pied et présidence, par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, d'un comité ministériel sur la reconstruction d'Haïti. Une réunion de concertation des partenaires de la société civile actifs en Haïti a également été présidée par le ministre.**

Publication du Plan d'action 2009-2014 de la Politique internationale du Québec (PIQ). **Le 25 mai 2009, le Ministère rendait publiques les mesures 2009-2010 du Plan d'action 2009-2014 découlant de la Politique internationale du Québec. Afin de tenir compte de l'évolution de la conjoncture internationale, le Plan d'action 2009-2014 fait l'objet d'une actualisation annuelle de concert avec les ministères et organismes (MO) partenaires. Un budget de 40 M$ sur cinq ans lui a été alloué. Pour l'exercice financier 2009-2010, le Plan d'action comprenait 35 mesures élaborées en collaboration avec une quinzaine de MO partenaires.**

Préparation et lancement de la *Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis*, **de même que la tenue du Forum ministériel sur les relations Québec États-Unis en janvier 2010.**

Signature, dans le cadre de l'entente Québec-France, de 21 arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM) **pour 10 professions et 11 métiers. Par ailleurs, des négociations avec les autorités françaises étaient en cours pour les autres professions et métiers réglementés visés par l'entente.**

Diverses actions de promotion de l'Accord de partenariat économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (UE) menées par le Québec **ont permis de s'allier de nombreux partenaires parmi les États membres de l'UE, dont la France et l'Allemagne.**

Affirmation du leadership du Québec et du rôle des États fédérés dans la lutte aux changements climatiques, **notamment par l'appui à la participation du premier ministre et de la ministre de l'Environnement, du Développement durable et des Parcs à la 15e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui a eu lieu à Copenhague, au Danemark, en décembre 2009; à la deuxième édition du Governors' Global Climate Summit; ainsi que lors de l'ouverture de la Climate Week NYC qui a été l'occasion du dévoilement par le premier ministre, devant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-Moon, et des leaders et représentants de gouvernements et d'entreprises, de la *Déclaration en faveur d'une reconnaissance des États fédérés et régions dans le cadre d'un accord international post-2012 sur les changements climatiques*.**

Développement d'indicateurs de résultat pour le réseau des représentations du Québec à l'étranger. **Le Ministère a développé quatre indicateurs touchant plusieurs domaines d'activités des représentations à l'étranger afin de mieux rendre compte de ses résultats. Ce projet pilote visait spécifiquement cinq représentations en 2009-2010.**

1. PRÉSENTATION DU MINISTÈRE

La mission du Ministère est de promouvoir et défendre les intérêts du Québec au plan international, en s'assurant du respect de ses compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale

VISION

Un ministère au cœur d'une action internationale efficace, conçue et conduite pour le bénéfice de la population québécoise selon les principes du développement durable.

MANDAT

En vertu de sa loi constitutive, le Ministère assume les responsabilités suivantes :

- Conseiller le gouvernement sur toute question ayant trait aux relations internationales;
- Établir et maintenir les relations avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales;
- Veiller à la négociation et à la mise en œuvre d'ententes internationales;
- Veiller aux intérêts du Québec lors de la négociation d'accords internationaux et au respect de ses engagements internationaux;
- S'assurer de la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec;
- Assurer la représentation du Québec à l'étranger.

En plus des fonctions de conseil, de représentation et de négociation, le Ministère coordonne l'organisation des missions gouvernementales à l'étranger ainsi que les activités de coopération découlant d'ententes internationales. Enfin, il assume la responsabilité confiée au ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie relativement à l'action humanitaire internationale.

STRUCTURE ET ORGANISATION DU MRI

L'organigramme du ministère des Relations internationales, présenté à l'annexe 9, comprend quatre secteurs, soit «Politiques et affaires francophones et multilatérales», «Affaires bilatérales», «Protocole et missions» ainsi qu'«Administration». La Direction de la vérification interne et de l'évaluation (DVIE) ainsi que la Direction des affaires juridiques relèvent directement de l'autorité du sous-ministre.

Le 11 février 2010, une réorganisation ministérielle a été réalisée afin d'accroître l'agilité et l'efficacité de l'organisation, de renforcer la concertation avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec et de mieux appuyer l'atteinte des priorités gouvernementales. Cette réorganisation s'est notamment traduite par l'abolition de directions générales et des modifications dans les mandats des unités.

Le portrait des ressources humaines est présenté à la section «Utilisation des ressources».

RÉSEAU DE REPRÉSENTATIONS DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

AU 31 MARS 2010

DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES

- Bruxelles
- Londres
- Mexico
- Munich
- New York
- Paris
- Tokyo

DÉLÉGATIONS

- Atlanta
- Boston
- Chicago
- Los Angeles
- Rome

Le Québec compte 28 représentations réparties dans 17 pays. La délégation générale est dirigée par un délégué général, qui est nommé par le gouvernement et qui représente le Québec dans tous les secteurs d'activités qui sont de la compétence constitutionnelle du Québec. La délégation est dirigée par un délégué, qui est nommé par le gouvernement et qui représente le Québec dans des secteurs d'activités tels que le commerce, l'éducation, la coopération culturelle et scientifique. Les bureaux et les antennes agissent dans des secteurs d'activités déterminés. Les bureaux sont dirigés par un directeur nommé par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie alors que les antennes sont dirigées par un employé recruté localement. Par ailleurs, le Québec exerce ses compétences en participant aux travaux de certains forums internationaux et est représenté auprès de la Francophonie et de l'UNESCO.

La Politique internationale du Québec, publiée en 2006, prévoyait un redéploiement du réseau des délégations et des bureaux du Québec à l'étranger afin de mieux positionner le Québec sur les marchés émergents et auprès de ses partenaires stratégiques. Ainsi, de 2006 à 2009, le ministère a procédé à l'ouverture de bureaux en Inde (Mumbai) et au Brésil (São Paulo), attribué un statut supérieur aux représentations à Atlanta, à Berlin, à Munich et à Rome, et renforcé la présence du Québec en Chine (Beijing et Shanghai), au Japon (Tokyo), en Italie (Milan) et aux États-Unis (Washington et Los Angeles).

BUREAUX		ANTENNES	REPRÉSENTATIONS AUPRÈS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES
· Barcelone	· Mumbai	· Milan	· Organisation internationale de la Francophonie (Paris)
· Beijing	· São Paulo	· Santiago	
· Berlin	· Shanghai	· Séoul	
· Damas	· Vienne	· Taipei	· UNESCO (Paris)
· Hong Kong	· Washington		

Sous la responsabilité du ministère des Relations internationales, ces représentations comptent à leur service des experts de plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il s'agit principalement du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF), du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et d'Investissement Québec. Le redéploiement du réseau a d'ailleurs permis de bonifier les services offerts, par les bureaux et les délégations, aux milieux des affaires, culturel, institutionnel, universitaire et scientifique québécois ainsi qu'aux investisseurs et aux partenaires étrangers du Québec. L'annexe 1 présente de l'information sur les principales activités des représentations du Québec à l'étranger et l'annexe 2 précise la répartition du personnel et des dépenses liées au réseau des représentations du Québec à l'étranger.

Lors de ses missions, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie promeut et défend les intérêts du Québec à l'étranger et renforce les actions des représentations en rencontrant de nombreux interlocuteurs dans des dossiers clés tels que le développement économique du Québec, la promotion du potentiel énergétique et la mise en valeur de l'expertise québécoise et institutionnelle.

2. RÉSULTATS LIÉS AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 1

Accroître la présence, l'action et l'influence du Québec dans le cadre des travaux des organisations et des conférences internationales et lors des négociations touchant ses intérêts

2.1 ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET TRAVAUX MULTILATÉRAUX

OBJECTIF 1.
Assurer la participation du Québec aux travaux des organisations internationales

Plusieurs enjeux touchant directement les intérêts du Québec sont débattus dans les organisations internationales qui adoptent des conventions et des normes qui interpellent les États et les gouvernements. Ces conventions ont souvent des incidences sur les orientations politiques adoptées par le Québec ainsi que sur l'évolution de ses lois et règlements. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec intervient, en concertation avec le gouvernement canadien, en vue d'influencer les travaux des organisations internationales et de défendre les intérêts de la société québécoise. Les organisations et les conférences internationales qui intéressent le gouvernement du Québec au premier chef sont celles qui abordent les sujets qui ont trait aux domaines de sa compétence, tels que la culture, l'éducation, la lutte aux changements climatiques, l'habitat et les questions urbaines, la gestion des ressources naturelles (eau, forêt et patrimoine génétique), les droits de la personne et du travail, les enjeux de sécurité et la santé publique.

INDICATEUR 1 > **Conférences ou événements auxquels participent des représentants du Québec et nature des interventions**

En 2009-2010, le MRI a soutenu la participation du gouvernement du Québec à 40 conférences et événements multilatéraux[1]. Dans la majorité des cas, le Ministère a coordonné l'élaboration de la position du Québec en assurant une concertation étroite avec les autres ministères et les représentants de la société civile.

Les tableaux qui suivent présentent les principaux résultats liés à l'environnement et aux ressources naturelles, aux droits de la personne et du travail ainsi qu'au développement économique et social.

[1] Par conférences et événements multilatéraux, on entend la participation du gouvernement du Québec, au sein des délégations canadiennes, notamment aux travaux des organisations suivantes : Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Conseil des droits de l'homme, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des États américains (OEA), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Organisation internationale du travail (OIT).

ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Trentième session des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Suivi des négociations, au sein de la délégation canadienne, devant mener au prochain régime international sur les changements climatiques pour la période post-2012 et communication des positions québécoises a la délégation canadienne. Renforcement des relations entre États fédérés et régions en vue de la reconnaissance du rôle de ce niveau de gouvernance dans le texte du prochain accord international sur les changements climatiques. (Bonn, Allemagne, juin 2009)	Participation à l'élaboration de la position québécoise. Participation au groupe de travail spécial. Coordination de la mission québécoise. Partenaire : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)
Deuxième édition du Governors' Global Climate Summit. Le premier ministre a fait valoir la contribution que peuvent apporter les États fédérés dans la lutte contre les changements climatiques et leur rôle essentiel dans la mise en œuvre des engagements internationaux. Signature d'une déclaration commune par l'ensemble des chefs de gouvernements d'États fédérés et de régions. (Los Angeles, États-Unis, septembre/octobre 2009)	Participation à l'élaboration de la position québécoise. Participation à la mission québécoise. Partenaire : MDDEP
Quinzième conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et cinquième Réunion des Parties au protocole de Kyoto. Le premier ministre et la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ont fait valoir les positions du Québec auprès du gouvernement fédéral ainsi que sur diverses tribunes. Ils ont souligné l'importance qu'accorde le Québec au dossier des changements climatiques. Ils ont réaffirmé le leadership et le rôle déterminant que jouent les États fédérés dans l'élaboration et dans la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs à la lutte contre les changements climatiques. Participation au troisième Sommet des leaders sur les changements climatiques qui se déroulait en marge de la Conférence de Copenhague. (Copenhague, Danemark, 15 décembre 2009)	Coordination de la mission québécoise. Participation à l'élaboration des positions québécoises. Partenaire : MDDEP

DROITS DE LA PERSONNE ET DU TRAVAIL

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Comité permanent fédéral-provincial-territorial des fonctionnaires chargés des droits de la personne. Les représentants du Québec ont fait part de leurs commentaires et avis concernant la négociation et, le cas échéant, la ratification d'instruments adoptés par les Nations Unies en matière de droits de la personne. Partage d'information concernant la mise en œuvre de ceux déjà ratifiés par le gouvernement du Canada. (Yellowknife, mai 2009; Ottawa, novembre 2009)	Intégration des positions du Québec. Partenaire : Ministère de la Justice du Québec (MJQ)
Conférence internationale du travail. Participation aux ateliers portant sur l'égalité hommes-femmes. Présentation d'initiatives québécoises lors de la négociation et des discussions au sein du groupe des pays industrialisés. Participation, au sein de la délégation canadienne, au Sommet sur l'emploi où le Pacte pour l'emploi québécois a été présenté à plusieurs représentants étrangers. (Genève, juin 2009)	Communication des positions québécoises au gouvernement fédéral. Appui à la participation de deux hauts fonctionnaires à la Conférence, dont un comme porte-parole canadien lors d'un atelier. Partenaires : MCCCF, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Participation du Québec au sein de la délégation canadienne et présentation des progrès accomplis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de leur apport aux objectifs du Millénaire pour le développement. Allocution de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine prononcée sur le thème de la *Lutte contre la violence faite aux femmes* devant les ministres et chefs de délégations des États et gouvernements des pays ayant le français en partage. (New York, mars 2010)	Coordination de la mission québécoise. Partenaire : MCCCF

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Première réunion du Comité directeur du projet de l'OCDE sur les futurs chocs mondiaux. Participation du Québec à un nouveau projet de l'OCDE sur la gestion des risques liés aux chocs (catastrophes) et la résilience des systèmes socio-économiques. (Paris, 26 octobre 2009)	Coordination de l'équipe de travail interministérielle assurant la participation au projet et l'élaboration de la position québécoise. Liaison avec le Secrétariat de l'OCDE et la délégation canadienne. Partenaires : ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), ministère de la Sécurité publique (MSP), MDEIE, ministère des Transports du Québec (MTQ), ministère du Conseil exécutif (MCE)

INDICATEUR 2 > **Cadre développé pour faciliter la participation du gouvernement du Québec aux positions et aux délégations canadiennes**

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Démarches auprès du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (MAECI) afin d'assurer la prise en compte des positions du Québec et la participation de représentants québécois au sein des délégations canadiennes aux diverses conférences et événements tenus au cours de la dernière année.	Participation à l'élaboration des positions canadiennes. Participation aux délégations canadiennes. Partenaires : MSP, MELS, MSSS, MESS, MDDEP, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), MCCCF, MJQ

OBJECTIF 2.
Consolider la participation du Québec aux travaux de l'UNESCO et de l'OEA

Le mandat universel de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) en matière d'éducation, de science et de culture revêt un intérêt considérable pour l'essor de la société québécoise. Signé en mai 2006, l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO assure la présence québécoise lors des travaux des différentes instances de cette organisation. Cet accord permet au gouvernement du Québec d'apporter directement sa contribution aux travaux, notamment en matière d'éducation, de diversité des expressions culturelles, de bioéthique, de technologies de l'information ou encore de lutte contre le dopage dans le sport.

Par ailleurs, l'action menée auprès de l'Organisation des États américains (OEA) permet de suivre étroitement les enjeux interaméricains dont les développements sont susceptibles d'avoir une incidence sur les intérêts du Québec, notamment sur les plans de la sécurité et de la justice, de la culture, de l'éducation et du développement social. Ce travail, qui se traduit par une participation de représentants du Québec aux travaux des instances de l'OEA, favorise également la promotion et la défense des positions du Québec pour les secteurs qu'il priorise au sein de ce forum hémisphérique.

UNESCO

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Sensibilisation au rôle des entités fédérées dans les travaux de l'UNESCO. Entretien entre le premier ministre du Québec et la directrice générale de l'UNESCO ayant permis de renforcer les liens institutionnels et de coopération ainsi que de réitérer l'intérêt pour un État fédéré tel le Québec d'agir au sein d'une organisation internationale. (Copenhague, décembre 2009)	Préparation de l'entretien. Partenaires : MDDEP, MCCCF, Ministère de L'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
Éducation. Prises de parole lors de trois conférences internationales en éducation organisées par l'UNESCO. Le gouvernement du Québec a ainsi fait valoir ses positions portant sur des enjeux prioritaires tels que la qualité et le financement de l'enseignement supérieur, l'éducation inclusive, l'éducation et le développement durable, l'accès à la formation professionnelle et technique ainsi que l'éducation des adultes. (Bonn, mars 2009; Paris, juillet 2009; Belém, décembre 2009) Participation et prise de parole de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport à la Table ronde ministérielle en éducation lors de la 35e session de la Conférence générale de l'UNESCO. (Paris, octobre 2009)	Application de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO. Coordination et élaboration des positions du Québec. Concertation avec le gouvernement fédéral. Coordination des missions ministérielles. Élaboration de discours. Organisation de rencontres bilatérales. Contribution financière. Partenaire : MELS
Culture. Prises de parole du représentant du gouvernement Québec lors de la 35e session de la Conférence générale de l'UNESCO, notamment en faveur d'une meilleure prise en compte de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* dans la prochaine programmation de l'UNESCO. (Paris, octobre 2009) Mission de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine à l'UNESCO ayant permis de réitérer les positions présentées lors de la 35e session de la Conférence générale et de mettre en valeur les nouvelles dispositions élaborées par le Québec en matière de patrimoine culturel et de patrimoine immatériel. (Paris, décembre 2009)	Application de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO. Coordination et élaboration des positions du Québec. Concertation avec le gouvernement fédéral. Coordination de la mission ministérielle. Partenaire : MCCCF

ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Relations interaméricaines. Première participation du gouvernement du Québec aux activités parallèles officielles entourant le cinquième Sommet des Amériques, portant sur le thème *Assurer l'avenir de nos citoyens à travers la promotion de la prospérité humaine, la sécurité énergétique et la durabilité environnementale*. Renforcement du positionnement du Québec sur les enjeux interaméricains. (Port d'Espagne, avril 2009)	Participation aux activités parallèles du cinquième Sommet des Amériques. Participation à la 39e Assemblée générale de l'OEA. Partenaires : MSP, MELS, MSSS, MESS, MDDEP, MRNF, MCCCF

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Justice, sécurité publique, travail et éducation. Participation active de représentants du gouvernement du Québec, au sein des délégations canadiennes, lors des réunions ministérielles interaméricaines sur les thèmes de la justice, de la sécurité publique, du travail et de l'éducation. Ces rencontres ont permis de favoriser l'échange d'expertises sectorielles et de faire valoir les positions québécoises. (Brasília, février 2010; Saint-Domingue, novembre 2009; Buenos Aires, octobre 2009; Quito, août 2009)	Soutien à la participation des représentants du Québec. Partenaires : MJQ, MSP, MESS, MELS
Soutien à Haïti. Octroi de 40 exemptions de frais de scolarité, attribuées à titre exceptionnel, au *Programme d'urgence de bourses d'études pour Haïti*. Participation de représentants du Québec aux réunions du Groupe des amis d'Haïti ainsi qu'aux autres travaux de l'OEA visant la stabilité et la reconstruction de la République haïtienne, notamment le Forum interaméricain de la diaspora haïtienne; la Mission interaméricaine de haut niveau en Haïti et la Conférence hémisphérique sur la coordination et la coopération internationale en Haïti. (Washington, mars 2010; Mexico, novembre 2009; Port-au-Prince, septembre 2009)	Affectation d'une ressource pour occuper les fonctions de coordonnateur du dossier Haïti à l'OEA. Appui aux travaux de l'OEA qui visent la reconstruction de la République d'Haïti.

INDICATEUR 2 > **Mécanismes de concertation développés avec les ministères sectoriels**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
La troisième réunion du Comité interministériel relatif à l'UNESCO a permis de définir les priorités ainsi que les positions soutenues par le gouvernement du Québec lors de la 35e session de la Conférence générale de l'UNESCO. (Paris, octobre 2009) Des positions ont été développées dans chacun des grands secteurs de l'UNESCO à savoir, l'éducation, la culture, les sciences naturelles et exactes, les sciences humaines et les communications. (Québec, 25 août 2009)	Coordination du Comité. Concertation des positions du Québec. Partenaires : MELS, MCCCF, MDDEP, MDEIE, ministère des Services gouvernementaux (MSG), MRNF, Secrétariat à la politique linguistique (SPL), Commission de l'éthique, de la science et des technologies
Comité interministériel concernant l'assentiment du Québec à la ratification par le Canada de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les représentants ont procédé à une évaluation de leurs législations et politiques respectives eu égard aux droits des personnes handicapées. Les conclusions ont été favorables à ce que le gouvernement du Québec donne son assentiment à la ratification de la Convention par le Canada.	Coordination du Comité. Partenaires : MELS, MTQ, MSSS, Société d'habitation du Québec (SHQ), MESS, ministère du Travail, MJQ, Office des personnes handicapées, Curateur public

OBJECTIF 3.

Contribuer à ce que plus de 100 pays aient ratifié la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles d'ici à 2009 et appuyer la mise en œuvre de cette Convention

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, le Québec collabore activement avec d'autres gouvernements, les milieux culturels et l'Organisation internationale de la Francophonie au dossier de la diversité des expressions culturelles. Cette participation vise à faire reconnaître le droit des États et des gouvernements d'adopter, de mettre en œuvre et de financer les politiques et les mesures qu'ils jugent appropriées en vue du développement et de la promotion des biens et services culturels sur leur territoire. L'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles par l'UNESCO, en octobre 2005, a constitué une étape importante en vue d'une reconnaissance du droit des États en cette matière. La Convention est entrée en vigueur en 2007, après avoir franchi le cap des 30 ratifications nécessaires. La ratification de la Convention par le plus grand nombre possible de pays, de même que l'adoption des directives opérationnelles qui l'accompagnent, vise à permettre une efficacité accrue de cet instrument international.

INDICATEUR 1 > **Nombre de ratifications et nature des interventions à cet égard**

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Au 31 mars 2010, 109 pays avaient ratifié la *Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, dont 12 entre le 1er avril 2009 et le 31 mars 2010.	Poursuite du plan d'action visant à accroître le nombre de ratifications. Sensibilisation de ministres, d'ambassadeurs, de consuls généraux et de personnalités lors de discours et d'entretiens du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. Engagement soutenu des chefs de poste du réseau de représentations du Québec à l'étranger. Renouvellement de l'appui financier à la société civile. Partenaires : MCCCF, MDEIE, Coalition pour la diversité culturelle

INDICATEUR 2 > **Nature des mesures de mise en œuvre proposées ou appuyées par le Québec**

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Plusieurs directives opérationnelles ont été adoptées par le Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (CIDC), notamment celles qui abordent le traitement préférentiel pour les pays en développement (article 16 de la Convention) et du Fonds international pour la diversité culturelle (article 18). (Paris, mars 2010) Le Réseau international de juristes sur la diversité des expressions culturelles (RIJDEC) a notamment tenu un colloque en marge de la troisième session ordinaire du Comité intergouvernemental. Ce colloque portait sur la prise en compte de la Convention dans les instances judiciaires internationales. (Paris, décembre 2009)	Participation aux réunions des deux organes directeurs de la Convention, soit la Conférence des Parties et le Comité intergouvernemental. Appui aux travaux du Réseau international de juristes sur la diversité des expressions culturelles.

AUTRES RÉSULTATS RELATIFS AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

En 1988, le gouvernement du Québec s'est doté d'une Politique d'accueil des organisations internationales afin de faire valoir le Québec comme lieu d'installation pour le siège social de ce type d'organisations. Le ministère des Relations internationales est maître d'œuvre de cette politique. Le programme d'accueil d'organisations internationales au Québec et le programme de stages dans les organisations internationales ont été maintenus lors de la dernière année.

Les organisations internationales gouvernementales (OIG) et non gouvernementales (OING), dont le siège est au Québec, peuvent bénéficier d'un soutien public prenant la forme d'aide financière et d'exemptions fiscales. Il peut aussi inclure des privilèges de courtoisie offerts aux employés non canadiens de l'organisation lorsqu'un accord de reconnaissance a été conclu avec le gouvernement du Québec.

En 2009-2010, 79 organisations internationales étaient installées au Québec, dont 68 à Montréal, neuf à Québec, une en Estrie et une en Mauricie. Un appui financier de 3,94 M$ a été accordé pour soutenir spécifiquement le développement de huit de ces organisations internationales. Rappelons que le gouvernement du Québec a signé, le 8 mai 2009, une entente reconduisant pour les dix prochaines années (entre 2011 et 2021) le soutien financier de 500 000 $[2] par année, indexé annuellement, accordé à l'Agence mondiale antidopage, qui a son siège social à Montréal.

[2] Montant calculé en dollars constants de 2001.

2.2 FRANCOPHONIE

OBJECTIF 4.
Contribuer à la modernisation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

La Francophonie, composée de 56 membres et de 14 observateurs, représente un haut lieu d'expression de l'action internationale du Québec. L'une des conséquences directes pour le Québec du succès du XII[e] Sommet de la Francophonie, tenu à Québec du 17 au 19 octobre 2008, est le renforcement de la place du Québec au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, comme en a témoigné durant l'année 2009-2010 la présidence par le Québec de la Commission de coopération et de programmation (CCP). Cette commission joue un rôle primordial dans les efforts de modernisation de la gestion et de la gouvernance de l'OIF, objectif que le Québec poursuit afin que les décisions prises par les pays se traduisent le plus efficacement possible en actions et en résultats.

INDICATEUR 1 > **Modification du format des sommets**

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Orientation des débats autour d'enjeux. En vue du prochain sommet de la Francophonie, le Québec a fait valoir son intérêt pour deux thématiques auxquelles il accorde une importance prépondérante : la langue française et l'environnement.	Sensibilisation des organisateurs suisses à la nouvelle approche introduite à Québec lors du dernier Sommet de la Francophonie, notamment sur le plan de la formule participative qui favorise les « rapports directs » entre chefs d'État et de gouvernement. Propositions écrites du gouvernement québécois aux autorités de la Suisse sur les thématiques à privilégier lors de la tenue du prochain Sommet de la Francophonie à Montreux en Suisse. Interventions du MRI auprès du secrétaire général de la Francophonie et des autorités suisses pour réitérer l'intérêt de la formule renouvelée.

INDICATEUR 2 > **Adoption de règles de bonne gouvernance par l'OIF**

Principal résultat	Nature de l'intervention du MRI
Mise en œuvre du Plan de gestion stratégique (PGS) de l'OIF. Dans une approche de gestion axée sur les résultats, la mise en œuvre du PGS représente l'aboutissement de la réforme structurante pour la modernisation de l'OIF.	Appui et interventions des représentants du MRI à l'adoption et à la mise en œuvre du PGS au sein de la Commission administrative et financière. Présidence de la Commission de coopération et de programmation, ce qui a procuré au Québec une position stratégique pour faire valoir ses propositions dans la mise en œuvre du PGS. Prêt de services, d'une durée d'un an, d'une gestionnaire du ministère à la Direction de la planification stratégique de l'OIF pour contribuer à l'élaboration de la programmation 2010-2013.

OBJECTIF 5.
Consolider l'influence du Québec au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie

Participant aux travaux des instances de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Québec a coprésidé, du 16 octobre 2008 au 16 décembre 2009, la Conférence ministérielle de la Francophonie et a assumé, depuis avril 2009, la présidence de la Commission de coopération et de programmation. De plus, il collabore étroitement avec les opérateurs de la Francophonie, particulièrement TV5, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

INDICATEUR 1 > Participation aux instances de l'OIF

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Participation à la 25e Conférence ministérielle de la Francophonie, à Paris, les 15 et 16 décembre 2009. La Commission s'est penchée sur la situation des pays en rupture de l'ordre constitutionnel dans l'espace francophone, sur le programme de coopération de l'Organisation, sur les bilans des diverses composantes de l'OIF et sur les questions économiques en Francophonie.	À cette occasion, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présidé une partie des travaux de la Conférence et énoncé les positions du Québec. Le ministre y a également fait l'annonce d'une concertation ministérielle francophone sur l'énergie, qui se tiendra à Montréal le 13 septembre 2010, dans le cadre du 21e Congrès du Conseil mondial de l'énergie.
Présidence des travaux de la Commission de coopération et de programmation de l'OIF, lors de la dotation d'un programme de travail qui déterminera les actions de l'OIF jusqu'en 2013. Les objectifs du Québec qui correspondaient aux volontés de rationalisation et de modernisation de l'OIF, visant notamment l'introduction dans la programmation d'une gestion par résultats, ont été atteints.	Préparation de la position du gouvernement du Québec portant sur la Programmation de l'OIF et des documents d'analyse aux fins d'alimentation des débats de la Commission, et participation des représentants du MRI aux travaux de la Commission.
Participation à la XXIe Conférence des ministres responsables de TV5, à Ottawa, les 26 et 27 novembre 2009, portant sur l'approbation des orientations stratégiques, les priorités de développement géographique et la fixation de la contribution financière des gouvernements bailleurs de fonds.	Contribution financière du MRI de 2,8 M$ à TV5 Monde et de 660 k$ à TV5 Québec-Canada en 2009-2010 afin : > D'enrichir et de diversifier l'offre, au Québec et ailleurs au Canada, de programmes de télévision en langue française; > D'offrir, au Québec et ailleurs au Canada, une vitrine de la diversité de la Francophonie; > De diversifier l'offre télévisuelle au Québec.

INDICATEUR 2 > Questions traitées par l'OIF et ses instances qui concordent avec les intérêts du Québec

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Appui à Haïti. La sensibilité du Québec envers Haïti s'exprime, entre autres, par des actions au sein des instances de la Francophonie et par des soutiens directs à des projets initiés par l'Organisation.	Organisation, à Montréal, le 15 février 2010, d'une rencontre du secrétaire général de la Francophonie avec des représentants de la diaspora haïtienne de Montréal en présence du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie afin d'échanger sur les mesures à prendre. Contributions financières à l'Agence universitaire de la Francophonie de 50 k$ pour la relocalisation des étudiants de l'Institut de la Francophonie pour la Gestion dans la Caraïbe (IFGCar) à l'Université des Antilles et de la Guyane et aide financière de 49 k$ au Centre d'études et de coopération internationale pour la mise sur pied d'un projet de renforcement du système d'adduction d'eau potable dans le village de Carice, en Haïti.
Développement des réseaux francophones dédiés à la démocratie et aux droits de la personne. Création de l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF), dont le premier président est un représentant du directeur des poursuites criminelles et pénales du Québec.	Appui à la création de ce réseau et à l'établissement des contacts en Europe et contribution aux documents visant les négociations et la structuration du réseau. Réalisation d'un programme de mission effectuée à Québec par le délégué à la paix, à la démocratie et aux droits de l'Homme de l'OIF, en septembre 2009, visant à dynamiser la coopération entre l'OIF et chacun de ces organismes québécois impliqués dans les réseaux francophones afin de cibler de nouvelles pistes de coopération. Appui à l'implication des organismes québécois dans le déploiement des réseaux de la Francophonie.

AUTRES RÉSULTATS RELATIFS À LA FRANCOPHONIE

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Contribution à la présence de la Francophonie institutionnelle aux Jeux olympiques de Vancouver 2010. Le MRI a soutenu l'action du Grand témoin de la Francophonie et a apporté sa contribution à la tenue de manifestations francophones organisées au moment des Jeux.	Organisation par le MRI de la rencontre, à Québec, le 24 novembre 2009, du Grand témoin de la Francophonie aux Jeux de Vancouver, M. Pascal Couchepin, avec le premier ministre du Québec et le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie sur la question du français et sur la présence de la Francophonie aux Jeux ainsi qu'avec le Comité sous-ministériel, Vancouver 2010. Support à la prévisite du Grand témoin de la Francophonie aux Jeux de Vancouver. Organisation de la présence et prise de parole du premier ministre du Québec à l'événement de la Francophonie institutionnelle organisée à Whistler, le 13 février 2009, en marge des Jeux olympiques.
Participation du Québec aux sixièmes Jeux de la Francophonie tenus à Beyrouth, au Liban, du 27 septembre au 6 octobre 2009.	Coordination générale de la délégation composée de 78 athlètes, artistes et accompagnateurs et de la mission préparatoire réalisée au mois d'août 2009. Organisation de la mission à Beyrouth de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Contribution financière de 125 000 $ pour l'organisation des Jeux et de 125 000 $ pour la participation de l'équipe québécoise à l'événement. Partenaires : MELS, MCCCF

> ORIENTATION STRATÉGIQUE 2

Contribuer au développement du Québec et à son rayonnement en intensifiant ses actions auprès des gouvernements et des différents réseaux d'influence des pays, États fédérés ou régions prioritaires

2.3 AMÉRIQUE DU NORD

OBJECTIF 6.

Conduire avec les partenaires nord-américains des initiatives visant à favoriser l'accès aux marchés, notamment par le développement des corridors de commerce et par une participation active à des regroupements d'États

Le gouvernement du Québec a fait de l'intensification de ses relations avec les États-Unis l'une des priorités de son action internationale. Les relations établies aux États-Unis, tant avec les États américains qu'auprès de l'administration fédérale et du Congrès, ont des incidences directes sur la vie des Québécois, notamment en matière de commerce et de sécurité. La prospérité économique du Québec est largement tributaire de ses exportations à destination des États-Unis, qui comptent pour près de 70 %, en 2009, de ses exportations mondiales. Le gouvernement du Québec s'est prononcé en faveur d'un accroissement de l'intégration économique nord-américaine. À cet effet, il compte renforcer les corridors de commerce avec les régions avoisinantes et mettre en place des infrastructures assurant la fluidité aux abords des postes frontaliers.

INDICATEUR 1 > **Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Entretiens politiques importants, notamment avec le secrétaire fédéral américain aux Transports, à l'occasion de la mission du premier ministre dans le cadre de la participation du Conseil de la Fédération au Forum d'hiver de la National Governors' Association. L'événement clé fut une première rencontre formelle entre les membres des deux instances sur les thèmes du commerce, de la frontière, de l'énergie et de l'environnement. Signature conjointe d'une lettre adressée au premier ministre du Canada ainsi qu'au président des États-Unis pour faire part de l'intérêt des deux organisations à l'égard du développement des relations canado-américaines. (Washington, 19 et 20 février 2010)	Collaboration à l'organisation de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC), MDEIE, MRNF, MDDEP, MSP, MTQ
Participation du premier ministre et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à l'événement annuel de la Biotechnology Industry Organization (BIO) dans le cadre duquel a eu lieu un événement *Rendez-vous Québec* et qui a été l'occasion de diverses rencontres économiques. (Atlanta, Géorgie, du 18 au 21 mai 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, Investissement Québec

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Entretien du premier ministre avec le nouvel ambassadeur des États-Unis au Canada, afin d'y faire valoir les priorités québécoises aux États-Unis, à l'occasion de la première visite de l'ambassadeur au Québec. (Québec, 6 octobre 2009)	Coordination de la visite : préparation, accompagnement et suivi.
Promotion des positions québécoises sur les questions liées à l'énergie, l'environnement, le protectionnisme et sur le projet de train à haute vitesse à l'occasion de rencontres au Congrès et participation au Canadian American Business Council/2009 Energy & Climate Change Forum, notamment lors de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. (Washington, D.C., 18 et 19 juin 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, MRNF, MDDEP, MSP, MTQ
Approfondissement des contacts politiques auprès de l'État de New York notamment par le biais d'entretiens avec le vice-président de l'Empire State Development Corporation, avec le secrétaire du président du Sénat de l'État et avec le Manhattan Borough President à l'occasion de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. (New York, 28 et 29 mai 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
Entrevue du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à l'émission *The Closing Bell* de la chaîne CNBC, l'une des plus importantes émissions à caractère économique aux États-Unis, afin de discuter des forces de l'économie québécoise. (New York, 23 octobre 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MDEIE
Participation du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation à la réunion de l'Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes, où il a prononcé une allocution afin de faire valoir les positions québécoises en matière de commerce devant un parterre de plus de 200 personnalités politiques et de gens d'affaires, et entretiens sur ces mêmes thèmes avec ses homologues de l'Ontario, du Tennessee et de la Caroline du Nord. (St John's, Terre-Neuve-et-Labrador, du 26 au 28 juillet 2009)	Contribution à la préparation de la mission, accompagnement et suivi. Partenaire : MDEIE
Participation du Québec aux célébrations du 400e anniversaire du lac Champlain et rencontres politiques diverses, notamment avec le gouverneur du Vermont et le sénateur du Vermont au Congrès américain à l'occasion de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. (Burlington, Vermont, 10 et 11 juillet 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.
Signature d'une déclaration commune d'intention entre le Québec et la Louisiane à l'occasion d'une mission économique, institutionnelle et culturelle du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie où il a fait valoir le rôle joué par le Québec en matière de Francophonie lors d'une allocution à la Louisiana State University et participé à un panel sur la place du Québec dans les relations transatlantiques à la Emory University (Géorgie). (Bâton Rouge (Louisiane), Austin et Houston (Texas) et Atlanta (Géorgie), du 21 au 26 février 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MCCCF, MDEIE, CFA
Rencontre entre le délégué général du Québec à New York et le commissaire aux Transports de l'État de New York et son équipe. Engagement à former un groupe de travail dans le dossier du train rapide Montréal-New York à l'occasion de cette rencontre. (Albany, 20 janvier 2010)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MTQ

INDICATEUR 2 > **Démarches visant à faciliter la fluidité aux frontières**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Organisation et tenue du cinqième Sommet des leaders sur les relations nord-américaines, à Québec, concurremment à la tenue de la Conférence de la North America's SuperCorridor Coalition (NASCO), et dont les sujets abordés ont été : le contexte économique, la crise financière, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le transport, les infrastructures, l'énergie et les changements climatiques. Outre le premier ministre, hôte du Sommet, étaient présents les premiers ministres du Manitoba et du Nouveau-Brunswick, les gouverneurs de l'Iowa, du Vermont, du Nuevo León, de Guanajuato et de Zacatecas. (Québec, du 2 au 4 juin 2009)	Coordination du Sommet : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, MRNF, MDDEP, MSP, MTQ
Participation du gouvernement du Québec, incluant une allocution du premier ministre, à la 15e Conférence annuelle du Canadian-American Business Council (Fall Policy Forum), dont les assises portaient notamment sur les enjeux frontaliers, le commerce canado-américain et le protectionnisme. (Montréal, 20 et 21 octobre 2009)	Collaboration à l'élaboration de la participation gouvernementale québécoise. Partenaire : MDEIE
Sensibilisation de plusieurs décideurs politiques et économiques aux préoccupations du Québec à l'égard des normes visant à assurer la sécurité et la fluidité des échanges à la frontière, à l'égard des incidences potentiellement négatives de certaines mesures (dont la *Western Hemisphere Travel Initiative - WHTI*) et au sujet de la mise en œuvre du programme québécois du permis de conduire Plus. Parmi les décideurs sensibilisés, soulignons des représentants du Congrès, des gouverneurs, l'ambassadeur et les autres diplomates des États-Unis au Canada, plusieurs collaborateurs des élus du Congrès américain ainsi que des groupes de gens d'affaires. De plus, le gouvernement du Québec a participé à la conférence annuelle de la Northeast Association of State Transportation (Boston, du 21 au 23 juin 2009) et l'Association québécoise du transport et des routes a effectué une importante mission sur la mobilité durable en sol américain. (Minneapolis, Seattle, Portland et San Francisco, du 16 au 20 novembre 2009)	Coordination de plusieurs visites officielles au Québec et de missions aux États-Unis. Préparation de la participation du premier ministre et d'autres représentants québécois à diverses rencontres. Préparation des positions québécoises, notamment à l'égard de la *WHTI* et du permis de conduire Plus. Partenaires : MTQ, MSP, Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)

OBJECTIF 7.
Positionner le Québec comme un leader en environnement auprès des États ciblés, notamment en matière de changements climatiques et de gestion de l'eau

Le rôle des gouvernements d'États fédérés est primordial et déterminant dans la lutte contre les changements climatiques, particulièrement en Amérique du Nord. En effet, le leadership de certains États américains et de certaines provinces canadiennes a toutes les chances d'inciter les gouvernements fédéraux à relever le défi des changements climatiques. Non seulement est-il actif au sein de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC), mais le Québec a aussi adhéré à la Western Climate Initiative (WCI), est membre du Climate Registry et observateur officiel auprès de la Regional Greenhouse Gas Initiative. Dans le domaine de la gestion de l'eau, le Québec entretient des relations avec plusieurs États américains, notamment en vertu de l'*Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent* et des ententes concernant les lacs Champlain et Memphrémagog.

INDICATEUR 1 > **Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux**

INDICATEUR 2 > **Nature des collaborations établies**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Intervention du premier ministre à la cérémonie d'ouverture de Climate Week NYC et à la journée de l'ONU sur les changements climatiques : plaidoyer en faveur d'une reconnaissance du rôle des États fédérés dans la lutte aux changements climatiques et positionnement de l'expertise et des collaborations internationales du Québec dans le domaine. La déclaration sur le rôle des États fédérés dans la lutte aux changements climatiques présentée par le premier ministre lors de la cérémonie d'ouverture a subséquemment été acheminée au bureau du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. En entrevue à *Bloomberg News*, présentation de la position du Québec sur le développement des ressources hydroélectriques, minières et la politique commerciale. (New York, 21 septembre 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MRNF, MDDEP, MDEIE, Hydro-Québec (HQ)
Adoption de résolutions portant sur l'économie verte, les changements climatiques, l'énergie, la préparation aux pandémies, de même que le commerce libre et sécuritaire à l'occasion de la participation du premier ministre à la 33e Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. L'hydroélectricité y a été reconnue comme une énergie renouvelable. (Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, 14 et 15 septembre 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MSP, MRNF, MDDEP, MDEIE, HQ
Participation du premier ministre à la deuxième édition du Governors' Global Climate Summit : signature par le premier ministre et 30 autres chefs de gouvernements de la déclaration finale qui réitère l'urgence d'agir dans la lutte aux changements climatiques et l'importance de reconnaître la contribution fondamentale des États fédérés dans la mise en place de solutions favorisant la réduction des gaz à effet de serre (GES). Rencontres de plusieurs personnalités politiques, dont les gouverneurs des États de la Californie et de New York. (Los Angeles, du 1er au 4 octobre 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MRNF, MDDEP, MDEIE
Rencontres avec les dirigeants de la Commission des Grands Lacs, du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs, de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent et de la bourse de carbone de Chicago, ainsi qu'avec le ministre des Ressources naturelles et des parcs de l'Illinois. Rencontres axées principalement sur les thématiques du développement durable et de la protection du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, à l'occasion de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, afin d'établir diverses collaborations, notamment dans le secteur de l'environnement. (Chicago, 14 et 15 mai 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi.
Participation du délégué du Québec à Chicago à la réunion annuelle de la Commission des Grands Lacs qui avait pour objectif de trouver des solutions régionales aux problèmes rencontrés, notamment, d'empêcher la carpe asiatique - espèce exotique envahissante - d'atteindre les Grands Lacs. (Érié, Pennsylvanie, 29 et 30 septembre 2009)	Appui à la préparation de la participation du délégué. Partenaires : MTQ, MDDEP et MRNF
Visite au Québec du commissaire à l'environnement de l'État de New York dans le cadre du Programme d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères; visite du complexe Robert-Bourassa à la Baie-James; rencontres avec des dirigeants d'Hydro-Québec et avec la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Cette visite a contribué de manière importante à une meilleure connaissance de l'hydroélectricité québécoise par l'État de New York ; le *2009 New York State Energy Plan* fait d'ailleurs mention de l'hydroélectricité québécoise comme l'un des moyens susceptibles de permettre à l'État de New York de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. (Québec, du 11 au 15 mai 2009)	Appui à la préparation de la visite. Partenaires : MDDEP, MRNF et HQ

OBJECTIF 8.

Positionner le Québec comme un acteur majeur en matière d'approvisionnement énergétique, principalement auprès des États du Nord-Est américain et des autorités fédérales américaines

Le Québec, quatrième producteur mondial d'hydroélectricité, représente un partenaire énergétique important des États-Unis, tant en matière de sécurité des approvisionnements que de fourniture d'énergie propre et renouvelable. Parmi les objectifs de la Stratégie énergétique gouvernementale de 2006, plusieurs concernent les rapports entre le Québec et les États-Unis. L'un de ceux-ci vise à accroître les exportations québécoises d'énergie propre et renouvelable vers les États-Unis, ce qui contribuerait notamment à la lutte contre les changements climatiques et à l'amélioration de la qualité de l'air dans le nord-est du continent.

INDICATEUR 1 > **Interventions auprès d'États et de regroupements régionaux**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Annonce d'une entente de principe d'une valeur de 1,5 milliards pour la fourniture d'électricité au Vermont de 2012 à 2038, remise de l'Ordre national du Québec au gouverneur du Vermont, qui est également président de la National Governors' Association, et signature de deux ententes, l'une étant un avenant à l'entente de coopération multisectorielle pour couvrir l'agriculture, l'autre une entente relative à la gestion des eaux du lac Champlain. (Québec, Montréal, 10 et 11 mars 2010)	Coordination de la visite : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : HQ, MRNF, MAPAQ, MDDEP, Secrétariat de l'Ordre national du Québec
Entretiens de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune avec des décideurs de l'État de New York, dont le lieutenant gouverneur, le président de la New York State Energy Research and Development Authority, les président et vice-président du comité Énergie du Sénat, le conseiller principal du gouverneur en matière d'énergie de même qu'avec le président de la Public Service Commission; allocution sur l'énergie, à l'occasion de l'activité *Canada Day in Albany* et entrevue avec le *Albany Times Union*, en vue de positionner l'hydroélectricité québécoise parmi les choix énergétiques de l'État de New York. (Albany, 14 et 15 mars 2010)	Contribution à l'organisation de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MRNF
Entretiens du ministre des Ressources naturelles et de la Faune avec des décideurs de l'État de New York, dont le président du comité Énergie et Télécommunications du Sénat, le président du comité Énergie de l'Assemblée, le président du New York Independent System Operator (NYISO), le conseiller principal du gouverneur en matière d'énergie, le commissaire du NY State Department of Environmental Conservation, le président de la New York Power Authority et le président de la New York State Energy Research and Development Authority, en vue de positionner l'hydroélectricité québécoise parmi les choix énergétiques de l'État de New York. (Albany, 1er et 2 juin 2009)	Contribution à l'organisation de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MRNF
Sensibilisation du président du comité Énergie du Sénat de l'État de New York aux enjeux de l'énergie québécoise et au fait que l'hydroélectricité peut répondre à la fois aux besoins de l'État de New York et l'aider à réduire ses émissions de GES à l'occasion de sa visite au Québec. (Québec, 27 et 28 octobre 2009)	Coordination de la visite : préparation, accompagnement et suivi. Partenaire : MRNF

INDICATEUR 2 > **Actions de promotion sur le territoire**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Promotion du Québec comme partenaire de premier plan en matière d'énergie à la Conférence annuelle sur l'énergie du New England-Canada Business Council où le premier ministre était conférencier principal et au 25e Annual Maple Leaf Ball où le premier ministre a reçu la médaille de l'Academy of Distinguished Canadians and Americans à l'occasion de la mission du premier ministre lors de la 17e édition de la US-Canada Energy Trade and Technology Conference. (Boston, du 12 au 15 novembre 2009)	Coordination de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MRNF, Investissement Québec, Hydro-Québec Energy services U.S. (HQUS)
Discussions sur les véhicules électriques dans le cadre du Climate Week NYC où fut souligné l'intérêt du Québec pour ce dossier et présentation, par Hydro-Québec, de l'expertise de la société d'État dans ce domaine, à l'occasion de la mission de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. (New York, 21 et 22 septembre 2009)	Contribution à l'organisation de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MDDEP, MRNF, HQ, HQUS
Allocutions du ministre des Ressources naturelles et de la Faune à l'occasion de la New England Annual Energy Conference, ainsi que devant le comité conjoint Énergie et Technologies du Connecticut; entretiens avec le président d'ISO New England, le président du Connecticut Department of Public Utilities Control et la Undersecretary for Energy du Massachusetts, à l'occasion de la mission du ministre. (Groton et Hartford, Connecticut, 18 et 19 mai 2009)	Contribution à l'organisation de la mission : préparation, accompagnement et suivi. Partenaires : MRNF, HQ, HQUS

AUTRES RÉSULTATS RELATIFS AUX ÉTATS-UNIS

En 2009, près de 70 % des exportations internationales québécoises ont été dirigées vers les États-Unis. Avec ses 300 millions de consommateurs, ses nombreuses entreprises en quête de biens et de services ainsi que ses investisseurs à la recherche de nouveaux débouchés, ce pays représente un potentiel considérable de développement pour les entreprises québécoises.

Afin de positionner le Québec comme un partenaire de premier plan pour les États-Unis, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a coordonné l'élaboration d'une stratégie gouvernementale à l'égard des États-Unis. Cette stratégie comprend une série d'actions concertées afin d'intensifier les relations avec les États-Unis et de :

- susciter et encourager des occasions d'affaires pour les entreprises québécoises;
- positionner le Québec comme partenaire clé des États-Unis dans plusieurs domaines, notamment en matière de changements climatiques;
- promouvoir le savoir-faire québécois sur le territoire américain.

La Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis, accompagnée d'un plan d'action 2010-2013 comprenant 38 mesures, a été rendue publique en janvier 2010 à l'issue d'un Forum ministériel qui a regroupé les acteurs-clés du gouvernement du Québec. La mise en œuvre de la Stratégie implique de nombreux ministères et organismes québécois et les représentations du Québec sur le territoire américain. Le déploiement d'efforts concertés permettra aux entreprises québécoises de bénéficier de toutes les possibilités issues des nouvelles mesures du plan de relance économique américain.

OBJECTIF 9.

Consolider et approfondir les liens avec le gouvernement central mexicain et avec certains États afin de créer un climat propice à l'accroissement des échanges

La Politique internationale du Québec considère le Mexique comme un pays prioritaire. Le Québec y possède une représentation, la Délégation générale du Québec à Mexico, depuis 1980. Les principaux axes d'intervention sur ce territoire sont la consolidation et l'accroissement des échanges économiques de même que l'intensification des relations avec les États mexicains. Les secteurs de la culture et de l'éducation présentent également des perspectives intéressantes pour le Québec au Mexique, et constituent deux piliers de la relation entretenue avec ce pays, de même que celui de la recherche et de l'innovation.

INDICATEUR 1 > **Nature des liens établis**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Entretien du premier ministre avec le gouverneur de l'État de Guanajuato, à l'occasion de sa visite au Québec, et signature d'un Accord de coopération Québec-Guanajuato portant notamment sur la mobilité étudiante, l'économie et l'environnement. (Québec, 4 juin 2009)	Coordination de l'accueil, de l'accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, MELS, MCCCF, MDDEP
Visite officielle au Québec du gouverneur de l'État de Jalisco, entretien avec le premier ministre et signature de l'Accord de coopération Québec-Jalisco portant notamment sur l'éducation, la culture, l'économie et le tourisme. (Québec, du 6 au 8 octobre 2009)	Coordination de l'accueil, de l'accompagnement et suivi. Partenaires : MDEIE, MELS
Mission de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine à l'occasion de l'inauguration du Festival international Cervantino, où le Québec est l'invité d'honneur. Liens accrus avec le gouvernement fédéral mexicain par l'entremise de son ministre de la Culture, au CONACULTA (Consejo Nacional para la Cultura y las Artes), et renforcement des liens de coopération culturelle. (Guanajuato, Mexique, du 12 au 15 octobre 2009)	Soutien à l'organisation de la mission. Partenaire : MCCCF

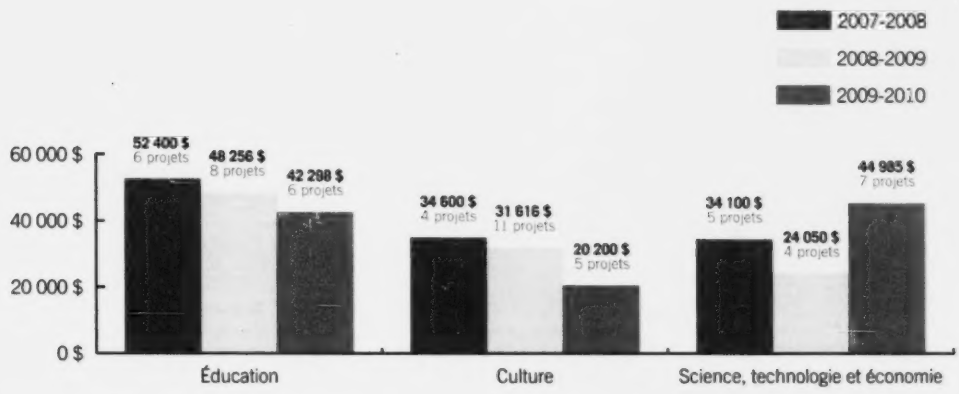
Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
XII[e] Rencontre du Groupe de travail intersectoriel Québec-Mexique et entente sur les sujets de collaboration de la prochaine biennie. (Mexico, Mexique, 15 et 16 octobre 2009)	Coordination de la mission québécoise. Partenaires : MDEIE, MCCCF, MELS, MRNF, OQAJ
Remise de l'Ordre national du Québec au gouverneur de l'État du Nuevo León et à l'ancien sous-ministre des Relations extérieures du Mexique et ambassadeur émérite. Renforcement des liens avec le Conseil mexicain des affaires internationales (COMEXI) dirigé par l'Ambassadeur. (Québec, 3 juin 2009)	Soutien à la coordination de l'activité. Partenaire : Secrétariat de l'Ordre national du Québec
Dévoilement, à l'Espacio Mexico à Montréal, de la programmation québécoise au Festival international Cervantino (FIC), en présence de la directrice du FIC et du secrétaire artistique et culturel du CONACULTA, afin de renforcer les liens culturels avec le gouvernement fédéral mexicain. (Montréal, 26 août 2009)	Soutien à la coordination de la participation québécoise. Partenaire : MCCCF

INDICATEUR 2 > **Projets de coopération réalisés**

Les gouvernements du Québec et du Mexique ont convenu, en 1982, de créer un instrument formel de coopération : le Groupe de travail Québec-Mexique (GTQM). Ce dernier se réunit tous les deux ans afin de dégager des orientations et d'adopter une programmation. Le principal partenaire du ministère des Relations internationales dans la gestion de ce programme est le ministère des Relations extérieures[3] (SRE) du Mexique. Quelques mois avant la rencontre du GTQM, le MRI et le SRE lancent un appel à projets auprès de la société civile. Les projets, qui doivent être déposés à la fois au Québec et au Mexique, sont évalués conjointement par les parties. La XII[e] Rencontre du Groupe de travail Québec-Mexique s'est tenue à Mexico le 16 octobre 2009 et a permis de confirmer la programmation pour la biennie 2009-2011.

En 2009-2010, 18 projets de coopération entre des partenaires québécois et mexicains ont été soutenus, comparativement à 23 l'année précédente. La répartition du financement par secteur est la suivante :

ÉVOLUTION DES PROJETS DE COOPÉRATION PAR SECTEUR



[3] Secretaría de Relaciones Exteriores (SRE)

2.4 EUROPE

OBJECTIF 10.

Avec la France, s'assurer, par des interventions ciblées, de développer les secteurs suivants : la coopération entre et avec les régions, l'environnement, la modernisation de l'État et la reconnaissance des qualifications professionnelles

Les échanges issus de la coopération franco-québécoise contribuent, dans un large spectre, à la promotion des intérêts de la société québécoise. Les bénéfices touchent les régions, le territoire, l'environnement, la gestion de l'État ainsi que l'intégration de la population immigrante. La rencontre alternée des premiers ministres du 4 juillet 2008 a réitéré l'importance et les bénéfices de cette coopération pour les deux sociétés et établi trois axes directeurs à leur action commune conformes aux priorités du gouvernement : bâtir un nouvel espace d'échange et d'innovation, garantir un développement responsable pour les générations futures et approfondir le partenariat sur les grands enjeux de société. Enfin, les Québécois qui désirent aller travailler à l'étranger bénéficieront des possibilités accrues qu'offre une meilleure reconnaissance de leurs qualifications professionnelles. La société québécoise profitera aussi de l'apport des travailleurs qualifiés pour pallier la pénurie de main-d'œuvre réelle ou anticipée dans certains secteurs.

INDICATEUR 1 > **Mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles**[4]

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Signature d'arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM) Au cours de l'année 2009-2010, des ARM ont été signés pour 10 professions et 11 métiers, et des négociations avec les autorités françaises étaient en cours pour les autres professions et métiers visés par l'Entente.	Coordination des négociations avec les autorités compétentes françaises. Accompagnement des autorités compétentes québécoises lors de l'élaboration des projets d'ARM. Appui aux différents partenaires québécois pour intégrer les principes de l'entente ainsi que des ARM à leur réglementation. Partenaires : Ordres professionnels, Office des professions du Québec (OPQ), Commission de la construction du Québec (CCQ), Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), ministère du Travail, MESS, MJQ
Signature d'engagements à conclure un arrangement de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles Au cours de l'année 2009-2010, des engagements à conclure un ARM ont été signés pour trois professions.	Coordination des négociations avec les autorités compétentes françaises. Accompagnement des autorités compétentes québécoises lors de l'élaboration des projets d'engagements. Partenaires : Ordres professionnels, OPQ, MJQ
Sanction de la *Loi permettant la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes du même type.* (Québec, 10 juin 2009)	Participation à la rédaction du projet de loi. Partenaires : OPQ, CCQ, CPMT, ministère du Travail, MESS, MICC, MJQ
Mise en place du comité bilatéral ministériel de l'Entente et tenue de la première réunion de ce dernier. (Paris, 27 avril 2009)	Collaboration à l'organisation de la première réunion du comité bilatéral. Partenaires : autorités françaises (ministère de la Santé, ministère des Affaires étrangères et européennes, ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Immigration, ministère de l'Économie de l'Industrie et de l'Emploi), OPQ, CCQ, CPMT, ministère du Travail, MESS, MICC, MJQ

[4] Le libellé de cet indicateur a été mis à jour puisque l'entente visée par ce dernier a été signée en 2008.

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Création d'un groupe de travail franco-québécois sur les métiers afin de conduire efficacement les travaux de mise en œuvre des ARM signés et de négocier de nouveaux ARM. (Paris, 27 avril 2009)	Supervision et participation aux travaux du groupe de travail franco-québécois sur les métiers. Partenaires : autorités françaises (Assemblée permanente des chambres de métiers, ministère de l'Éducation nationale, Centre international d'études pédagogiques, Office français de l'Immigration et de l'Intégration), CCQ, CPMT, ministère du Travail, MESS

INDICATEUR 2 > Nature et portée des interventions

Les suivis de la première année du biennum de la 62e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ), tout comme le lancement de la programmation du Fonds franco-québécois de coopération décentralisée (FFQCD), ont permis la mise en œuvre et la réalisation de nombreux objectifs identifiés par les porteurs de projets. Le Ministère a veillé au bon déroulement de l'avancement des travaux au cours de l'année et a constaté les premières réalisations, notamment dans les domaines de la modernisation de l'État et de l'environnement et du développement durable, lors de la réunion de mi-parcours qui s'est tenue à Québec les 9 et 10 mars 2010. Pour le prochain appel à projets, la réunion de mi-parcours a porté une attention particulière au respect des thématiques prioritaires du plan stratégique du Ministère.

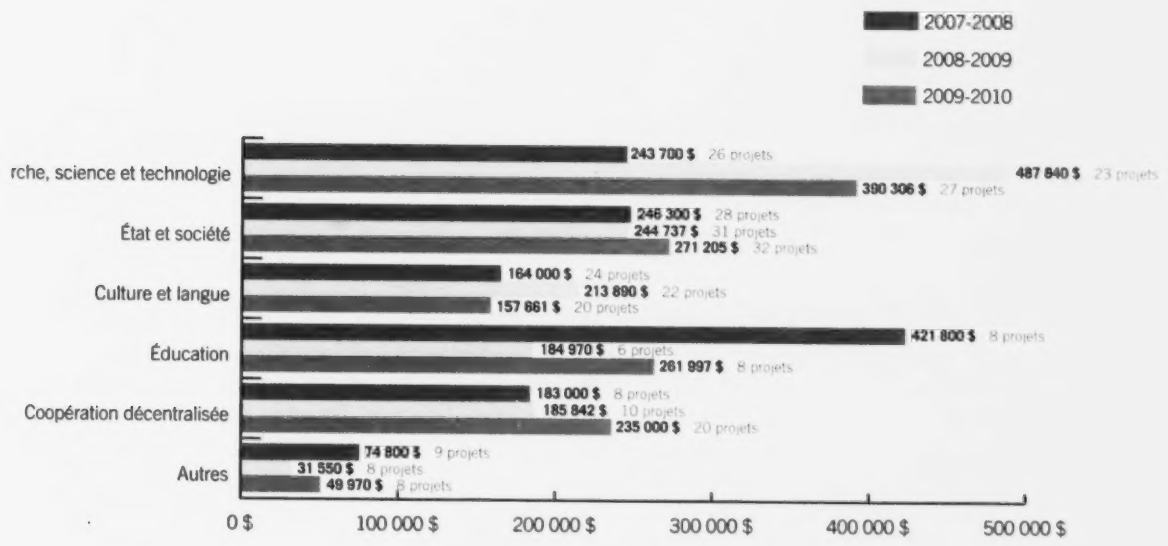
Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
COOPÉRATION ENTRE ET AVEC LES RÉGIONS	
En juillet 2008, la 15e Rencontre alternée des premiers ministres français et québécois a réaffirmé le rôle de la coopération décentralisée. Le budget annuel du FFQCD a été augmenté de 75 000 $ par rapport à l'an dernier, passant de 160 k$ à 235 k$. En 2009-2010, plusieurs recommandations des élus sur le dispositif du FFQCD ayant été formulées aux Troisièmes Ateliers de la coopération décentralisée, ont été prises en compte : allongement de la période de l'appel à projets, réalisation des projets sur deux ans et accueil favorable de projets soutenus par deux partenaires seulement. Le premier appel à projets bisannuel du FFQCD a eu lieu du 27 janvier au 30 avril 2009. La dernière rencontre du comité de sélection franco-québécois a permis la validation de 20 nouveaux projets pour le biennum 2009-2010 : > dix projets relatifs au domaine socio-économique; > six projets relatifs au domaine culturel; > quatre projets relatifs au développement territorial durable.	Collaboration avec les collectivités territoriales françaises et les ministères pour la réalisation des activités. Appui aux entretiens politiques du premier ministre et des ministres sectoriels avec des présidents et des vice-présidents de conseils régionaux. Partenaires : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), MDEIE, MCCCF, MDDEP, Consulat général de France à Québec (CGF)
ENVIRONNEMENT	
Mise en œuvre et progression des travaux sous l'égide du groupe de travail franco-québécois en développement durable et environnement. Tenue de la deuxième réunion le 9 mars 2010 portant sur l'avancement des projets sous la responsabilité du groupe de travail et sur les thèmes prioritaires pour le prochain appel à projets.	Planification de cet événement à l'occasion de la réunion mi-parcours de la 62e session de la CPCFQ. Rôle de soutien et d'accompagnement dans le groupe de travail piloté par le MDDEP et le ministère français de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM). Partenaires : MDDEP, MEEDDM, CGF
Amorce, accompagnement et suivis relatifs à la réalisation des neuf projets de coopération institutionnelle et des quatre projets de coopération scientifique.	Accroissement du budget de près de 30 %, soit de 56 000 $ à 71 000 $, pour la deuxième année du biennum destiné aux projets identifiés dans la thématique *Développement durable et environnement.* Partenaires : MDDEP, CGF
Le premier ministre a su sensibiliser le premier ministre français François Fillon à l'intérêt de la présence des États fédérés dans les négociations multilatérales sur le climat. D'ailleurs, ce dernier a exprimé publiquement son appui à la reconnaissance de l'intérêt de cette présence lors de la visite de M. Jean Charest en juillet 2009.	Soutien au premier ministre.

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
MODERNISATION DE L'ÉTAT	
Les travaux des différents sous-comités du groupe de travail franco-québécois *Modernisation de l'administration publique* ont permis des échanges d'expertise entre les administrations québécoise et française, notamment : > Reconfiguration de l'*État et gestion axée sur les résultats* et *Gouvernement en ligne* : les échanges ont porté sur les outils de mesure de la satisfaction des usagers, la relation avec la clientèle ainsi que la simplification de l'accès aux services publics pour les citoyens, la simplification administrative et la priorisation des événements de vie traités par l'administration. > Partenariats public-privé : finalisation de la mise au point d'une plateforme interactive permettant l'échange et le partage d'informations entre la Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (France) et Infrastructure Québec. > Qualité du français dans l'administration publique : amorce d'un projet visant à examiner quelques services en ligne existants afin de dégager les bonnes pratiques en matière de communication (clarté du langage, simplicité des démarches, accessibilité et lisibilité de l'information).	Collaboration avec le Secrétariat du Conseil du trésor et le CGF pour simplifier la coordination des sous-comités et améliorer leur efficacité et la réalisation de leurs travaux. Restructuration du groupe franco-québécois *Modernisation de l'administration publique* (nouvel organigramme). Deux sous-comités ont été regroupés sous la dénomination Services aux usagers (*Qualité du français dans l'administration publique* et *Gouvernement en ligne*), le sous-comité *Reconfiguration de l'État et gestion axée sur les résultats* a été supprimé et le sous-comité *Partenariats public-privé* a été renommé *Grands projets d'infrastructures publiques*.

COOPÉRATION AVEC LA FRANCE

Le Ministère a assuré le suivi des projets de la 62e session de la CPCFQ ainsi que la mise en œuvre des projets dans le cadre du FFQCD. En 2009-2010, une somme de 1,37 M$ a été versée pour soutenir les 115 projets de coopération sélectionnés entre les partenaires français et québécois, comparativement à 1,35 M$ pour soutenir les 100 projets de la session précédente.

FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION AVEC LA FRANCE[5]



[5] Un ajustement méthodologique par rapport au Rapport annuel de gestion 2008-2009 a été réalisé afin d'amener une précision sur le financement. Ainsi, les dépenses consenties remplacent les sommes accordées pour apporter un meilleur éclairage sur les dépenses du Ministère. L'unité de référence est celle des années financières afin de faciliter la compréhension du lecteur.

OBJECTIF 11.

En Europe, faire la promotion du projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne auprès des interlocuteurs politiques et des décideurs économiques

Les négociations de l'Accord de partenariat économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (Comprehensive Economic and Trade Agreement - CETA) ont officiellement été lancées le 6 mai 2009. Depuis cette date, trois séances de négociations ont eu lieu, en alternance à Bruxelles et Ottawa. Des consultations auprès des exportateurs et des intervenants en coopération ont également été tenues, au printemps et à l'automne 2009, permettant ainsi d'élaborer les positions du Québec à la lumière des besoins et recommandations des différents milieux concernés. Les retombées estimées pour le Québec étant importantes, soit l'accès à un marché de près de 500 millions de personnes, les démarches de promotion de cet accord auprès des partenaires, tant québécois qu'européens, se sont multipliées.

INDICATEUR 1 > **Nature des initiatives prises**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Le nombre d'interlocuteurs sensibilisés aux retombées positives de l'Accord de partenariat économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ne cesse de croître, qu'ils soient issus des gouvernements nationaux et régionaux, des institutions européennes, des régions européennes ou des milieux des affaires.	Appui aux entretiens politiques menés auprès des dirigeants politiques et des décideurs socio-économiques européens par le premier ministre et les ministres québécois, notamment le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
Les actions de promotion menées par le Québec ont permis de s'allier de nombreux partenaires parmi les États membres de l'Union européenne, dont la France et l'Allemagne.	Soutien aux négociations et organisation de rencontres pour le négociateur en chef du Québec avec les représentants à Bruxelles des présidences actuelles et prochaines de l'UE (Espagne, Belgique, Hongrie et Pologne).
À la suite de la mission du premier ministre du Québec en Bavière, en juin 2009, le ministre-président de l'État de Bavière est intervenu auprès du gouvernement fédéral d'Allemagne et du président de la Commission européenne pour manifester son soutien au partenariat économique Canada-Union européenne.	Audition du délégué général du Québec à Bruxelles au Comité économique et social européen.
	Intervention du premier ministre lors de la tenue d'une table ronde organisée par le Centre for European Policy Studies (CEPS) sur le thème : *The news Economic and Free Trade Agreement Between the EU and Canada* pour présenter le projet, échanger sur cet accord de nouvelle génération et obtenir les attentes des différents partenaires.

OBJECTIF 12.

Consolider et développer les relations avec les régions d'Europe

Le développement des relations politiques avec certains pays européens d'intérêt prioritaire pour le Québec favorise l'établissement de partenariats dans différents domaines. Ces collaborations concernent notamment des entrepreneurs, des universitaires, des chercheurs et des artistes qui ont l'occasion de faire connaître leur expertise à l'étranger et de s'enrichir de celle de leurs partenaires. Sur le plan gouvernemental, il est dans l'intérêt du Québec de créer des alliances et des collaborations avec d'autres entités fédérées ou des regroupements de régions d'Europe. Cette action commune aide à promouvoir des enjeux stratégiques pour l'avenir du Québec.

INDICATEUR 1 > **Réseau de contacts établis**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
INSTITUTIONS EUROPÉENNES	
Renforcement des liens du Québec avec les institutions européennes et mise en valeur de l'expertise québécoise dans les domaines de l'intégration des immigrants et du dialogue interculturel, de la promotion des données, des changements climatiques et de la diplomatie des régions subétatiques. Partenariat du Québec avec la Commission européenne et le Conseil de l'Europe pour la tenue de la Conférence : *Interagir dans la diversité pour la cohésion sociale* tenue à Strasbourg, en décembre 2009. Allocution d'ouverture prononcée par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, M^me^ Yolande James, et participation de quatre experts québécois.	Coordination et soutien à une mission ministérielle à Strasbourg. Soutien financier de 6 500 $ à la présence de quatre experts québécois. Partenaire : MICC
ROYAUME-UNI	
Appui au rayonnement international des études québécoises grâce à la participation d'experts québécois sur le multiculturalisme au congrès annuel de la British Association for Canadian Studies (BACS).	Soutien financier et coordination de la participation des représentants québécois. Partenaires : Association internationale des études québécoises (AIEQ), BACS
Appui au développement de partenariats entre le Québec et le Royaume-Uni lors du premier appel à projets en culture dans le cadre de l'entente de coopération conclue avec le British Council, portant sur les secteurs de l'éducation, de la culture et des sciences et technologies.	Coordination de l'appel à projets et du processus de sélection. Partenaires : MCCCF, British Council
ALLEMAGNE ET AUTRICHE	
Renforcement des liens politiques et institutionnels avec la Bavière et la Saxe. Les chefs de gouvernement du Québec, de la Bavière et de la Saxe s'entendent sur l'importance de la collaboration entre les États fédérés sur la scène internationale.	Accueil au Québec du ministre-président de l'État de Bavière et du ministre-président de l'État de Saxe en février 2010. Organisation de rencontres entre les chefs de gouvernement.
Approfondissement des liens politiques et institutionnels avec la Haute-Autriche et la Bavière. Différentes pistes de collaboration ont été explorées durant la mission.	Appui à la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Allemagne et en Autriche. Organisation de rencontres politiques de haut niveau en Haute-Autriche et en Bavière ainsi que des rencontres avec les milieux d'affaires.
BELGIQUE ET SES ENTITÉS FÉDÉRÉES	
Développement des liens plus étroits avec nos partenaires de la Belgique et des entités fédérées en matière d'environnement afin de faire connaître la position du Québec sur le rôle des États fédérés dans la lutte aux changements climatiques.	Appui à la mission en Belgique de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ainsi qu'à l'organisation d'entretiens bilatéraux en marge de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques. Partenaire : MDDEP
Consolidation des relations avec la Belgique fédérale et les entités fédérées dans le contexte de la présidence belge de l'Union européenne prévue à partir du 1^er^ juillet 2010.	Appui à l'organisation de la visite du secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles de Belgique. Partenaires : MICC, MJQ
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE ET RÉGION WALONNE	
Consolidation des liens notamment sur des questions touchant les aînés et les proches aidants.	Appui à la mission en Belgique de la ministre responsable des Aînés. Partenaire : Ministère de la Famille et des Aînés (MFA)

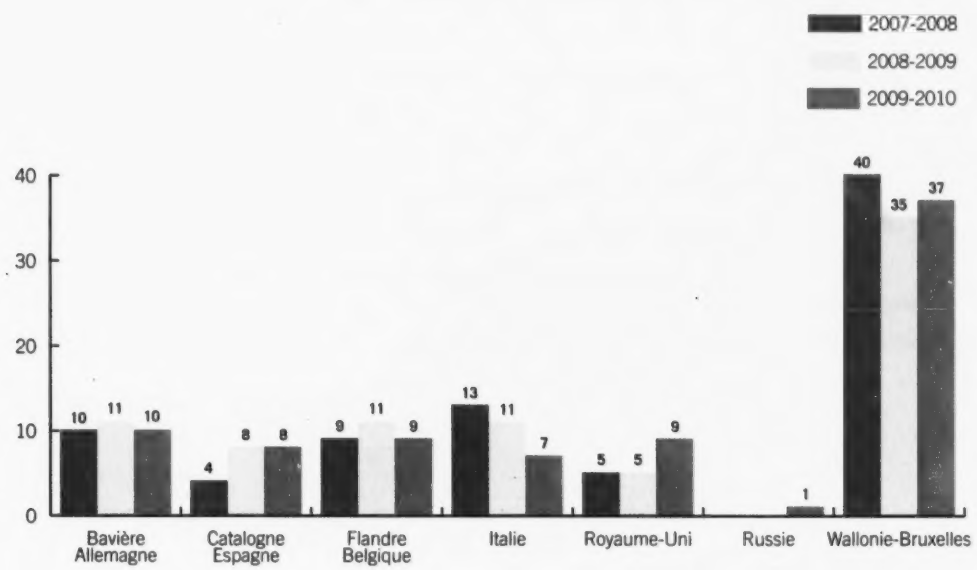
Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
FLANDRES (BELGIQUE)	
Développement d'un réseau de partenaires ayant pour intérêt la pratique des relations internationales afin de faire connaître l'expertise québécoise dans ce domaine.	Soutien aux experts du Québec ayant participé au colloque international intitulé *Towards a "third wave" in sub-state diplomacy?* qui s'est déroulé à Bruxelles. Partenaires : Comité des Régions, Université d'Anvers
CATALOGNE ET ESPAGNE	
Renforcement des liens politiques et institutionnels avec la Catalogne et la Communauté de Madrid dans le cadre du 10e anniversaire du Bureau du Québec à Barcelone.	Appui à la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Espagne : organisation de rencontres avec les présidents et ministres de la Communauté de la Catalogne et de Madrid, de même qu'avec les principaux industriels d'Espagne.
Approfondissement des liens politiques et économiques auprès de l'État espagnol dans le dossier de l'accord Canada-Union européenne.	Plaidoyer pour l'accord à l'occasion de la présidence espagnole de l'Union européenne.

INDICATEUR 2 > **Projets de coopération réalisés**

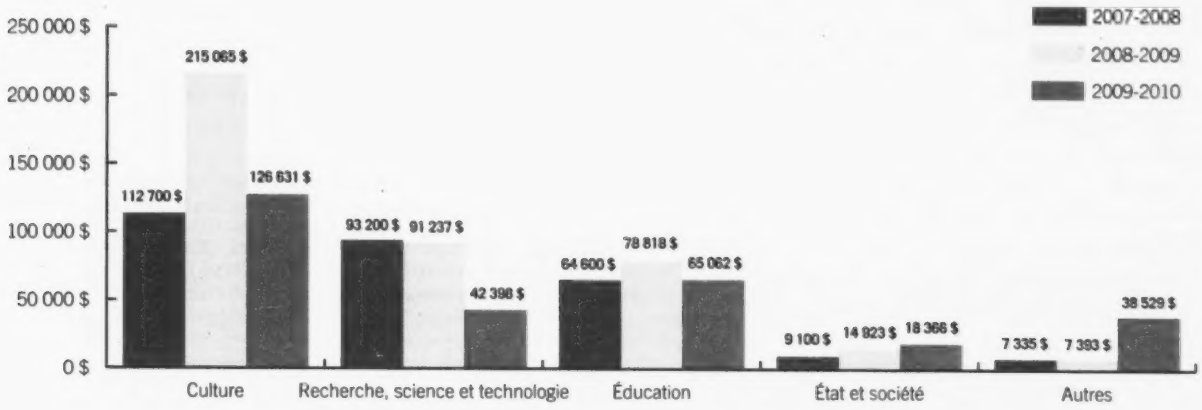
Un total de 81 projets de coopération intéressant des partenaires québécois et des partenaires de pays ou de régions d'Europe, autres que la France, ont été soutenus en 2009-2010, soit un résultat identique à celui de 2008-2009. La contribution du MRI s'élève à 291,0 k$ comparativement à 407,4 k$ l'année précédente. Cet écart s'explique notamment par le soutien de 100,0 k$ accordé, l'année précédente, à un projet relatif aux célébrations du 400e anniversaire de la ville de Québec.

La répartition de la contribution financière liée aux projets de coopération avec des pays et des régions d'Europe ainsi que le financement accordé aux projets de coopération par secteur est la suivante :

PROJETS DE COOPÉRATION AVEC DES PAYS ET DES RÉGIONS D'EUROPE



FINANCEMENT ACCORDÉ AUX PROJETS DE COOPÉRATION PAR SECTEUR



OBJECTIF 13.

Développer des relations avec des pays de l'Europe de l'Est, en particulier avec la Russie et la Pologne

En 2009-2010, la Russie montre des signes de reprise économique et continue d'offrir un marché potentiel important pour le Québec. Ses besoins en infrastructures et en équipements, conjugués au plan de modernisation du pays, sont autant d'opportunités pour les entreprises québécoises. Sur les plans culturel et éducatif, les dix ans de présence québécoise et d'échanges interuniversitaires, via le Centre Moscou-Québec, les succès croissants de compagnies culturelles à Moscou et l'intérêt des Russes pour les produits culturels offrent une plateforme pour le développement de relations suivies dans les domaines culturel et éducatif. La récente signature d'une déclaration commune de coopération entre le Québec et Moscou, ville ayant le statut de région, donnera une impulsion aux échanges dans des domaines de l'économie, de l'environnement, de la culture, de l'éducation et des questions nordiques.

INDICATEUR 1 > **Analyse d'opportunité réalisée**

Sur la base de l'étude d'opportunité réalisée en 2008-2009, des efforts ont été déployés sur le territoire de la Russie afin d'établir des contacts politiques de haut niveau et d'ouvrir des portes pour des entreprises et des institutions éducatives et culturelles québécoises à la recherche de partenaires russes.

INDICATEUR 2 > **Nature des activités menées**

Russie

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Le premier ministre a piloté la première mission d'un premier ministre du Québec en Russie, accompagné du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que de représentants d'une vingtaine d'entreprises québécoises. Entretiens avec plusieurs ministres fédéraux russes, avec le gouverneur de Leningrad, le vice-gouverneur de St-Pétersbourg et le maire de Moscou, ainsi qu'avec les dirigeants de grandes entreprises russes. (Décembre 2009)	Coordination de la mission. Partenaires : MCCCF, MELS, Ambassade canadienne à Moscou

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
À l'occasion de la mission du premier ministre, signature d'une déclaration commune de coopération Québec-Moscou prévoyant la mise en place d'une commission mixte de coopération dans les domaines économique, environnemental, éducatif et culturel. Cinq signatures d'affaires par des entreprises québécoises avec des partenaires russes.	Proposition à la ville de Moscou de conclure une entente de coopération et négociation de celle-ci.
Mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie à Moscou et Saint-Pétersbourg, accompagné de représentants des secteurs de la culture et de l'éducation. Rencontres politiques avec des membres du gouvernement russe et des gouvernements de Moscou, Leningrad et St-Pétersbourg et participation du ministre au Forum économique international de St-Pétersbourg. Proposition à la ville-région de Moscou d'initier une coopération accueillie positivement par les Russes. (Juin 2009) Ces missions ont permis de créer des liens et d'initier un dialogue au plus haut niveau politique du gouvernement de la Fédération de Russie et de gouvernements régionaux. La mission du premier ministre a apporté un appui aux entreprises, leur ouvrant des portes et permettant la signature de cinq ententes de principe.	Coordination de la mission. Partenaires : MCCCF, MELS, Ambassade canadienne à Moscou

2.5 MARCHÉS PORTEURS D'ASIE ET D'AMÉRIQUE DU SUD

OBJECTIF 14.

Accroître la capacité d'action du Québec sur les marchés porteurs, plus particulièrement par l'ouverture de bureaux au Brésil et en Inde et par l'expansion de ses bureaux en Chine

La Politique internationale du Québec désigne la Chine, le Japon, l'Inde et le Brésil comme des « marchés porteurs ». Au cours des années 2007-2008 et 2008-2009, les efforts ont principalement porté sur l'accroissement de l'effectif (Chine et Japon) et l'ouverture de bureaux (Inde et Brésil). Ces ressources en place ont permis la réalisation de missions majeures sur ces quatre territoires au cours de la dernière année, dont trois pilotées par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (Japon, Chine et Brésil) et une, de grande envergure en Inde, dirigée par le premier ministre. La tenue de ces missions, de même que leur préparation et les suivis qui sont accordés, joue un rôle déterminant dans le renforcement de la capacité d'action du Québec sur ces marchés porteurs.

INDICATEUR 1 > **Effectif en place et bureaux fonctionnels**

Résultat	État d'avancement des projets d'ouverture ou d'expansion
Redéploiement complété et effectif en place.	Inauguration officielle du Bureau du Québec à Mumbai lors de la mission dirigée par le premier ministre. (Février 2010) Inauguration officielle du Bureau du Québec à São Paulo effectuée lors de la mission dirigée par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie. (Novembre 2009)

INDICATEUR 2 > **Réseau de contacts politiques, d'affaires et institutionnels établis**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
CHINE	
Mission multisectorielle du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie : promotion du Québec auprès du gouvernement central, des villes de Tianjin et de Shanghai ainsi que de la province du Shandong. (Chine, octobre 2009)	Coordination de la mission. Partenaires : MDEIE, MELS
Rencontre du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le vice-ministre à l'Éducation; renouvellement de l'entente dans le domaine de l'enseignement supérieur favorisant les échanges en éducation. (Chine, octobre 2009)	Négociation et mise en œuvre de l'entente. Partenaire : MELS
Présidence du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie du Forum Québec-Chine en environnement, favorisant l'ouverture de marché pour les entreprises québécoises et les collaborations en science et technologie. (Beijing, octobre 2009)	Coordination du forum. Partenaire : MDEIE
Relations avec la province du Shandong : participation de la vice-gouverneure du Shandong à la Conférence de Montréal et tenue du premier groupe de travail découlant de l'Entente de coopération Québec-Shandong : huit projets appuyés. (Montréal, juin 2009)	Organisation et coordination du groupe de travail et de l'appel à projets au Québec. Appui financier de 44 400 $. Partenaires : MELS, MDEIE, MSSS, MCCCF, MTO
JAPON	
Rencontre et entretien du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec l'Empereur et l'Impératrice du Japon, lors de leur visite au Canada. (Juillet 2009)	Organisation de la rencontre.
Rencontre du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le vice-ministre des Affaires étrangères, le gouverneur de la préfecture de Shizuoka, la haute direction de trois entreprises japonaises présentes au Québec et avec le directeur exécutif de la Digital Content Association of Japan. (Japon, septembre 2009)	Organisation des rencontres. Partenaires : IQ et MDEIE
Mission multisectorielle du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, en accompagnement aux entreprises québécoises participant au Tokyo Game Show. (Japon, septembre 2009)	Coordination de la mission.
Rencontre du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le gouverneur de la Préfecture de Shizuoka. (Japon, septembre 2009)	Organisation de la rencontre.
INDE	
Mission en Inde du premier ministre en compagnie du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (février 2010) : promotion du Québec auprès du gouvernement central indien et de trois États indiens (Delhi, Karnataka et Maharashtra); valorisation de l'expertise des entreprises québécoises auprès des décideurs publics et de partenaires d'affaires indiens.	Coordination de l'organisation et de la réalisation de la mission. Partenaires : MDEIE, MELS, IQ, Société générale de financement du Québec (SGF), et équipe diplomatique canadienne en Inde
Lors de cette mission, entretiens avec le premier ministre de l'Inde et six ministres du gouvernement fédéral, dont le ministre des Affaires étrangères, et entretiens avec des ministres et des gouverneurs de deux États, le Maharashtra et le Karnataka.	Organisation, participation aux rencontres et suivis.
Tenue de la première rencontre du comité directeur de la Déclaration conjointe portant sur la coopération entre le Québec et le Maharashtra. (Février 2010)	Appui à quatre projets de coopération. Appel à projets, coordination et mise en place de la première rencontre de coopération visant à appuyer des projets. Appui financier de 35 000 $. Partenaires : MDEIE, MCCCF, MELS et MTO

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Signature de 33 ententes, dont neuf contrats avec le milieu des affaires, 21 ententes avec le secteur de l'éducation et trois associant le gouvernement du Québec.	Appui politique et technique. Partenaires : MDEIE, MELS
Visite du ministre indien du Transport routier et des Autoroutes, M. Kamal Nath, durant laquelle il a rencontré le premier ministre et le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ainsi que le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Cette rencontre portait sur la prospection d'investissements du Québec en Inde. (Mars 2010)	Accueil de la visite, organisation des rencontres et suivis. Partenaire : MDEIE
BRÉSIL	
Mission multisectorielle du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (novembre 2009) : resserrement des liens avec les autorités politiques et administratives des États de Rio de Janeiro, de Paraná et de São Paulo. Rencontres avec les gouverneurs des États de Paraná et de Rio de Janeiro, les secrétaires d'État du Paraná et de São Paulo, le maire de Curitiba (Paraná) et le vice-maire de Rio de Janeiro. Première incursion dans le marché culturel brésilien.	Coordination de la mission, préparation des entretiens et suivi des rencontres. Partenaires : MELS, MDEIE, MCCCF, MICC
Coprésidence par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie de la première réunion de la Commission mixte de coopération Québec-Paraná ayant donné lieu à l'appui de cinq projets. (Novembre 2009)	Lancement d'un appel à projets. Organisation de la rencontre et soutien financier aux projets de coopération retenus. Appui financier de 26 500 $. Partenaires : MDEIE, MELS, MCCCF, MSSS
Entretien du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie avec le secrétaire d'État aux Finances de Rio de Janeiro. Les principaux thèmes abordés ont été le développement de relations économiques et scientifiques entre le Québec et l'État de Rio de Janeiro, et l'immigration.	Coordination et préparation de la rencontre. Partenaires : MDEIE, ville de Montréal
Renforcement des liens de collaboration entre diverses institutions québécoises et le Conseil national des secrétaires d'État à la santé du Brésil (CONASS) à la suite d'une délégation dirigée par la présidente de ce conseil au Québec. (Janvier 2010)	Appui politique et technique aux partenaires. Partenaires : MSSS, INSPQ

OBJECTIF 15.

Contribuer au développement des échanges en éducation et des collaborations en science et technologie

Les efforts visant à augmenter les échanges économiques n'auront d'effets durables que si le Québec dispose d'une relève d'entrepreneurs, de chercheurs et d'une main-d'œuvre apte à travailler dans un environnement de plus en plus internationalisé. Ces dernières années, les marchés porteurs d'Asie et d'Amérique latine ont témoigné d'un vif dynamisme en matière d'éducation, de science et de technologie. Cette conjoncture constitue, pour le Québec, une occasion de diversifier ses partenariats scientifiques, de promouvoir ses produits technologiques, d'augmenter la mobilité de ses étudiants et d'accroître la portée de son offre éducative.

INDICATEUR 1 > **Actions menées en éducation et projets réalisés, dont ententes de bourses et d'exemptions de droits de scolarité conclues**

INDICATEUR 2 > **Actions menées en science et technologie et projets réalisés**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
CHINE	
Éducation	
Renouvellement de l'Entente dans le domaine de l'enseignement supérieur, portant notamment sur des exemptions de droits de scolarité, des bourses d'excellence (troisième cycle) ainsi que des échanges de professeurs/chercheurs.	Coordination et négociation. Partenaire : MELS
Soutien à sept étudiants québécois bénéficiant des bourses offertes par la République populaire de Chine pour des études dans ce pays (six bourses complètes offertes par le MRI et une bourse partielle offerte par la République populaire de Chine) dans le cadre de la coopération Québec-Chine.	Financement des frais de déplacement et d'installation des boursiers québécois bénéficiant d'une bourse complète (15 000 $). Partenaire : MELS
Science et technologie	
Appui à deux missions visant à établir des partenariats et participation de quatre groupes de recherche : Centre sur les changements climatiques et environnementaux à l'échelle du globe (C3EG), Centre pour les systèmes et technologies avancées en communication (SYTACom), Centre de recherche en électronique radiofréquence (CRER) et Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies (FQRNT).	Appui à la réalisation des deux missions. Subvention de 10 500 $
JAPON	
Éducation	
Participation de la CREPUQ pour représenter les universités québécoises à la Foire de l'éducation tenue à Osaka et à Tokyo. (Octobre/novembre 2009)	Soutien à la préparation et à la tenue de l'événement.
Entretien du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, au Japon, avec le recteur de l'Université Meiji et avec le vice-recteur de l'Université Tokai (septembre 2009) en vue du développement des échanges interuniversitaires.	Organisation des entretiens.
Soutien à la participation de l'Université de Montréal à titre de coordonnateur d'un atelier interuniversitaire, portant sur des projets d'aménagement urbain, sous l'égide de la Chaire UNESCO en paysage et environnement.	Travail de facilitateur vis-à-vis les autorités de la ville de Kobe en amont de l'événement. Soutien financier de 6 700 $
Entente visant l'échange de professeurs et d'étudiants entre l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec et le All Japan Chefs Association.	Rôle d'intermédiaire et de facilitateur.
Tenue du *Campus MBA Japon-Corée* permettant à des finissants du MBA de l'École des HEC de conduire une mission d'études dans ces pays.	Appui à l'organisation du programme.
Science et technologie	
Première participation de représentants du Québec à la conférence internationale Science and Technology in Society qui se tient annuellement à Kyoto.	Appui à la mission et accompagnement des participants au Japon. Partenaires : MDEIE, Université McGill, NanoQuébec
Visite, au Québec, de la Nagano Techno Foundation pour développer les collaborations avec le Québec en nanotechnologies.	Appui à l'organisation de la visite. Partenaires : MDEIE, NanoQuébec
Établissement de liens de haut niveau avec le National Institute of Advanced Industrial Science and Technology du Japon et la Japan Science and Technology Agency en vue de collaborations futures.	Appui à la mission et accompagnement des participants au Japon. Partenaire : MDEIE
Visite du vice-président de l'Institute of International Policy Study du Japon à l'occasion de la Conférence de Montréal.	Organisation du programme de la visite.
Mission, au Japon, de représentants du secteur de la recherche en aéronautique.	Appui à l'organisation de la visite. Partenaire : Consortium de recherche et d'innovation en aéronautique au Québec

INDE	
Éducation	
Signatures de 21 ententes multisectorielles entre institutions québécoises et indiennes dans le domaine de l'éducation supérieure.	Coordination et appui politique. Partenaire : MELS
Signature d'un contrat de services professionnels avec l'Institut indo-canadien Shastri pour la gestion des exemptions de frais de scolarité majorés pour les deuxième et troisième cycles universitaires.	Coordination, appui technique et négociation. Octroi de 29 exemptions de droits de scolarité. Partenaire : MELS
Signature d'un contrat de services professionnels avec TERI, de Delhi, pour l'attribution de dix bourses d'excellence pour les deuxième et troisième cycles universitaires dans le domaine du développement durable.	Coordination, appui technique et négociation. Octroi d'une bourse de doctorat et d'une bourse de postdoctorat. Partenaires : MELS, FQRNT (gestion des huit autres bourses)
Science et technologie	
Appui à un projet de coopération dans le domaine du traitement du cancer entre l'UQTR et le Bhabha Atomic Research Centre dans le cadre de la coopération Québec-Maharashtra.	Appui financier de 10 000 $
BRÉSIL	
Éducation	
Soutien au développement et à la mise en œuvre de la stratégie de recrutement de la CREPUQ et de Cégep international.	Appui à l'organisation de la mission. Partenaire : MELS
Appui au fonctionnement du Centre d'études et de recherches sur le Brésil (CERB) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).	Soutien financier de 15 000 $.
Science et technologie	
Signature d'une entente de collaboration scientifique entre l'Institut de recherches technologiques de l'État de São Paulo (IPT) et l'École de technologie supérieure (ETS) de l'Université du Québec lors de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie de novembre 2009.	Coordination et soutien technique. Partenaire : MDEIE
Visite, au Québec, d'un expert brésilien en science et technologie dans le cadre du Programme d'invitation et d'accueil des personnalités étrangères (PIAPE).	Organisation du programme de visite. Partenaire : MDEIE

OBJECTIF 16.

Faire valoir l'action du Québec en matière de lutte et d'adaptation aux changements climatiques et promouvoir le rôle des gouvernements régionaux dans ce domaine

Les différents paliers de gouvernement sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans la lutte aux changements climatiques. Les marchés porteurs d'Asie et d'Amérique latine sont directement interpellés par cette problématique et recherchent des solutions viables et efficaces. La promotion de la politique et des actions québécoises en la matière et la collaboration sur les meilleures pratiques environnementales constituent, pour le Québec, l'occasion de renforcer son positionnement parmi les chefs de file de la lutte aux changements climatiques. De plus, ces pays présenteront, au cours des prochaines années, d'intéressantes perspectives au titre des transferts de technologies vertes.

INDICATEUR 1 > **Actions de sensibilisation menées auprès de gouvernements régionaux et de publics cibles**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
JAPON	
Allocution majeure sur ce thème spécifique par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie auprès d'une tribune économique et institutionnelle à Tokyo. (Tokyo, septembre 2009)	Organisation de l'événement.
Rencontres du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie portant sur ce thème avec le gouverneur de la Préfecture de Shizuoka au Japon et avec le directeur général de la Stratégie climatique du gouvernement métropolitain de Tokyo. (Septembre 2009)	Organisation de l'événement.
Accueil d'une délégation, à Québec, du gouvernement central japonais concernant la redevance sur le carbone et l'expertise québécoise dans ce domaine.	Organisation de la visite. Partenaires : MDDEP, ville de Montréal
Visite, au Québec, d'une journaliste du *Kobe Shimbun* pour traiter notamment de la lutte aux changements climatiques, qui a par la suite mené à la publication de quatre articles sur le Québec.	Organisation de la visite.
CHINE	
À l'occasion de la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en Chine, promotion des entreprises québécoises actives dans le domaine de l'environnement et de la politique québécoise en matière de développement durable. (Octobre 2009)	Organisation et coordination de la mission. Partenaire : MDEIE
INDE	
Participation du premier ministre au Delhi Sustainable Development Summit (DSDS) 2010 à titre d'orateur lors du discours d'ouverture et entretiens : mise en valeur et promotion du leadership québécois en matière de développement durable et technologies vertes.	Coordination et appui à cet événement. Partenaires : Cabinet du premier ministre, MDEIE

ORIENTATION STRATÉGIQUE 3

Orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance

2.6 SOLIDARITÉ ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

OBJECTIF 17.

Appuyer l'intervention des organismes de coopération québécois dans les pays en développement, notamment en matière de formation des ressources humaines et de développement des capacités de gouvernance

Le Québec agit en matière de solidarité et de développement international pour répondre, dans la mesure de ses moyens, aux défis auxquels font face les populations moins favorisées de l'Afrique francophone, de l'Amérique latine et des Antilles. Comme préconisé par la Politique internationale du Québec publiée en 2006, Haïti demeure la priorité pour le Québec en matière de solidarité internationale. Principalement, il appuie les projets des organismes québécois de coopération internationale qui répondent aux besoins des pays partenaires et qui visent une prise en charge, par la population locale, de leur développement. Le Québec mise sur les secteurs où il a une expertise reconnue, notamment la formation des ressources humaines et l'amélioration des capacités de gouvernance. Notons que, sur le plan des relations bilatérales, le Québec est fortement sollicité par les pays de l'Afrique francophone, qui apprécient son savoir-faire et son style de coopération axé sur la solidarité et le développement international. C'est dans cette optique que le gouvernement du Québec entretient des relations institutionnelles avec les autorités gouvernementales de plusieurs pays de cette région et met en place les structures et les moyens dont il dispose.

INDICATEUR 1 > **Nombre d'organismes et de projets soutenus**

Trente-trois organismes de coopération internationale québécois ont été soutenus et 105 projets de solidarité ou de développement international ont été appuyés, pour une contribution totale du Ministère de 5,323 M$, comparativement à 5,55 M$ en 2008-2009. Cette somme est répartie entre deux programmes, soit le Programme québécois de développement international (PQDI), avec 2,686 M$ (2,68 M$ l'année précédente), lequel finance des projets de développement menés par des acteurs de la société civile, et le programme Québec sans frontières (QSF), avec 2,637 M$[6], comparativement à 2,87 M$ en 2008-2009, qui offre à des jeunes Québécois et à des jeunes des pays en développement l'occasion de vivre une expérience de solidarité internationale. Le soutien financier du MRI à ces projets s'ajoute à d'autres sources de financement provenant des organismes mêmes ou d'autres bailleurs de fonds tels que l'Agence canadienne de développement international (ACDI). La contribution du MRI peut atteindre jusqu'à 80 % du coût total des projets. L'annexe 4 présente de l'information concernant d'autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international.

[6] Ce montant inclut 21 stages effectués par des jeunes Québécois dans les organismes québécois de coopération internationale en appui aux projets de solidarité QSF ou aux activités de sensibilisation du public, pour un total de 268 316 $.

PROJETS DE SOLIDARITÉ OU DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL APPUYÉS 2009-2010

Secteurs	Nombre			Contribution du MRI[1]
	PQDI	QSF	**TOTAL**	
Activités génératrices de revenus (AGR)	4	14	**18**	775 842 $
Agriculture et foresterie	6	8	**14**	814 812 $
Aide d'urgence	4	0	**4**	400 000 $
Communications	0	4	**4**	160 887 $
Éducation	6	12	**18**	999 590 $
Environnement	2	11	**13**	501 255 $
Gouvernance et société civile	1	17	**18**	475 052 $
Santé	6	6	**12**	687 046 $
Services sociaux	2	2	**4**	240 569 $
Total des projets	**31**	**74[2]**	**105**	**5 055 053 $**
Total des stages effectués au Québec[3]	-	-	-	268 316 $
Total	**31**	**74**	**105**	**5 323 369 $**

1. La contribution du MRI peut atteindre 80 % du coût total des projets.
2. Les 74 projets du programme QSF ont réclamé la participation de 353 stagiaires québécois et de 32 stagiaires étrangers.
3. Le programme QSF a permis à 21 Québécois de faire un stage au Québec dans un organisme de coopération internationale pour des projets liés à la solidarité internationale.

ÉVOLUTION DE LA CONTRIBUTION DU MRI AUX PROJETS DE SOLIDARITÉ OU DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Secteurs	Contribution du MRI[1]		
	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Activités génératrices de revenus (AGR)	621 400 $	847 511 $	**775 842 $**
Agriculture et foresterie	654 200 $	507 391 $	**814 812 $**
Aide d'urgence	200 000 $	200 000 $	**400 000 $**
Communications	223 100 $	239 695 $	**160 887 $**
Éducation	730 300 $	1 108 734 $	**999 590 $**
Environnement	511 800 $	546 875 $	**501 255 $**
Gouvernance et société civile	811 700 $	640 434 $	**475 052 $**
Santé	883 700 $	730 060 $	**687 046 $**
Services sociaux	203 800 $	353 148 $	**240 569 $**
Autres	-	93 140 $	-
Total des projets	**4 840 000 $**	**5 266 988 $**	**5 055 053 $**
Total des stages effectués au Québec	**270 538 $**	**285 768 $**	**268 316 $**
Total	**5 110 538 $**	**5 552 756 $**	**5 323 369 $**

1. La contribution du MRI peut atteindre jusqu'à 80 % du coût total des projets.

Les fluctuations sectorielles s'expliquent par la qualité des projets retenus lors du processus de sélection qui varient selon les différents secteurs chaque année. Le budget du PQDI a été établi, par décret gouvernemental, à 1 % des bénéfices nets des casinos de Loto-Québec.

La liste complète des projets soutenus en 2009-2010 est disponible sur le site Internet du MRI.

INDICATEUR 2 > **Pourcentage des projets visant la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance**

Sur les 105 projets appuyés, 101 d'entre eux, soit 96 % (comparativement à 94 % l'année précédente), visent la formation des ressources humaines ou le développement des capacités de gouvernance sur la base des éléments suivants :

- **Formation des ressources humaines :** partage des pratiques, des expériences, des savoirs ou des expertises dans le but de valoriser les capacités des personnes, des organisations et des collectivités, de favoriser leur autonomie et d'accroître leur habileté à trouver des solutions durables aux besoins qu'elles ont décelés.
- **Développement des capacités de gouvernance :** appui à la mise en place d'institutions publiques efficaces et responsables ainsi que l'établissement de modalités de gouvernance qui tiennent compte des droits, des devoirs et des intérêts de tous les groupes de la société et qui favorisent leur participation aux initiatives de développement, notamment par l'appui aux instances locales, aux organismes de la société civile et aux mécanismes de démocratie participative.

OBJECTIF 18.

Développer des partenariats permettant de faciliter la mise à disposition de l'expertise publique québécoise

En mettant à disposition l'expertise publique québécoise auprès de gouvernements étrangers et de bailleurs de fonds par l'intermédiaire des institutions multilatérales de financement, le Québec contribue à la solidarité et au développement international. Il fait aussi connaître la qualité de son expertise, impliquant des retombées positives pour les entreprises québécoises. La participation des experts publics québécois à des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux enrichit les pratiques et le savoir-faire des ressources humaines et des institutions publiques pour améliorer l'offre de services à la population.

INDICATEUR 1 > **Nature des partenariats développés et des projets réalisés**

Principaux résultats	Nature de l'intervention du MRI
Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti (PARGEP), qui a pour objectif de faciliter le transfert de l'expertise de l'administration publique québécoise vers l'administration haïtienne afin de contribuer au renforcement de la haute fonction publique en Haïti et à l'amélioration des services publics offerts à la population haïtienne. Réalisation de 12 missions d'experts publics québécois en Haïti et accueil de trois délégations de hauts fonctionnaires haïtiens. À la suite du séisme du 12 janvier 2010, délégation d'un spécialiste en organisation administrative sur le terrain afin d'appuyer l'équipe gouvernementale haïtienne.	Contribution à l'élaboration du plan d'action de l'an deux du projet, prenant fin le 31 mars 2010. Participation du MRI à la troisième rencontre du comité conjoint du PARGEP (mai 2009). Coordination du comité consultatif regroupant les ministères et organismes québécois. Partenaires : École nationale d'administration publique (ENAP), ACDI
Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ) Réalisation de 14 projets (dont cinq sont toujours en cours au 31 mars 2010), principalement en Haïti et en Afrique francophone. Les secteurs d'intervention sont : la gouvernance démocratique, l'éducation et la formation, la protection sociale, l'environnement ainsi que le développement du secteur privé.	Subvention statutaire de 100 000 $ accordée pour le fonctionnement du CVIEPQ. Partenaires : CVIEPQ, ACDI, gouvernements nationaux

OBJECTIF 19.

Réviser les exemptions de droits de scolarité majorés accordées à des étudiants de pays en développement afin d'assurer un meilleur arrimage entre leur formation et les besoins de leur pays

Les ententes internationales par lesquelles le Québec octroie des exemptions de droits de scolarité supplémentaires à des étudiants étrangers constituent l'un des outils visant à développer et consolider des relations bilatérales et multilatérales du Québec. Avec les pays en développement, elles représentent également l'un des moyens de concrétiser la solidarité internationale, particulièrement lorsque les étudiants étrangers s'inscrivent dans des programmes qui permettent d'apporter une expertise complémentaire à leur pays. De plus, elles permettent de favoriser la mobilité internationale d'une main-d'œuvre qualifiée et constituent une source d'enrichissement culturel pour tous les Québécois.

Notons que le MELS a la responsabilité de financer et de gérer les exemptions de droits de scolarité supplémentaires alors que le MRI assure la négociation et la signature des ententes.

INDICATEUR 1 > **Signature de nouvelles ententes en matière d'exemption de droits de scolarité majorés**

À l'automne 2009, le MRI a soumis à 36 de ses partenaires étrangers de nouveaux projets d'entente par lesquels le Québec octroie des exemptions de droits de scolarité supplémentaires à leurs ressortissants. Ces ententes représentent un engagement de près de 12 M$ par année, principalement envers les pays en développement et en émergence.

Ces nouvelles ententes mettent l'accent sur la coopération dans le domaine universitaire, notamment sur les études aux cycles supérieurs. Elles assurent également un meilleur arrimage avec les priorités des partenaires étrangers et l'offre éducative québécoise.

Deux ententes ont déjà été signées, soit l'une avec la République populaire de Chine (12 octobre 2009) et l'autre avec l'Institut indo-canadien Shastri (5 février 2010). Quatre projets d'ententes sont en cours de validation au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Enfin, des négociations sont en cours avec les 30 autres partenaires étrangers. La révision des ententes devrait être terminée au cours de la prochaine année.

AUTRES RÉSULTATS LIÉS À LA SOLIDARITÉ ET AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le MRI a réagi promptement au séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 :

- Une aide financière d'urgence de 3 M$ a été versée par le gouvernement du Québec, le 18 janvier à cinq organismes de coopération internationale œuvrant déjà en Haïti dans le cadre d'opérations humanitaires (Croix-Rouge canadienne, division Québec; Oxfam-Québec; Centre d'étude et de coopération internationale (CECI); Développement et Paix; Médecins du monde). Par ailleurs, le MRI et le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise ont réalisé une consultation auprès de plusieurs ministères et organismes du gouvernement québécois pour connaître la contribution qu'ils pourraient offrir dans le cadre de la relance d'Haïti.
- Le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a mis sur pied et présidé, en mars 2010, un comité ministériel sur la reconstruction d'Haïti dont l'objectif est de définir les orientations stratégiques de l'action du Québec en Haïti et de coordonner la mise en œuvre des mesures pouvant en découler. Le comité est majoritairement composé des ministres dont les équipes veillent directement aux efforts de reconstruction en Haïti. Le ministre a également dirigé une réunion de concertation des partenaires de la société civile qui y sont actifs.
- Des ajustements ont été faits aux projets en cours du Programme québécois de développement international pour prendre en compte la réponse aux nouveaux besoins des partenaires haïtiens à la suite du séisme en Haïti.
- Un appui immédiat a été donné au gouvernement haïtien dans le cadre du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti : un spécialiste en organisation administrative a réalisé une mission spéciale auprès du premier ministre haïtien, M. Jean-Max Bellerive, afin d'appuyer l'équipe gouvernementale haïtienne.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 4

Mettre l'accent sur l'expertise, la relève, l'utilisation optimale des technologies, les partenariats et les clientèles

2.7 ORIENTATION ET COORDINATION

OBJECTIF 20.

S'assurer, en partenariat avec les ministères et organismes, de la mise en oeuvre de la Politique internationale du Québec et de son Plan d'action 2009-2014[7]

Les grands objectifs de l'action du gouvernement du Québec en matière de relations internationales sont déterminés par la Politique internationale du Québec, rendue publique en 2006. Le Plan d'action 2006-2009 en découlant a contribué à sa mise en œuvre et a pris fin le 31 mars 2009. Le document intitulé *Rapport d'étape 2008-2009 et bilan global du Plan d'action 2006-2009* a été élaboré en 2009-2010 et rendu public en mai 2010 et est maintenant disponible sur le site Internet du MRI. Ce document présente de manière spécifique l'état d'avancement des réalisations sur l'ensemble de la période 2006-2009.

Par ailleurs, un nouveau *Plan d'action 2009-2014 - Mesures pour l'année 2009-2010* a été rendu public en mai 2009. Poursuivant le travail amorcé, il contient, pour l'exercice financier 2009-2010, 35 mesures[8] élaborées en collaboration avec 14 ministères et organismes (MO) partenaires. Les mesures sont regroupées sous les cinq axes suivants, lesquels recoupent les objectifs de la PIQ :

Axe 1	**Soutien à la prospérité du Québec;**
Axe 2	**Action internationale du Québec à l'égard des États-Unis;**
Axe 3	**Éducation, savoir et soutien à la jeunesse;**
Axe 4	**Rayonnement du Québec et de la culture québécoise à l'étranger;**
Axe 5	**Capacité d'action et d'influence de l'État québécois et solidarité internationale.**

Un budget additionnel de 40 M$ sur cinq ans, soit 8 M$ annuellement, a été alloué au Plan d'action 2009-2014. Du 8 M$, la moitié, soit 4 M$, est consacrée à la consolidation du redéploiement du réseau de représentations du Québec à l'étranger alors que le reste, c'est-à-dire 4 M$, sert à financer les différentes mesures du Plan d'action. Afin de tenir compte de l'évolution de la conjoncture internationale et d'en assurer notamment une gestion flexible, il fait l'objet d'une actualisation annuelle de concert avec les MO partenaires.

INDICATEUR 1 > **Pourcentage des mesures du Plan d'action 2009-2014 mises en œuvre au 31 mars 2010[7]**

Au 31 mars 2010, l'ensemble des mesures du Plan d'action était en cours de réalisation. En 2009-2010, les ministères et organismes partenaires ont réalisé des dépenses de l'ordre de 3,5 M$ pour la mise en œuvre des mesures dont ils ont la responsabilité.

---

[7] Les libellés de cet objectif et de cet indicateur ont été mis à jour. Les anciens libellés visaient le Plan d'action 2006-2009 de la Politique internationale du Québec, qui a pris fin le 31 mars 2009.

[8] Considérant que la mesure intitulée *Mettre sur pied un programme d'assistants de langues avec le Mexique* a été entièrement autofinancée par le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et que la mesure titrée *Créer une chaire d'études stratégiques en aviation civile internationale* du Ministère des Transports n'a occasionné aucune dépense en crédits additionnels, celles-ci ne sont pas comptabilisées dans le tableau Plan d'action 2009-2014 - Mesures pour l'année 2009-2010.

Plan d'action 2009-2014 - Mesures pour l'année 2009-2010		Mesures en cours de réalisation
Axe 1	Soutien à la prospérité du Québec	9/9
Axe 2	Action internationale du Québec à l'égard des États-Unis	8/8
Axe 3	Éducation, savoir et soutien à la jeunesse	4/4
Axe 4	Rayonnement du Québec et de la culture québécoise à l'étranger	3/3
Axe 5	Capacité d'action et d'influence de l'État québécois et solidarité internationale	9/9
Total		**33/33**

OBJECTIF 21.

Conseiller le gouvernement sur les enjeux internationaux qui interpellent le Québec et sur ses relations avec d'autres gouvernements

L'analyse des tendances économiques et politiques et des événements qui se produisent dans le monde est essentielle à une meilleure compréhension des enjeux internationaux et de leurs incidences sur le Québec. Le Ministère a le mandat d'apporter un éclairage stratégique aux décideurs gouvernementaux sur les questions internationales. Les analyses et les avis produits au Ministère représentent des sources de référence pour les autorités. Ils fournissent une lecture des principales tendances internationales et des enjeux internationaux ainsi que de leurs conséquences pour le Québec et la société québécoise. Afin de compléter ses analyses internes, le Ministère mise également sur des partenariats avec des chaires ou centres d'études universitaires et sur la connaissance des initiatives mises de l'avant par d'autres pays.

INDICATEUR 1 > Nombre et nature des analyses et des avis produits au gouvernement

En 2009-2010, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a présenté au Conseil des ministres, seul ou avec d'autres ministres, 48 mémoires ou notes explicatives et décrets sur des questions internationales variées. En outre, au cours de cette année, le MRI a produit, pour le compte des autorités ministérielles et gouvernementales, 791 avis assortis de recommandations sur diverses questions touchant l'action internationale du Québec.

INDICATEUR 2 > Nombre d'études et de recherches réalisées ou soutenues

Le soutien à la réalisation d'études et de recherches se concrétise notamment par des partenariats avec des chaires et des centres de recherche universitaires. En 2009-2010, le MRI a accordé 560 000 $ – soit une somme équivalente à celle de l'année précédente – à différentes chaires et centres de recherche universitaires travaillant sur les questions internationales. Puisque l'aide financière octroyée sert à couvrir les frais de fonctionnement et de diffusion de ces derniers, il n'est pas possible de préciser le nombre d'études et de recherches spécifiquement soutenues par le Ministère dans le cadre de ces partenariats. Par ailleurs, aucun nouveau contrat n'a été octroyé cette année pour la réalisation de recherches particulières ad hoc.

Principaux appuis financiers pour la réalisation d'études et de recherches

Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation (LEPPM)
ENAP
www.leppm.enap.ca

Chaire d'études politiques et économiques américaines (CEPEA) et Chaire d'études du Mexique contemporain (CEMC)
Université de Montréal
www.cerium.ca/cepea; www.cerium.ca/cemc

Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
www.dandurand.uqam.ca/etatsunis.html

Centre d'études interaméricaines
Université Laval
www.cei.ulaval.ca

2.8 GESTION

OBJECTIF 22.

Intégrer la préoccupation du développement durable dans l'ensemble de la gestion de l'organisation

Par l'adoption, le 13 avril 2006, de la *Loi sur le développement durable*, et par la suite, de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*, le gouvernement du Québec s'est engagé à prendre en compte les principes de développement durable dans les politiques qu'il adopte et les programmes qu'il administre. Le ministère des Relations internationales s'inscrit dans une telle démarche et s'assure que son action met de l'avant les principes énoncés dans cette loi et contribue à la mise en œuvre de la Stratégie qui en découle.

INDICATEUR 1 > **Principales initiatives mises de l'avant**

Comme le stipule l'article 17 de la *Loi sur le développement durable*, le Ministère doit faire état des objectifs particuliers qu'il s'était fixés ainsi que de différentes activités ou interventions réalisées en matière de développement durable sous une rubrique spéciale dans son rapport annuel de gestion. Le MRI présente donc, à la section 6 du présent rapport, les réalisations de la mise en œuvre du *Plan d'action de développement durable 2009-2013* pour l'exercice 2009-2010.

OBJECTIF 23.

Mettre en œuvre, d'ici à 2011, des mesures de développement des compétences adaptées aux nouveaux défis de l'action internationale

Pour appuyer efficacement les organismes, les entreprises ou les autres acteurs de la société civile dans leur démarche à l'étranger, les employés du MRI doivent savoir composer avec les multiples défis liés aux dossiers internationaux. Il leur faut parfois posséder une expertise très spécialisée, par exemple pour élaborer ou défendre la position du Québec, tandis qu'à d'autres moments, c'est la polyvalence de leurs compétences qui est sollicitée. La force organisationnelle du MRI et, dans une certaine mesure, la portée de la présence du gouvernement du Québec à l'étranger reposent sur la diversité et la qualité de l'expertise de tout le personnel. En conséquence, les mesures de gestion ou de développement du personnel revêtent une importance stratégique directement liée à la performance du Ministère, et ce, tout en maintenant un environnement favorisant la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail.

INDICATEUR 1 > **Nature des mesures mises en œuvre**

Certains programmes de formation continue sont destinés aux cadres, aux professionnels et au personnel de soutien, et des mesures de développement permettent aux conseillers en affaires internationales d'effectuer de courts stages au sein des représentations du Québec à l'étranger. En outre, des efforts ont été consacrés à la formation du personnel des représentations, notamment grâce à un programme structuré et destiné aux responsables administratifs du réseau.

Le Ministère a offert plusieurs formations ou mesures de développement du personnel en 2009-2010. Voici un aperçu des activités et résultats liés à la formation des employés :

- Soixante-sept personnes ont bénéficié de cours de langues étrangères;
- Treize conférences midi portant sur les relations internationales ont été présentées;
- Dix missions de familiarisation ont été effectuées par six professionnels du Québec et par quatre employés recrutés localement;
- Huit sessions de formation ont été offertes au personnel de Québec et de Montréal parmi les activités de développement des ressources humaines printemps-été et automne-hiver;
- Quatre personnes ont effectué une mission préalable à leur entrée en fonction à l'étranger;
- Deux professionnels ont été affectés à l'étranger en vertu du programme d'affectation de courte durée;
- Un professionnel a participé au Cycle international court de l'ÉNA à Strasbourg (Promotion Anna-Politkovskaïa 2008-2009);
- Les gestionnaires ont été invités à suivre la formation *Application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels au MRI.*

La section 5.1 portant sur les ressources humaines du Ministère présente un complément d'information relatif au pourcentage de la masse salariale accordée aux dépenses liées à la formation des ressources humaines.

OBJECTIF 24.
Poursuivre, d'ici à 2011, le déploiement d'un environnement technologique intégré, notamment en développant le Portail international

L'utilisation accrue des nouvelles technologies favorise la transparence ainsi que l'accessibilité aux services et aux renseignements pour la population québécoise et la clientèle étrangère. Projet phare en matière d'amélioration de la prestation de services aux clientèles internationales, l'Espace international de Portail Québec constitue l'un des guichets multiservices. En pilotant le développement de ce projet gouvernemental, le MRI contribue au développement du gouvernement en ligne et à la modernisation de l'État. Ce projet fait appel à la collaboration de différents ministères et organismes actifs sur la scène internationale et favorise une action gouvernementale concertée et cohérente. Sur le plan technologique, le déploiement d'un réseau informatique mondial performant et sécuritaire contribue également à la réalisation de la mission du Ministère et de celle de ses partenaires auprès de la clientèle québécoise et étrangère.

INDICATEUR 1 > **Principales améliorations apportées**

Principales améliorations ou modifications techniques	Effets sur la qualité et l'efficacité de la prestation de services
Espace international	
Finalisation des travaux d'architecture détaillée de la deuxième génération de l'Espace international en vue de la poursuite des travaux de développement (phases réalisation et implantation). Partenaires : MCCCF, MDEIE, MELS, MESS, MICC, IQ, Institut de la statistique du Québec (ISQ)	Permet de déployer une offre de services complète et de simplifier les démarches des clientèles étrangères. Favorise la cohérence de l'information, améliore et personnalise l'offre de services destinée à la clientèle des territoires ciblés dans la Politique internationale du Québec.
Site Internet ministériel	
Déploiement d'une section offrant un accès direct à différents documents dont la diffusion est prescrite par le *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels.*	Concourt à la volonté du gouvernement d'offrir plus de transparence aux citoyens.
Développement d'un nouveau service d'inscription en ligne aux Missions Québec ou aux événements d'envergure pilotés par le MRI. Ce service est modulable et il peut s'adapter facilement aux exigences et aux particularités des différents événements.	Offre aux participants des services à la carte ainsi que des modes de paiement en ligne (carte de crédit et virement bancaire).
Développement d'un service en ligne visant à constituer un répertoire d'expertises québécoises non gouvernementales en matière de paix, de démocratie, de gouvernance et de droits de la personne, lequel fera l'objet d'une annonce officielle sur le site dans les prochains mois.	Permet de disposer d'informations sur les ressources francophones disponibles au Québec auxquelles peuvent recourir le gouvernement du Québec, pour ses fins de coopération internationale, et les organisations internationales, dont principalement l'OIF.
Partage d'expertise	
Mise en place de cinq nouvelles communautés de pratique (CoP) qui s'ajoutent aux sept déjà existantes : > Accès à l'information et protection des renseignements personnels, créée lors de la mise en œuvre du Règlement sur la diffusion de l'information et la protection des renseignements personnels. > Suivi des ententes octroyant des exemptions de droits de scolarité supplémentaires, créée afin d'informer et de soutenir tous les intervenants ministériels impliqués dans le processus de renouvellement des ententes internationales en éducation amorcé au printemps 2009. > Plan Nord, créée parce que le Ministère aura à coordonner la dimension internationale du projet. > Comité de négociation des ententes de sécurité sociale, créée pour le comité qui a pour mandat de conseiller le gouvernement du Québec sur les négociations des ententes de réciprocité en matière de sécurité sociale avec d'autres pays. > Médias sociaux, créée pour soutenir les travaux du groupe de réflexion sur l'utilisation des médias sociaux dans les stratégies de communication.	Facilite la conduite et le développement de dossiers communs et appuie les besoins d'échange et de concertation entre les acteurs. En 2009-2010, 125 employés du Ministère au Québec et à l'étranger et dix représentants d'autres MO ont participé aux cinq nouvelles communautés de pratique. Reconnue comme un outil de gestion de la connaissance, une CoP est un espace virtuel collaboratif sécurisé qui permet aux intervenants du MRI et d'autres ministères d'échanger des informations, de collaborer entre eux et de coordonner leurs actions pour mener à bien les dossiers.
Web 2.0	
Réalisation de trois projets pilotes relatifs au Web 2.0 visant à poser les premiers jalons et définir un cadre de gestion de son utilisation au Ministère. > Rédaction d'un cadre de gestion ayant pour objectif de baliser l'utilisation des réseaux sociaux et des blogues. > Utilisation des moyens Web 2.0 dans les campagnes de promotion du MRI afin d'évaluer la pertinence et l'efficacité de ces nouveaux moyens de communication pour accroître l'efficacité des campagnes et les actualiser. > Veille des médias sociaux pour évaluer la quantité et la nature des interventions faites dans le Web 2.0 afin de prendre position sur l'utilisation de ce type de veille.	Permet de moderniser les façons de faire et les communications avec les clientèles.

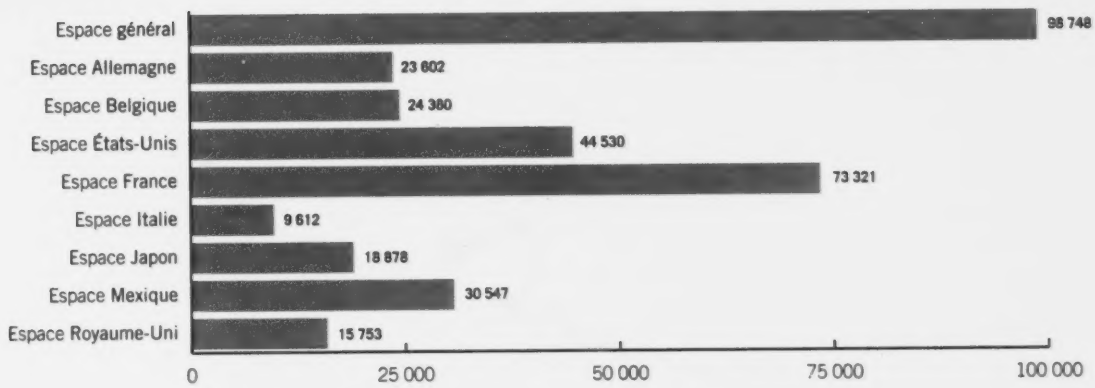
Principales améliorations ou modifications techniques	Effets sur la qualité et l'efficacité de la prestation de services
Formation en ligne Poursuite du développement de la formation en ligne entreprise en 2008-2009 (sept nouvelles capsules portant sur l'utilisation de divers outils bureautiques).	Permet d'accroître l'expertise du personnel, qu'importe son port d'attache et selon un horaire personnalisé, tout en minimisant les coûts de déplacement.
Administration des privilèges et prérogatives de courtoisie des représentations étrangères et des organisations internationales présentes ou ayant compétence au Québec Poursuite de l'informatisation de l'administration des privilèges et prérogatives de courtoisie ainsi que de la correspondance officielle.	Permet notamment d'uniformiser le traitement des demandes, d'améliorer la rapidité et la qualité du service et de produire des rapports statistiques.

INDICATEUR 2 > **Nombre de visites sur le Portail international**

L'Espace international (**www.quebec-international.com**) est l'un des trois espaces clientèles de Portail Québec. L'Espace international, qui comprend les huit espaces pays et l'espace général, a reçu 339 351 visites, soit une moyenne mensuelle de 28 279 visites. La méthodologie utilisée pour comptabiliser les statistiques a été modifiée en avril 2009 et il n'est pas possible de comparer les résultats obtenus en 2009-2010 avec ceux diffusés en 2008-2009. La nouvelle méthode exclut les fréquentations des robots Web et celles des employés du MRI et assure l'exclusion des visites dans les autres espaces du Portail Québec.

Présentant des renseignements sur le Québec et les Québécois, les arts et la culture, le commerce et l'investissement, les études et la recherche ainsi que sur le travail et l'immigration, l'Espace international est offert en sept langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais, japonais et italien).

NOMBRE DE VISITES SUR L'ESPACE GÉNÉRAL ET SUR LES ESPACES PAYS EN 2009-2010



OBJECTIF 25.
Renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger

Le gouvernement du Québec compte sur un réseau de représentations à l'étranger qui se veut un atout indispensable pour atteindre ses objectifs sur le plan international, pour promouvoir ses intérêts et pour faire progresser plusieurs dossiers stratégiques. Le MRI prend l'engagement de rendre disponibles, plus systématiquement, des renseignements sur les résultats ainsi que sur d'autres aspects liés à la gestion des représentations à l'étranger.

INDICATEUR 1 > **Résultats présentés sur la base des indicateurs retenus**

- Publication d'information concernant les représentations du Québec à l'étranger dans le présent rapport annuel de gestion du MRI (voir annexe 1).
- Un projet pilote a été mis en œuvre, en collaboration avec le MDEIE et le MCCCF, pour développer des indicateurs permettant de mesurer de façon structurée les activités des représentations du Québec à l'étranger. Le détail de ce projet ainsi que les résultats liés aux quatre indicateurs développés et comptabilisés en 2009-2010 pour cinq représentations du Québec à l'étranger sont présentés à l'annexe 1.

2.9 SERVICES AUX CLIENTÈLES

OBJECTIF 26.
Mesurer, d'ici à 2011, la satisfaction des partenaires et des clientèles clés du Ministère

INDICATEUR 1 > **Taux de satisfaction**

En cours d'exercice 2009-2010, le MRI s'est doté d'un plan de travail portant sur le suivi de la Déclaration de services. Une place accrue a été donnée à l'évaluation de la satisfaction des clientèles et partenaires du Ministère. Les résultats de ces travaux sont présentés dans la section 4, *Résultats liés à la Déclaration de services*.

OBJECTIF 27.
Favoriser l'ouverture des jeunes Québécois sur le monde en leur offrant des possibilités d'expériences internationales diversifiées

Les expériences de formation et de travail dans d'autres pays offrent aux jeunes l'occasion de compléter ou de parfaire leurs connaissances et leurs aptitudes et de s'ouvrir à d'autres cultures. Ces expériences constituent un tout qui facilite leur intégration éventuelle au marché du travail. Les liens tissés avec l'étranger aident la société à être plus ouverte et à s'inspirer, dans l'expression de sa culture ou dans d'autres domaines, des façons de faire et des expériences d'autres pays.

INDICATEUR 1 > **Nombre de jeunes Québécois participant à des expériences internationales, dans le cadre de programmes ou par l'entremise d'organismes appuyés par le Ministère**

En 2009-2010, 4 699 jeunes Québécois, en comparaison avec 4 188 et 3 859 lors des deux années précédentes, ont participé à des échanges internationaux en vertu des programmes appuyés par le MRI.

Nombre de jeunes Québécois	Types d'expérience	Contribution du MRI
1 831	Échanges, stages, missions ou tournées culturelles offerts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ)[1]	Contribution financière de 2,25 M$ Partenaire : OFQJ
1 625	Séjours de formation ou d'études dans une vingtaine de pays des Amériques, dont les États-Unis et le Mexique, offerts par l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ)	Contribution financière de 2,0 M$ Partenaire : OQAJ
497	Échanges, stages, études ou missions offerts par l'Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ)[1]	Contribution financière de 615 600 $ Partenaire : OQWBJ
353	Stages de solidarité internationale dans 15 pays d'Afrique francophone, d'Amérique latine et des Antilles en vertu du programme Québec sans frontières (QSF)	Contribution financière de 2,64 M$[2]. Coordination du Programme, de concert avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).
166	Projets de volontariat offerts par Chantiers jeunesse dans 29 pays	Contribution financière de 49 900 $ Partenaire : Chantiers jeunesse
121	Jumelages intermunicipalités et travail de courte durée par l'Association Québec-France (AQF)	Contribution financière de 82 676 $ pour l'envoi de trois jeunes coordonnateurs québécois responsables des programmes jeunesse du réseau associatif.
34	Simulation du Parlement européen Canada-Québec-Europe tenue pour sa 12e édition en Allemagne	Contribution financière de 7 500 $ Plusieurs partenaires des secteurs public et privé.
21	Programme de bourses de mobilité pour les doctorants inscrits en cotutelle de thèse franco-québécoise (Programme Frontenac)	Contribution financière de 165 000 $ Partenaires : Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies, Consulat général de France à Québec
20	Voyage d'études pour des étudiants du Collège François-Xavier-Garneau auprès des institutions européennes	Contribution financière de 3 000 $
8	Stages de formation pour étudiants dans le cadre du Programme Samuel-De Champlain en sciences et technologies	Contribution financière de 14 650 $ Partenaire : Consulat général de France à Québec
8	Programme d'échanges de stagiaires au sein des cabinets politiques par le Comité d'action politique franco-québécois (CAPFQ)	Contribution financière de 15 000 $ Partenaire : Consulat général de France à Québec
7	Stages au Washington Center	Contribution financière de 38 500 $ US Gestionnaire du programme en collaboration avec le Washington Center, Washington, D.C.
5	Stage, au Japon, des boursiers de la Fondation Jean-Charles Bonenfant de l'Assemblée nationale	Contribution financière de 5 300 $ Appui à l'organisation de la mission
1	Accueil d'une stagiaire à la Délégation générale du Québec à Londres	Définition du mandat et supervision du stagiaire
1	Accueil d'une stagiaire à la Délégation générale du Québec à Tokyo	Organisation du recrutement et du programme de stage
1	Accueil d'un stagiaire au Bureau du Québec à São Paulo	Définition du mandat et supervision du stagiaire

[1] Les données de l'OFQJ et de l'OQWBJ sont comptabilisées sur la base d'une année civile et couvrent la période de janvier à décembre 2009.

[2] La contribution financière de 2,64 M$ inclut un montant de 268 316 $ qui a permis à 21 jeunes québécois de faire un stage dans les organismes québécois de coopération internationale et un montant de 216 632 $ qui a soutenu la venue au Québec de 32 stagiaires des organisations partenaires du Sud. Le programme QSF a donc permis à 406 jeunes du Québec et de l'étranger de participer à une expérience de solidarité internationale.

3. AUTRES RÉSULTATS DU MINISTÈRE EN 2009-2010

LE PROTOCOLE

Plusieurs normes et conventions encadrent les relations entre les gouvernements

3.1 VISITES OFFICIELLES ET CÉRÉMONIAL D'ÉTAT

Le Protocole du gouvernement du Québec organise l'ensemble des visites officielles au Québec des membres des gouvernements étrangers et des membres du corps diplomatique. Le Protocole est également responsable de l'application du cérémonial d'État lors des activités officielles du gouvernement du Québec. En 2009-2010, le Protocole a accueilli 66 visites officielles au Québec, comparativement à 117 l'année précédente. Cette diminution du nombre de visites s'explique par l'accueil, en octobre 2008, de nombreuses visites relatives au Sommet de la Francophonie. Les visites officielles au Québec sont énumérées à l'annexe 5.

Type d'activité ou de service	Nombre en 2007-2008	Nombre en 2008-2009	Nombre en 2009-2010
Visites officielles	69	117	66

3.2 CORRESPONDANCE OFFICIELLE, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le Protocole du gouvernement du Québec assure les communications officielles entre le gouvernement du Québec et les gouvernements étrangers ainsi qu'avec le corps diplomatique, le corps consulaire ayant compétence au Québec et les organisations internationales ayant leur siège au Québec. En outre, il administre, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, les demandes relatives aux privilèges et immunités prévus par les Conventions de Vienne qui relèvent de ses compétences et les prérogatives de courtoisie offertes par le Québec. En 2009-2010, les requêtes liées à cette clientèle ont été traitées dans un délai de moins de quatre jours dans plus de 66 % des cas, comparativement à 79 % l'année dernière. Cette diminution du taux de réponse en moins de quatre jours est principalement due à une plus grande complexité des demandes reçues, qui nécessitent des recherches approfondies et l'implication de nombreux interlocuteurs d'autres ministères et organismes.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE NOTES PRODUITES

Type d'activité ou de service	Nombre en 2007-2008	Nombre en 2008-2009	Nombre en 2009-2010
Notes relatives à la correspondance officielle entre gouvernements	3 400	4 839	4 333
Notes officielles relatives aux immunités, privilèges et prérogatives de courtoisie	6 475	6 092	6 380
Notes relatives aux affectations et missions de représentants québécois à l'étranger	275	198	272
Total	**10 150**	**11 129**	**10 985**

3.3 MISSIONS ET ÉVÉNEMENTS

En 2009-2010, il y a eu 48 missions ministérielles à l'étranger, dont dix auxquelles le premier ministre a participé et 18 auxquelles le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie a participé.

La mission la plus importante par son ampleur et ses résultats a été la Mission Québec-Inde 2010, dirigée par le premier ministre. Cette mission comptait 129 participants du monde des affaires, de la recherche et du milieu institutionnel. Elle s'est déroulée dans trois villes, soit Mumbai, le cœur économique de l'Inde, Bangalore et Delhi. Au total, les représentants du secteur des affaires et de la recherche ont effectué plus de 400 rencontres avec des partenaires indiens, et une centaine de rencontres dans 45 établissements indiens d'enseignement supérieur se sont tenues. Par ailleurs, 33 ententes et accords entre participants québécois et interlocuteurs indiens ont été signés.

Quant à la mission du premier ministre en Russie, il s'agit d'une première pour un premier ministre québécois. À cette mission se sont joints 19 participants d'affaires. Elle s'est déroulée en décembre 2009 dans deux villes, Moscou et St-Pétersbourg. Elle a été l'occasion, pour le premier ministre et le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, de rencontrer plusieurs ministres fédéraux russes et elle a permis la signature d'une Déclaration commune de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la ville de Moscou. Elle a également permis la signature de cinq importantes ententes avec des partenaires d'affaires russes.

Il est à noter que la grande majorité de ces missions, que ce soit en Europe, en Asie ou aux États-Unis, portait sur des enjeux majeurs pour le Québec, tels que le développement des exportations, la promotion des investissements étrangers, les changements climatiques, le développement économique durable ou encore, l'énergie et l'exportation d'énergie hydroélectrique.

La liste des missions ministérielles réalisées en 2009-2010 est présentée à l'annexe 6. Le détail concernant l'évaluation de la satisfaction des clientèles relative aux missions économiques coordonnées par le ministère auxquelles participaient des membres de la société civile est présenté à la section 4.2.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MISSIONS MINISTÉRIELLES QUÉBÉCOISES À L'ÉTRANGER

Nombre en 2007-2008	Nombre en 2008-2009	Nombre en 2009-2010
31	53	48

4. RÉSULTATS LIÉS À LA DÉCLARATION DE SERVICES

Le Ministère s'engage à offrir des services de qualité à ses clientèles et partenaires

La présente section fait état des résultats liés aux engagements pris dans la Déclaration de services du MRI et réalisés en 2009-2010. Au cours de cet exercice, le MRI s'est doté d'un plan de travail portant sur le suivi de la Déclaration de services. Cette démarche a permis de bonifier les informations présentées dans cette section.

4.1 INFORMATION ET RENSEIGNEMENTS

Le Ministère travaille à rendre facilement accessible l'information susceptible d'intéresser les citoyens et les partenaires, notamment grâce à son site Web (**www.mri.gouv.qc.ca**). Dans la section «Ministère» de ce site, le visiteur trouve, entre autres, la Déclaration de services ainsi que les coordonnées postales, le numéro de télécopieur et un lien permettant de déposer des commentaires ou plaintes par voie électronique. La Déclaration de services, quant à elle, indique les engagements du Ministère, notamment en termes de délais de traitement des demandes et des plaintes.

ENGAGEMENT

Assurer, dans le respect des lois encadrant les relations entre le gouvernement et les citoyens, un accès facile aux services et aux renseignements sur nos programmes et activités, notamment en mettant régulièrement à jour notre site Internet.

Aspect évalué	Principaux résultats
Information disponible	**Principaux documents publiés en 2009-2010 :** > Le *Plan d'action 2009-2014 – Mesures pour l'année 2009-2010* de la Politique internationale du Québec; > Le *Rapport annuel de gestion 2008-2009*; > La *Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard des États-Unis*; > Le *Plan d'action de développement durable du ministère des Relations internationales*; > La pochette *Le Québec : Partenaire dans la lutte aux changements climatiques*; > La brochure *Bureau du Québec à Berlin : Rétrospective d'une décennie d'activités*; > Le *Guide de la pratique des relations internationales du Québec* – nouvelle édition revue et augmentée.

Aspect évalué	Principaux résultats				
Lectorat et disponibilité des publications mensuelles	**Lectorat des bulletins électroniques mensuels**				
	Bulletins	**2007-2008**	**2008-2009**	**2009-2010**	**Nombres de publications en 2009-2010**
	Québec@monde	2 079	2 305	2 473	10 numéros
	Québec@Europe	-	1 368	1 828	10 numéros
	Québecactualités.com*	27 000	36 000	31 232	181 numéros

* Ces bulletins électroniques sont produits par le Ministère et ses représentations de Boston, Bruxelles, Chicago, Londres, Los Angeles, Mexico, Munich, New York, Paris et Tokyo.

MISE À JOUR DU SITE INTERNET MINISTÉRIEL WWW.MRI.GOUV.QC.CA ET DU SITE ESPACE INTERNATIONAL WWW.QUEBEC-INTERNATIONAL.COM

Les sites Internet gérés par le MRI ont pour objectifs de faire connaître l'action du gouvernement du Québec sur la scène internationale, de promouvoir le Québec et attirer les clientèles étrangères, de doter le personnel du MRI d'outils performants et de simplifier et personnaliser les services offerts aux clientèles étrangères. Dans le but de sensibiliser la population québécoise et d'informer les clientèles étrangères du dynamisme des relations internationales du gouvernement du Québec, des efforts importants sont déployés pour faire état de l'actualité internationale du Québec. À cette fin, le Ministère a publié 1 380 articles, rapportant de l'information et des activités importantes auxquelles le Québec est associé. Ces articles, offerts en sept langues (français, anglais, espagnol, allemand, néerlandais, italien et japonais), sont disponibles dans le site du Ministère et les sites des représentations à l'étranger. S'ajoutent aux articles 109 brèves, soit des résumés d'articles de la presse québécoise portant sur les «bons coups» du Québec, publiées dans les sites du réseau des représentations du Québec à l'étranger et dans celui du Ministère. Ces brèves sont toujours disponibles en trois langues : français, anglais et espagnol (et parfois en allemand, en italien et en néerlandais, selon les sujets). Plus de 1 400 activités internationales, tenues au Québec ou à l'étranger et auxquelles le gouvernement du Québec est associé, ont été mises en valeur dans le site du Ministère et ceux des représentations à l'étranger.

Les efforts visant à améliorer les sites Web du Ministère en vue de simplifier l'accès à l'information se poursuivent. Une nouvelle section du site Internet ministériel a été créée pour offrir un accès direct à différents documents dont la diffusion est prescrite par le Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels. Des travaux de bonification du contenu déjà en ligne ont été réalisés.

Le Ministère dispose d'un service de renseignements généraux accessible par téléphone, par Internet, par télécopieur ou aux comptoirs d'accueil des bureaux de Québec et de Montréal.

ENGAGEMENT

Faire parvenir, lorsqu'une demande est transmise par Internet (communications@mri.gouv.qc.ca), par courrier ou par télécopieur, un accusé de réception dans un délai de deux jours ouvrables à compter de sa réception, et répondre à celle-ci dans un délai de dix jours ouvrables après la transmission de l'accusé de réception.

Demandes ou plaintes	Engagements	Cibles	Résultats		
			2007-2008	2008-2009	2009-2010
Demandes par courriel[1]	Envoi d'un accusé de réception	deux jours	88,7 %	91,3 %	97,5 %
	Réponse à la demande	dix jours suivant l'envoi de l'accusé de réception	91,8 %[2]	88,2 %	99,3 %
	Nombre de demandes traitées		271	355	279
	Délai moyen de traitement des réponses en nombre de jours		-	-	2
Plaintes	Aucune plainte n'a été reçue en 2009-2010				

1. Demandes transmises par courrier, télécopieur ou courriel aux adresses ou coordonnées apparaissant sur le site Web du Ministère. Les demandes traitées ne comptabilisent pas celles que formulent les clientèles (québécoises ou étrangères) directement auprès des représentations du Québec à l'étranger.

2. Le résultat de l'année 2007-2008 ne s'appliquait qu'au quatrième trimestre.

4.2 CONSULTATION DE LA CLIENTÈLE SUR LES SERVICES

ENGAGEMENT

Fournir des services-conseils de qualité

Aspect évalué et clientèle	Principal résultat	Amélioration apportée
Questionnaire envoyé aux personnes ayant demandé un renseignement et reçu un service-conseil par l'intermédiaire du site Internet du MRI.	Étant donné l'implantation récente de cette pratique, aucun résultat n'est disponible pour l'année 2009-2010.	-

ENGAGEMENT

Effectuer périodiquement des consultations pour connaître les attentes et pour mesurer la satisfaction à l'égard des services rendus.

Aspects évalués et clientèles	Principaux résultats	Améliorations apportées
Dans le but d'améliorer la qualité de son **site Web (www.mri.gouv.qc.ca)**, le MRI offre aux internautes la possibilité de transmettre leurs observations au moyen d'un formulaire de satisfaction.	Étant donné l'implantation récente de cette pratique, aucun résultat n'est disponible pour l'année 2009-2010.	-

Programme Québec sans frontières Questionnaire d'évaluation du programme par les participants (150 répondants)	> 98 % des répondants disent que leur stage a eu un impact positif sur le développement de leurs capacités personnelles. > 86 % des répondants disent que leur stage a eu un impact positif sur le développement de leurs capacités professionnelles. > 86 % des répondants se sont dits satisfaits de l'organisme québécois responsable de leur stage. > 89 % des répondants disent qu'ils recommanderaient le programme.	Les résultats recueillis permettent d'améliorer l'ensemble des aspects du programme QSF : formations prédépart, qualité des activités liées à la réalisation des stages, qualité des conditions de séjour (sélection des milieux d'accueil, gîte et nourriture); éléments liés à la santé et à la sécurité des stagiaires (transport, communication, trousse de sécurité, plans d'urgence, etc.).
Rapports finaux des stages complétés par les organismes partenaires (89 rapports finaux)	Meilleure connaissance des bonnes pratiques, des résultats atteints, des difficultés rencontrées, et obtention de recommandations sur la gestion et les orientations du programme QSF.	Les résultats recueillis permettent d'améliorer l'ensemble des aspects du programme QSF : formations prédépart, qualité des activités liées à la réalisation des stages, qualité des conditions de séjour (sélection des milieux d'accueil, gîte et nourriture); éléments liés à la santé et à la sécurité des stagiaires (transport, communication, trousse de sécurité, plans d'urgence, etc.). Distribution des Carnets de bord aux accompagnateurs. Utilisation sur le terrain des nouvelles trousses de santé et sécurité à la suite de leur révision complète.
Deux consultations annuelles des organismes de coopération internationale qui réalisent des stages avec l'appui du programme (15 organismes consultés)	Les organismes partenaires ont formulé des suggestions pour l'amélioration du programme.	Rencontre d'octobre 2009 : Évaluation du plan de communication 2009-2010; Analyse des opportunités et menaces sur l'environnement externe de QSF (mise sur pied d'un comité d'évaluation du programme); Rencontre de février 2010 : Formation sur la gestion axée sur les résultats et sur la formulation de projets QSF.

ENGAGEMENT

Évaluer au terme de chacune des missions réalisées, la satisfaction des participants en leur faisant remplir un questionnaire portant sur divers aspects liés à la logistique et à l'encadrement de ces missions et ajuster l'offre en fonction des conclusions tirées de ces évaluations.

En 2009-2010, trois des quatre missions économiques coordonnées par le Ministère auxquelles participaient des membres de la société civile ont fait l'objet d'une évaluation de la satisfaction. Deux d'entre elles, présentées dans le tableau suivant, ont un nombre de répondants statistiquement significatifs.

Missions	Principaux résultats	Améliorations apportées
Mission Brésil 24 participants	> Satisfaction globale : 92 % > Intérêt à prendre part à une autre mission du gouvernement du Québec : 92 %	> Disponibilité et capacité à résoudre les problèmes de la part du personnel d'accompagnement. > Prise de rendez-vous individuels des participants avec leurs homologues étrangers. > Programmes des missions plus ciblés.

Mission Inde 130 participants	> Satisfaction globale : 86 % > Intérêt à prendre part à une autre mission du gouvernement du Québec : 91 %	> Cette mission a permis d'explorer et de tester des pistes d'amélioration dans un environnement logistique difficile lié à un groupe important.

4.3 SÉLECTION DES PROJETS ET DES CANDIDATURES

ENGAGEMENT

Effectuer avec équité et transparence la sélection des candidatures ou des projets soumis

Les programmes et services du MRI destinés à une clientèle québécoise et qui nécessitent une présentation de projet ou le dépôt de candidatures sont pourvus de mécanismes de sélection visant un traitement équitable. Afin de se conformer à l'engagement de la Déclaration de services, un mécanisme de sélection composé de cinq éléments est prévu.

1. **Dépôt** : un appel à projet a été fait;
2. **Critères de sélection** : les critères ont été diffusés;
3. **Évaluation** : les projets ou candidatures admissibles ont été évalués sur la base des critères de sélection;
4. **Comité de sélection** : l'évaluation des projets est confiée à un comité;
5. **Diffusion** : les résultats des sélections des organismes et des projets sont diffusés dans des documents publics. Les résultats des sélections concernant des candidatures sont transmis directement aux personnes concernées.

Mécanisme de traitement des projets ou des candidatures	1. Dépôt	2. Critères de sélection	3. Évaluation	4. Comité de sélection	5. Diffusion
Projets de coopération en vertu d'ententes intergouvernementales	•	•[1]	•	•	•
Programme d'appui aux organismes de coopération internationale					
Québec sans frontières	•	•	•	•	•
Programme québécois de développement international	•	•	•	•	•
Stages au sein d'organisations internationales gouvernementales	•	•	•	•	•

• : Respect de l'élément du mécanisme de sélection

1. Dans certains cas exceptionnels, des critères de sélection ont été précisés par le comité de sélection.

ENGAGEMENT

Traiter les dossiers et les candidatures dans les délais prévus

Programmes	Engagements	Cibles	Résultats
Projets de coopération en vertu d'ententes intergouvernementales : 125 projets reçus en vue d'une sélection officielle	Transmission de la décision	15 jours après la rencontre finale de sélection	46 %
Programmes d'appui aux organismes de coopération internationale : 78 projets reçus[1]	Envoi de l'accusé de réception	10 jours après le dépôt de la proposition[2]	100 %
> QSF : 39 projets > PQDI : 39 projets	Transmission de la décision	15 jours après la séance du comité de sélection	77 %
Stages au sein d'organisations internationales gouvernementales : 284 candidatures reçues	Envoi d'un avis relatif à la participation à une entrevue	5 jours après la fermeture de l'offre de stage	100 %
	Transmission de la décision	10 jours après l'entrevue de sélection	100 %

1. Le présent rapport annuel de gestion ne présente pas de projets relatifs au Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale (PAME-OCI) puisque celui-ci est triennal et qu'il n'y a pas eu d'appel à propositions en 2009-2010.
2. Les accusés de réception pour le programme PQDI ont été transmis dans un délai de dix jours suivant la date de tombée des projets, plutôt que la date de dépôt des projets. Cette situation s'explique du fait que les projets entrent presque tous à la date de tombée. Cette situation est également causée par la complexité des démarches nécessaires à la validation de l'admissibilité des projets pour ce programme.

4.4 AUTRE ENGAGEMENT

ENGAGEMENT

Protéger, conserver et utiliser en toute sécurité et confidentialité les renseignements recueillis

En 2009-2010, des activités ont renforcé la gestion et la sensibilisation du personnel à l'égard de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. La section 7.4 donne plus d'information sur les gestes posés par le MRI à cet effet.

5. UTILISATION DES RESSOURCES

602 personnes travaillent au MRI
à mettre de l'avant les objectifs internationaux
du Québec et à appuyer efficacement
les clientèles à l'étranger

5.1 RESSOURCES HUMAINES

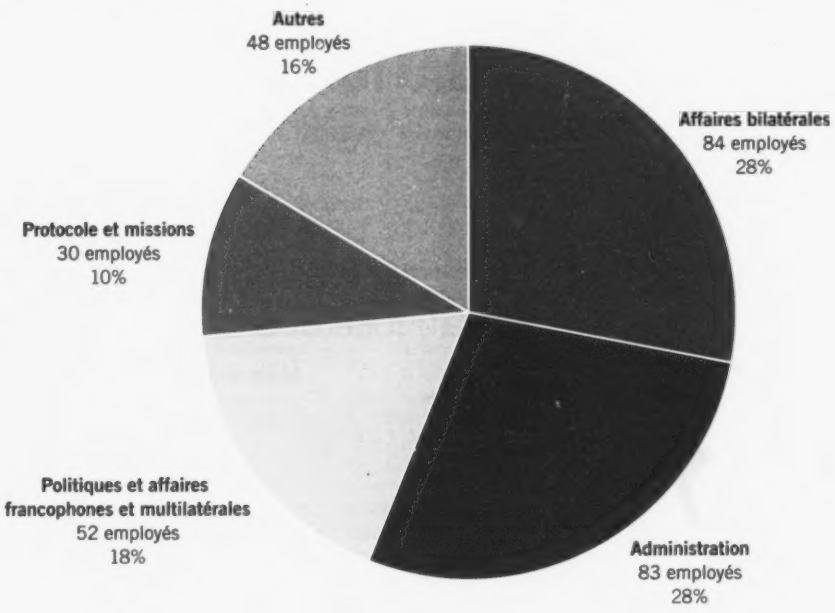
L'EFFECTIF

Au 31 mars 2010, 602 personnes travaillaient au MRI, soit 549 employés réguliers et 53 employés occasionnels. À cette même date, l'effectif autorisé s'établissait à 582 équivalents temps complet (ETC). Un ETC équivaut à un employé qui aurait travaillé à temps complet pendant toute une année financière. Plus d'un employé peut être associé à un ETC.

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS TRAVAILLANT AU MRI

	Au Québec			À l'étranger			Total
	Réguliers	Occasionnels	Sous-Total	Réguliers	Occasionnels	Sous-total	
2007-2008	331	29	**360**	245	37	**282**	**642**
2008-2009	306	37	**343**	249	7	**256**	**599**
2009-2010	297	46	**343**	252	7	**259**	**602**

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER DU SIÈGE AU 31 MARS 2010



RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER DU RÉSEAU AU 31 MARS 2010

La majorité des employés travaillant à l'étranger (74 %) sont recrutés dans les pays où sont situées les représentations. Ces employés, au nombre de 185 au 31 mars 2010, ne sont pas soumis à la Loi sur la fonction publique.

Les personnes affectées à l'étranger et couvrant principalement les secteurs économique, culturel et de l'immigration, sont des employés du MRI, pour la durée de leur affectation, mais sont principalement rattachées aux ministères partenaires concernés (MDEIE, MICC et MCCCF). Les employés travaillant dans le réseau et issus d'Investissement Québec ne sont pas comptabilisés dans les données présentées. L'annexe 2 présente un tableau plus détaillé portant notamment sur la répartition du personnel travaillant à l'étranger selon les secteurs d'activité.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Catégories d'emploi	Nombre d'employés réguliers et pourcentage					
	2007-2008	%	2008-2009	%	2009-2010	%
Administrateurs d'État et cadres	75	13,3	78	14,0	75	13,7
Professionnels	254	45,2	248	44,7	255	46,4
Techniciens	105	18,7	110	19,8	113	20,6
Personnel de bureau et ouvriers	128	22,8	119	21,5	106	19,3
Total	**562**	**100,0**	**555**	**100,0**	**549**	**100,0**

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

En 2009-2010, le MRI a investi un montant total de 598 364 $ en formation de son personnel.

ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT EN FORMATION

Indicateurs	Cible gouvernementale	Résultats 2007-2008	Résultats 2008-2009	Résultats 2009-2010
Pourcentage de la masse salariale accordé aux dépenses liées à la formation des ressources humaines	1,0 %	1,9 %	1,6 %	1,3 %[1]
Nombre moyen de jours par personne consacrés à la formation des ressources humaines	Sans objet	2,9 jours	2,6 jours	2,3 jours

1. Calcul basé sur l'année civile, conformément à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Le Ministère a mis de l'avant plusieurs initiatives en 2009-2010 pour favoriser la santé et la sécurité des employés. Parmi celles-ci :

- une vaccination antigrippale, une formation en secourisme et des interventions ergonomiques;
- plusieurs actions et initiatives ont été entreprises lors de la pandémie de grippe A (H1N1) telles que la gestion de la crise à la Délégation générale du Québec à Mexico, l'envoi de masques antiprojection et d'antiviraux (TAMIFLU) dans l'ensemble des représentations à l'étranger ainsi que le prêt de deux ressources à des cliniques de vaccination;
- un service d'infirmerie;
- des séances d'activités physiques durant l'heure du dîner;
- la reconduction des ententes avec certains centres de conditionnement physique;
- un service de programme d'aide aux employés offert à tout le personnel;
- des présentations sur la Politique ministérielle visant à prévenir et à contrer le harcèlement au travail sont offertes aux employés, en cas de besoin.

GESTION PRÉVISIONNELLE ET RÉDUCTION DE LA TAILLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

La poursuite de l'exercice de planification de main-d'œuvre, amorcé en 2008-2009, a permis de questionner chaque poste de l'organisation et d'évaluer la pertinence de remplacer chaque départ à la retraite en cours d'année. En 2009-2010, 18 départs à la retraite ont été observés, ce qui constitue 5 % du personnel régulier. Le nombre de départs à la retraite prévus est de 33 pour 2010-2011 et de 28 pour 2011-2012.

Tout en respectant à la fois le taux de renouvellement de l'effectif découlant des nombreux départs à la retraite et la cible d'utilisation d'ETC fixée par le Conseil du trésor, l'exercice de planification de main-d'œuvre a permis à chaque direction de se doter d'un plan d'action pour les prochaines années. Ces plans d'action contribuent à atteindre les objectifs de réduction de l'effectif tout en maintenant une offre de service répondant à la mission du Ministère. Un suivi de l'effectif est effectué régulièrement afin d'assurer le respect des cibles en cours d'exercice. Ainsi, pour l'exercice terminé au 31 mars 2010, le MRI a atteint ses cibles de réduction de l'effectif et de consommation d'ETC, tout en assurant l'intégralité de son offre de service et en maintenant son réseau à

l'étranger. Le taux de roulement[9] du personnel régulier du ministère assujetti à la Loi sur la fonction publique est de 14,0 %. Le taux de roulement excluant les départs à la retraite est de 7,7 %.

ABSENTÉISME ET MALADIE

En 2009-2010, le taux d'absentéisme au ministère a été de 3,2 %, comparativement à la moyenne de la fonction publique qui a été de 4,87 %[10] pour l'année civile 2008.

5.2 RESSOURCES FINANCIÈRES

LES DÉPENSES

Le budget de dépenses 2009-2010 du MRI s'élevait à 115,9 M$. La dépense réelle a atteint 124,0 M$, soit une différence de 8,1 M$. Cet écart s'explique en partie par des crédits additionnels de 7,0 M$ en provenance du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour le financement des activités du réseau reliées à l'immigration auxquels s'ajoutent des crédits de 4,2 M$ en provenance du Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour financer, notamment, des dépenses additionnelles touchant les différentes missions à l'étranger et pour l'aide humanitaire à Haïti. De plus, un transfert de 2,9 M$ a été effectué vers d'autres ministères pour la réalisation de mesures de la Politique internationale du Québec.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DU MRI

	2007-2008	2008-2009	2009-2010		
	Dépenses réelles		Budget des dépenses	Variation	Dépenses réelles[1]
Total	115,3 M$	128,4 M$	115,9 M$	8,1 M$	124,0 M$

1. Les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Près de 47 % des dépenses du MRI, soit 57,8 M$, sont allouées à la rémunération du personnel, y compris la rémunération dans le réseau, qui compte à elle seule pour 59 % de cette somme. Les dépenses de fonctionnement représentent quant à elles 26 % des dépenses, soit 32,4 M$ dont 60 % est relié au réseau des représentations. Les dépenses de transfert ont totalisé 28,9 M$ en 2009-2010, en baisse de 9,7 M$ par rapport à l'année précédente. Cette diminution est principalement attribuable à la fin des activités touchant le Sommet de la Francophonie. Enfin, la mise en œuvre de la Politique internationale a entraîné des dépenses de 4,9 M$, dont 4,0 M$ pour les activités reliées au réseau.

[9] Le taux de roulement est basé sur les départs volontaires soit, les mutations externes, les démissions et les départs à la retraite.
[10] Source : Secrétariat du Conseil du trésor

RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR CATÉGORIE

Catégorie de dépenses	Dépenses réelles en M$		
	2007-2008	2008-2009	2009-2010[1]
Rémunération	**49,5**	**52,6**	**57,8**
Siège	22,8	23,3	**23,9**
Représentations du Québec à l'étranger	26,7	29,3	**33,9**
Fonctionnement	**29,0**	**31,9**	**32,4**
Siège	12,0	15,5	**11,9**
Représentations du Québec à l'étranger	17,0	16,4	**20,5**
Transferts (subventions)	**32,5**	**38,6**	**28,9**
Sommet de la Francophonie (Québec 2008)	6,2	8,5	-
Organismes de la Francophonie	9,1	12,5	**11,4**
Organismes voués à la jeunesse	4,9	5,1	**4,9**
Québec sans frontières et autres	3,5	3,5	**3,2**
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3,9	4,2	**4,2**
Subventions aux affaires bilatérales et programmes de coopération	2,6	2,6	**2,7**
Autres crédits de transfert	2,3	2,2	**2,5**
Mise en œuvre de la Politique internationale du Québec[2]	**4,3**	**5,3**	**4,9**
Total	**115,3**	**128,4**	**124,0**

1. La dépense réelle présente l'ensemble des coûts liés aux activités du MRI de même que celui des activités du MICC effectuées dans les différentes représentations. La diminution de la dépense de 4,4 M$ par rapport à l'année 2008-2009 résulte d'ajustements découlant de la non-récurrence de budget lié au Sommet de la Francophonie et d'une augmentation des dépenses reliées au réseau des représentations à l'étranger. De plus, les dépenses vérifiées seront présentées à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.
2. Un montant annuel de 8 M$ est alloué à la mise en œuvre de la Politique internationale du Québec, dont 5,2 M$ et 2,8 M$ ont respectivement été attribués au MRI et aux MO partenaires en 2009-2010. Ces montants servaient en outre à financer la réalisation des différentes mesures figurant au Plan d'action 2009-2014 – Mesures pour l'année 2009-2010, soit 1,155 M$ pour le MRI et 2,845 M$ pour les MO, ainsi qu'à la consolidation du redéploiement du réseau de représentations du Québec à l'étranger, soit un montant de 4,0 M$ alloué au MRI. Les dépenses de 4,9 M$ représentent celles du MRI, réparties de la façon suivante : 4,0 M$ pour la consolidation du redéploiement du réseau de représentations du Québec à l'étranger et 0,9 M$ pour les dépenses associées aux mesures du Plan d'action 2009-2014 pour les mesures de l'année 2009-2010.

LES INVESTISSEMENTS

En 2009-2010, le Ministère a effectué des investissements de 3,1 M$.

ÉVOLUTION DES DÉBOURS

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	
	Débours	Débours	Budget	Débours réels[1]
Immobilisations	13 456 000 $	24 175 235 $	4 908 575 $	3 077 793 $
Prêts, placements et avances	895 000 $[2]	600 000 $	1 000 000 $	1 152 187 $

1. Les débours vérifiés seront présentés à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.
2. Les débours pour l'exercice 2007-2008 ont été modifiés pour refléter les données inscrites aux comptes publics de cet exercice financier.

En 2009-2010, les investissements en immobilisations ont principalement servi à financer des projets concernant l'installation de la téléphonie IP (Protocole Internet) dans différentes représentations, l'achat de mobilier et la réalisation de travaux d'améliorations locatives auprès de certaines représentations : Chicago, Los Angeles, Rome, Séoul et Mexico.

La section 5.3 donne plus de détails sur les investissements liés aux ressources informationnelles et matérielles.

POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

En conformité avec la Politique de financement des services publics du ministère des Finances, le MRI a entamé des travaux en vue de développer un projet de tarification visant la portion des dépenses attribuable aux participants autres que gouvernementaux aux missions du premier ministre.

5.3 RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET MATÉRIELLES

En 2009-2010, le Ministère a poursuivi ses efforts dans le but de maintenir un réseau informatique mondial standardisé, performant et sécuritaire, intégrant la voix, l'image et les données. Il a aussi assuré la sécurité, l'entretien et la bonne utilisation des actifs informationnels grâce, notamment, aux activités suivantes :

- Traitement de 8 006 demandes de soutien provenant des différents utilisateurs, comparativement à 8 842 demandes en 2008-2009, et ce, malgré l'ajout, en octobre 2009, des services de téléphonie et de visioconférence aux services déjà offerts. Cette diminution peut s'expliquer par un environnement plus stable et des utilisateurs davantage autonomes.
- Remplacement de 25 % et ajout de 3,2 % de postes de travail, remplacement de 1,9 % et ajout de 13,4 % d'imprimantes, support et mise à jour des logiciels, des composantes réseautiques et de télécommunication ainsi que de messagerie électronique; ces chiffres sont sensiblement les mêmes d'une année à l'autre puisque le Ministère remplace régulièrement ses postes de travail sur une période de quatre ans et ses imprimantes sur une période d'environ sept ans.
- Poursuite de la mise en place de l'environnement technologique standardisé, d'une part, et, d'autre part, déploiement du système de téléphonie IP à Québec, Montréal et dans les représentations de Londres, Paris, Tokyo, Rome, Chicago et Mexico reliant ainsi le système de téléphonie au réseau informatique intégré du Ministère. Cette intégration permet des communications par téléphone, en complément à la visioconférence déjà offerte, sans frais et de manière sécurisée, entre les représentations et avec le siège.
- Poursuite des travaux, amorcés en 2008-2009, de mise en place d'une solution visant à assurer la continuité des affaires (relève informatique) au Québec en cas de sinistre majeur.
- Élaboration d'une solution visant à augmenter la sécurité des informations contenues sur les ordinateurs portables au moyen du cryptage des disques durs et dont le déploiement est prévu dans les premiers mois de 2010-2011.

Les investissements en immobilisations informatiques ou électroniques réalisés en 2009-2010 sont de 848 192 $ comparativement à 964 145 $ en 2008-2009 et 741 960 $ en 2007-2008. Ces investissements ont rendu possible le déploiement de la téléphonie IP dans les huit sites précités et ont servi à financer le maintien et la mise à niveau des logiciels, de l'équipement bureautique, des composantes réseautiques et de télécommunications ainsi que de la messagerie électronique, de la téléphonie IP et de la visioconférence.

En accord avec les objectifs de la Politique internationale du Québec, le MRI a terminé la mise à niveau des bureaux des représentations du Québec à l'étranger en 2009-2010 avec des locaux qui sont maintenant adéquats dans tout le réseau.

PRINCIPAUX PROJETS RÉALISÉS OU EN COURS EN 2009-2010

Nom du projet	État d'avancement		Coûts antérieurs à 2009-2010[1]	Coûts 2009-2010[1]	Jours-personnes[2] en 2009-2010 Ministère	Jours-personnes[2] en 2009-2010 Firmes
Espace international[3]	40 %	> Analyse préliminaire et architecture détaillée complétées > Réalisation de la seconde génération : automne-hiver 2010 > Mise en ligne : été 2011	1 838,0 k$	123,0 k$	403	120
Inscription en ligne aux Missions Québec et autres événements	100 %	> Analyse préliminaire, architecture et réalisation : de mai à octobre 2009 > Mise en ligne du formulaire d'inscription : 21 septembre 2009 > Offre de paiement en ligne par carte de crédit : 26 octobre 2009	-	49,9 k$	65	75

1. Les coûts excluent la masse salariale du personnel du ministère.
2. Le nombre de jours requis pour réaliser le projet par une seule personne, et non la durée en jours du projet.
3. Le financement du projet provient de la *Provision pour la réalisation de projets liés au Gouvernement en ligne* sous la responsabilité du MSG. Le MRI y contribue en affectant des ressources humaines au projet.

5.4 ÉVALUATION ET VÉRIFICATION

D'une façon continue, le MRI prend différentes mesures pour s'assurer de la bonne gestion des ressources qui lui sont allouées pour atteindre ses résultats. Les mécanismes de vérification interne, d'évaluation de programmes ainsi que de gestion intégrée des risques sont devenus des pratiques courantes au sein du ministère.

Le comité de vérification, constitué conformément aux orientations du Conseil du trésor en matière de vérification, est actuellement composé de deux membres externes, en plus du sous-ministre. Son mandat est de surveiller, avec un souci d'objectivité et d'indépendance, la façon dont la haute direction s'acquitte de ses responsabilités relatives aux mécanismes de contrôle interne. Il oriente les activités de vérification interne du ministère et veille ainsi à ce que le vérificateur fournisse au sous-ministre l'information et les recommandations les plus pertinentes visant à améliorer les contrôles et la fiabilité des informations de gestion au sein du ministère.

La Direction de la vérification interne et de l'évaluation (DVIE), par des opérations régulières, réalise ces études et le suivi qui en découle. Au cours de l'année 2009-2010, des études de vérification des dépenses, de conformité et des processus ont été faites notamment à la Délégation générale du Québec à Londres et à la Délégation du Québec à Chicago.

Soucieuse du processus d'amélioration continue du MRI, la DVIE a mené le suivi de l'étude de vérification réalisée au cours de l'année 2007-2008 à la Délégation générale du Québec à Mexico ainsi que le suivi de l'étude de vérification réalisée au cours de l'année 2006-2007 de la Délégation du Québec à Boston. De plus, l'examen du Rapport annuel de gestion 2008-2009 a été effectué pour valider l'information divulguée.

Enfin, en 2009-2010, deux évaluations ont été initiées : l'évaluation des services rendus par le réseau du ministère et celle des mesures associées à la formation et au plan de carrière des conseillers en affaires internationales à l'emploi du Ministère.

6.
RÉSULTATS LIÉS AU PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Résultats des actions relatives à la mise en œuvre du *Plan d'action de développement durable 2009-2013* et aux changments climatiques

6.1 RÉSULTATS DU *PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2009-2013* POUR L'ANNÉE 2009-2010

Le 13 avril 2006, l'Assemblée nationale a adopté la Loi sur le développement durable afin d'améliorer le mieux-être, la santé et la qualité de vie des citoyens du Québec. La *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*, entrée en vigueur le 1er décembre 2008, constitue le plan de mise en œuvre de cette Loi. Pour contribuer à la réalisation de la Stratégie, chacun des 150 ministères, organismes et entreprises d'État visés par la Loi devait publier, au plus tard le 31 mars 2009, un plan d'action de développement durable. De plus, l'article 17 de la Loi précise que chaque ministère, organisme et entreprise de l'Administration publique devra faire état, sous une rubrique spéciale dans son rapport annuel de gestion, des objectifs particuliers qu'il s'est fixés ainsi que des différentes activités ou interventions réalisées en matière de développement durable.

Le *Plan d'action de développement durable 2009-2013* du ministère des Relations internationales contribue à cette démarche gouvernementale. Disponible depuis le 31 mars 2009 sur le site Web du Ministère, ce plan incite le personnel à prendre en compte les dimensions du développement durable dans leurs activités quotidiennes. Il met de l'avant huit actions liées tant à la mission première du Ministère qu'à sa gestion administrative. Le ministère des Relations internationales doit rendre des comptes pour la première fois cette année de son *Plan d'action de développement durable 2009-2013*. À cet effet, la section qui suit présente les résultats de ce plan d'action pour l'année 2009-2010.

Finalement, le MRI s'est également donné comme objectif, dans son *Plan stratégique 2008-2011*, d'intégrer la préoccupation du développement durable dans toute sa gestion. La présente section expose également les résultats relatifs à cet engagement.

ACTION 1.

Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'Administration publique

Orientation gouvernementale 1	Objectif gouvernemental 1	Objectif organisationnel 1
Informer, sensibiliser, éduquer, innover.	Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable. Favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière ainsi que l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.	Faire connaître la nature et la portée du concept de développement durable.

Gestes		Cibles et indicateurs	
Sensibiliser le personnel du Ministère au Québec et à l'étranger : articles dans le journal interne, manchettes dans l'intranet et rencontres du personnel.	En continu	Taux des employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable. **(cible : 80 % d'ici 2011)**	À venir
Former le personnel du Ministère au Québec et à l'étranger notamment en ce qui concerne la prise en compte des principes de développement durable.	Débuté	Taux des employés ayant acquis une connaissance suffisante de la démarche de développement durable pour la prendre en compte dans leurs activités régulières. **(cible : 50 % des personnels ciblés par les activités de formation)**	À venir
Vérifier périodiquement le degré de connaissance du personnel quant aux divers concepts du développement durable.	Débuté	Nombre d'activités mises en œuvre.	21

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Le 1er avril 2009, le sous-ministre a présenté au personnel le premier plan d'action de développement durable du Ministère. Un concours portant sur la démarche québécoise de développement durable a également été lancé à cette occasion. Au cours de l'année, dix-sept manchettes électroniques ont porté sur le *Plan d'action de développement durable 2009-2013* et ses réalisations. De plus, le partage d'expériences a été favorisé par la publication d'une série d'initiatives écoresponsables mises de l'avant par le personnel des délégations du Québec à Londres et à Barcelone dans le journal interne *En coulisses*.

Une note de référence sur la démarche québécoise de développement durable, réservée principalement à l'usage du personnel du Ministère et du réseau des représentations du Québec à l'étranger, a fait l'objet d'une mise à jour dans le but de mieux faire connaître les concepts et principes de développement durable.

Par ailleurs, une formation sur la prise en compte des principes de développement durable a été offerte en 2009-2010 aux responsables de la planification stratégique du Ministère, comme le propose le *Plan de sensibilisation et de formation des personnels de l'Administration publique*.

Pour sa part, l'atteinte de la cible de 80 % sera évaluée en 2011 au moyen d'un sondage qui sera conçu par le MDDEP.

ACTION 2.
Favoriser le rayonnement international de l'expertise québécoise en matière de développement durable

Orientation gouvernementale 1	Objectif gouvernemental 1	Objectif organisationnel 1
Informer, sensibiliser, éduquer, innover.	Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable. Favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière ainsi que l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.	Faire connaître la nature et la portée du concept de développement durable.

Gestes	
Faire connaître la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 auprès de représentants étrangers.	En continu
Faire connaître les initiatives québécoises portant sur les divers aspects du développement durable.	En continu
Favoriser la participation d'experts québécois à des tribunes internationales portant sur les divers aspects du développement durable.	En continu

Cibles et indicateurs	
Nombre d'initiatives de promotion internationale de la démarche québécoise de développement durable.	8

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Le rayonnement international de l'expertise québécoise en matière de développement durable s'effectue sur l'ensemble des territoires prioritaires à l'occasion de missions, d'allocutions et de rencontres des ministres du gouvernement du Québec avec des représentants étrangers. Plus particulièrement, en 2009-2010, neuf initiatives de promotion internationale de la démarche québécoise de développement durable ont été effectuées à l'étranger. Celles-ci font référence aux allocutions prononcées à l'étranger par le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie dont l'objectif premier est de faire connaître et mettre en valeur la démarche québécoise de développement durable et les principales réalisations québécoises en cette matière.

ACTION 3.
Offrir au personnel un environnement de travail sain, tant au niveau de la santé, de la sécurité et de la qualité de vie

Orientation gouvernementale 2	Objectif gouvernemental 4	Objectif organisationnel 2
Réduire et gérer les risques pour améliorer la santé, la sécurité et l'environnement.	Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement.	Maintenir et améliorer la santé physique et psychologique du personnel.

Gestes	
Augmenter les services de santé et de bien-être offerts au personnel du Ministère.	En cours
Augmenter le nombre de capsules électroniques de sensibilisation et d'information afin de promouvoir les services offerts par la Direction des ressources humaines.	En cours
Sensibiliser le personnel en matière de sécurité institutionnelle.	En continu

Cibles et indicateurs	
Nombre d'activités mises en œuvre et poursuivies favorisant la santé, la sécurité et la qualité de vie. **(cible : 15/année)**	15

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Soucieux d'offrir un environnement de travail sain pour ses employés, le MRI a assuré la mise en œuvre de cette action par la réalisation de 15 activités atteignant ainsi la cible fixée dans son *Plan d'action de développement durable 2009-2013*. Ces diverses activités (quatre en santé, huit en sécurité et trois en qualité de vie), ciblant à la fois des employés du siège et du réseau, ont permis au MRI de promouvoir une culture de la prévention et d'établir des conditions favorables à la santé et à la sécurité. Le Ministère a notamment publié une nouvelle capsule électronique sur la santé mentale, en plus des conférences, des services d'ergonomie, d'infirmerie et d'évaluation de la condition physique habituellement offerts. Par ailleurs, un plan de gestion de crise a été réalisé pour chacune des représentations du Québec à l'étranger et une mise à jour des manuels de procédures d'urgence était en cours. Enfin, trois types d'activités de formation sur la sécurité institutionnelle et immobilière auprès du personnel du siège et du réseau des représentations ont eu lieu.

ACTION 4.

Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement écoresponsable

Orientation gouvernementale 3	Objectif gouvernemental 6	Objectif organisationnel 3
Produire et consommer de façon responsable.	Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.	Favoriser l'adoption de pratiques écoresponsables dans les activités quotidiennes de gestion du Ministère.

Gestes		Cibles et indicateurs	
Élaborer un cadre de gestion environnementale.	En cours	Cadre de gestion environnementale élaboré d'ici 2011.	Débuté
Poursuivre et mettre en œuvre des mesures et des activités favorables au développement durable.	En cours	Nombre de mesures mises en œuvre et poursuivies.	9
		État d'avancement de la mise en œuvre d'un cadre contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux de gestion environnementale et à l'instauration de pratiques d'acquisition écoresponsables.	Non débuté[1]

1. Puisque le cadre de gestion environnementale était en cours d'élaboration au courant de l'année 2009-2010, aucun plan de mise en œuvre n'a encore été développé.

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Bien que la rédaction du cadre de gestion environnementale soit prévue d'ici 2011, plusieurs initiatives contribuant à la mise en œuvre de la *Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable* ont été mises de l'avant en 2009-2010 pour diminuer l'impact environnemental des activités importantes du Ministère.

Pour réduire les déplacements à l'étranger, le ministère privilégie la tenue de réunion par visioconférence, particulièrement lors de mandats qui nécessitent des rencontres fréquentes avec ses partenaires. La mise en œuvre de l'*Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles* constitue un de ces exemples.

De plus, afin de diminuer l'impact environnemental de l'utilisation des technologies de l'information, une étude sur l'efficacité énergétique de la salle informatique du Ministère à Québec a été réalisée en 2009-2010. La mise en œuvre des recommandations de cette étude a entraîné une économie d'énergie estimée à environ 10 %.

Enfin, des efforts notables sont mis en œuvre pour minimiser l'impact environnemental des activités courantes du Ministère, incluant l'acquisition d'équipement répondant aux normes écoresponsables reconnues et la sensibilisation du personnel à l'impact des divers modes d'impression.

ACTION 5.
Organiser des activités protocolaires et des missions à l'étranger écoresponsables

Orientation gouvernementale 3	Objectif gouvernemental 6	Objectif organisationnel 3
Produire et consommer de façon responsable.	Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.	Favoriser l'adoption de pratiques écoresponsables dans les activités quotidiennes de gestion du Ministère.

Gestes		Cibles et indicateurs	
Élaborer un cadre de gestion écoresponsable des activités protocolaires et des missions à l'étranger.	En cours	Cadre de gestion écoresponsable des activités protocolaires élaboré d'ici 2011.	Débuté
Mettre en œuvre de nouvelles pratiques écoresponsables lors des activités protocolaires et des missions à l'étranger.	En continu	Nombre d'activités protocolaires et de missions à l'étranger écoresponsables.	1

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Compte tenu de son mandat de coordination des missions ministérielles à l'étranger, le MRI doit démontrer son leadership dans l'organisation d'activités protocolaires et de missions écoresponsables. Pour ce faire, le Ministère préconise dorénavant l'utilisation de véhicules hybrides ou à faibles émissions de dioxyde de carbone (CO_2), quand ce type de véhicules est disponible. L'utilisation de systèmes de transport en commun (trains, autobus, métro, etc.) et de véhicules non individuels (fourgonnettes ou autocars) est aussi favorisée lorsque cela est possible.

Par ailleurs, lors du Forum sur les relations Québec-États-Unis, organisé par le ministère des Relations internationales à l'occasion du lancement de la *Stratégie du Québec à l'égard des États-Unis*, le 14 janvier 2010, les déplacements internationaux des conférenciers et des participants ont fait l'objet d'une compensation de gaz à effet de serre. Un total de 25 tonnes d'équivalent CO_2 a été compensé par la plantation de 179 arbres dans le cadre du projet Carbone boréal de l'Université du Québec à Chicoutimi.

ACTION 6.
Encourager le développement de partenariats en matière de développement durable

Orientation gouvernementale 7	Objectif gouvernemental 23	Objectif organisationnel 4
Sauvegarder et partager le patrimoine collectif.	Intensifier la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux sur des projets intégrés de développement durable.	Favoriser l'intégration de la démarche de développement durable dans l'action internationale du gouvernement du Québec.

Gestes	
Renforcer les collaborations en matière de développement durable dans les organisations internationales, les regroupements régionaux et les associations diverses.	En continu
Renforcer la coopération en matière de développement durable dans les commissions mixtes et les groupes de travail.	En continu
Appuyer les activités internationales de partenaires québécois en matière de développement durable.	En continu
Concevoir des outils de diplomatie publique et appuyer la réalisation d'études afin de soutenir le développement de partenariats en matière de développement durable.	Réalisé

Cibles et indicateurs	
Nombre d'activités internationales de partenaires québécois en matière de développement durable appuyées par le Ministère.	18
Nombre d'actions internationales importantes qui contribuent à la démarche québécoise de développement durable[1].	14 [2]

1. Le libellé de cet indicateur, qui fait partie de la liste d'indicateurs de mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*, a été modifié. Il calcule dorénavant le nombre, et non plus le pourcentage, d'actions internationales importantes qui contribuent à la démarche québécoise de développement durable. Par souci de cohérence avec la Stratégie, le MRI a modifié l'indicateur de son plan d'action.

2. L'une des catégories d'actions internationales importantes, soit le nombre d'ententes de coopération signées, qui est comptabilisé par l'indicateur de la *Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013*, n'est pas prise en considération dans le calcul de ce résultat puisqu'elle fait l'objet d'une action distincte (voir action 7).

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Afin d'intensifier la coopération entre les partenaires nationaux et internationaux sur des projets de développement durable, 18 projets portant sur le développement durable ont été retenus par les commissions mixtes et les groupes de travail dont le Québec est partenaire.

Des actions internationales d'importance contribuant à faire valoir la démarche de développement durable auprès de partenaires internationaux sont réalisées en continu sur l'ensemble des territoires prioritaires. Celles-ci incluent des missions, la participation à des conférences multilatérales internationales et la mise en œuvre de programmes à portée internationale favorisant le développement durable. Au cours de l'année 2009-2010, huit missions contribuant directement à l'avancement de la démarche québécoise de développement durable ont été réalisées, notamment lors de la *Climate Week NYC* à New York (septembre 2009), à la deuxième édition du *Governors' Global Climate Summit* à Los Angeles (octobre 2009) et de la 15e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Copenhague (décembre 2009). Enfin, le MRI a assuré la gestion de deux programmes de solidarité et de développement international.

Un document d'information portant sur le rôle des États fédérés et des régions dans la lutte aux changements climatiques intitulé *Le Québec : partenaire dans la lutte aux changements climatiques* a été produit à l'intention des acteurs étrangers de la société civile. De plus, le Ministère a poursuivi la campagne de diplomatie publique entreprise sur ce thème au Japon et au Royaume-Uni.

ACTION 7.
Conclure des engagements internationaux liés aux objectifs de développement durable

Orientation gouvernementale 7	Objectif gouvernemental 23	Objectif organisationnel 4
Sauvegarder et partager le patrimoine collectif.	Intensifier la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux sur des projets intégrés de développement durable.	Favoriser l'intégration de la démarche de développement durable dans l'action internationale du gouvernement du Québec.

Gestes	
Inclure les préoccupations de développement durable lors de la négociation de nouveaux engagements internationaux.	Débuté
Prioriser les pays en émergence lors de la conclusion d'ententes de sécurité sociale.	En continu
S'assurer que des préoccupations de développement durable fassent partie de la formation et des processus opérationnels concernant la négociation et la conclusion d'engagements internationaux.	En continu

Cibles et indicateurs	
Nombre d'ententes signées en lien avec le développement durable.	4

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

La conclusion d'ententes internationales constitue l'un des moyens à la disposition du MRI pour intensifier la coopération en matière de développement durable avec divers partenaires nationaux et internationaux. Au cours de l'année 2009-2010, quatre ententes relatives au développement durable ont été signées. Deux ententes de coopération, l'une avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et l'autre, avec la France, la Région wallonne, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Institut international de développement durable, ont été signées à Copenhague les 15 et 16 décembre 2009. Le gouvernement du Québec a également signé, le 5 juillet 2009, une entente avec l'Organisation des États américains assurant la mise à disposition d'une personne qui agit comme coordonnatrice des opérations de l'organisation en Haïti. Enfin, une entente en matière d'environnement entre le gouvernement du Québec et les États de New York et du Vermont a été signée le 11 mars à Québec et le 16 mars 2010 à Albany. En ce qui a trait aux négociations en matière de sécurité sociale, le Québec est actuellement en discussion avec le Brésil, la Corée et l'Inde.

ACTION 8.
Appuyer le partage d'expertise en développement durable dans le cadre des actions de solidarité internationale

Orientation gouvernementale 7	Objectif gouvernemental 23	Objectif organisationnel 4
Sauvegarder et partager le patrimoine collectif.	Intensifier la coopération avec les partenaires nationaux et internationaux sur des projets intégrés de développement durable.	Favoriser l'intégration de la démarche de développement durable dans l'action internationale du gouvernement du Québec.

Gestes		Cibles et indicateurs	
Tenir compte des principes de développement durable dans la gestion et la réalisation des programmes et des projets de solidarité internationale.	En continu	Nombre d'initiatives soutenues par le Ministère.	105
Soutenir des initiatives visant à doter les pays en développement de structures gouvernementales et communautaires favorables au développement durable.	En continu		

RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Le MRI soutient financièrement des projets réalisés par des organismes québécois de coopération internationale, en collaboration avec des communautés du Sud, visant la mise en place de structures communautaires favorables au développement durable. En 2009-2010, 31 de ces projets ont été soutenus par le Programme québécois de développement international. Par ailleurs, le programme Québec sans frontières a soutenu 105 projets, permettant la réalisation de 385 stages de solidarité internationale dans divers domaines d'intervention relatifs au développement durable. Ces initiatives représentent un appui total de 5,323 M$. Aussi, le Ministère a continué d'appuyer Haïti dans ses efforts pour la mise en place de structures gouvernementales efficaces par le biais du PARGEP, en Haïti.

Par ailleurs, pour renforcer la prise en compte des principes de développement durable dans la gestion et la réalisation de ses programmes de solidarité et de développement international, le MRI a participé, à l'automne 2009, à une formation sur la prise en compte des principes du développement durable, offerte par le Bureau de coordination du développement durable du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

6.2 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En 2006, le gouvernement du Québec rendait public son *Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques*, qui s'articule autour de deux grands objectifs : la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'adaptation aux changements climatiques. La mesure 17 de ce plan d'action prévoit l'adoption, par chacun des ministères du gouvernement, d'un programme visant à réduire les émissions de GES occasionnées par les déplacements des employés pour se rendre au travail. Afin d'assurer sa contribution à la mesure 17 du *Plan d'action sur les changements climatiques 2006-2012*, le MRI a signé, en juin 2009, une entente avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, par laquelle il s'engage à élaborer un programme visant à réduire les émissions de GES occasionnées par les déplacements de ses employés. À la suite de la signature de cette entente, le Ministère a dressé le profil des installations et des services de transport accessibles à son siège. Il a identifié des mesures pratiques et adaptées aux besoins des employés pour favoriser l'utilisation des transports durables, dont le vélo, la marche et le transport en commun. Certaines mesures favorisant l'utilisation du vélo ont notamment été réalisées en 2009-2010, totalisant des dépenses de 8 805 $.

7.
AUTRES EXIGENCES LÉGISLATIVES ET GOUVERNEMENTALES

À titre de ministère public,
le MRI doit veiller au respect des lois,
politiques et règlements gouvernementaux

7.1 ACCÈS À L'INFORMATION

En 2009-2010, des activités majeures ont renforcé la gestion et la sensibilisation du personnel à l'égard de l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Par exemple, des séances de formation ont été données aux gestionnaires et aux conseillers en affaires publiques, et un programme pour l'ensemble du personnel est en développement. Des outils d'information ont également été développés, dont une section dédiée à ce sujet dans l'intranet du Ministère et une communauté de pratiques. De plus, prévus dans un plan de communication interne axé sur la sensibilisation, deux communiqués ainsi que six capsules d'information ont été diffusés afin d'informer les employés sur les orientations ministérielles.

Au plan structurel, le Comité ministériel sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels a reçu un mandat élargi d'inclure les nouveautés en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels. Un nouveau réseau de répondants en information a été mis sur pied afin d'assurer, au siège et dans les représentations à l'étranger, une vigie et une aide dans la gestion des obligations liées à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). Finalement, l'embauche d'un nouveau conseiller spécialisé dans ces domaines contribue à la mise en œuvre de ces différents changements au sein du Ministère.

Parmi les résultats obtenus, on observe une amélioration des délais pour répondre aux demandes d'accès à l'information selon les dispositions prévues par ladite Loi. La part totale de demandes traitées par le Ministère dans un délai de 20 jours a augmenté de 43,5 % à 66,7 %. Au 31 mars 2010, trois décisions faisaient l'objet d'une demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information.

ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION

Indicateurs	Résultats		
	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Nombre total de demandes d'accès à l'information traitées	11	46	42
Nombre de demandes traitées à l'intérieur du délai de 20 jours	90,9 %	43,5 %	66,7 %
Pourcentage des demandes traitées dans les délais prévus par la Loi	-	100,0 %	100,0 %

Avec l'entrée en vigueur, le 29 novembre 2009, de huit dispositions du Règlement sur la diffusion de l'information et la protection des renseignements personnels, le Ministère a revu l'accessibilité de l'information et des documents sur son site Internet. Cet exercice, dont l'ampleur s'est répercutée dans tous les secteurs d'activité de l'organisation, a mené à la création d'une nouvelle page Web mise à jour régulièrement, sur laquelle sont disponibles des documents accessibles au public, ainsi qu'à l'élaboration d'une directive ministérielle sur la mise en œuvre du Règlement.

7.2 EMPLOI ET QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

La Politique linguistique du MRI a été adoptée en juillet 2006. Elle peut être consultée sur le site intranet du Ministère par tous les employés du siège et du réseau. En 2009-2010, le MRI a continué à s'assurer que la langue française est utilisée correctement dans les communications avec ses interlocuteurs et dans les documents officiels, tant imprimés qu'électroniques, dans le but de se conformer aux exigences de l'Office québécois de la langue française (OQLF) et de la Commission de toponymie du Québec. Le Ministère a collaboré étroitement avec l'OQLF afin d'améliorer la qualité de la langue utilisée, tout en respectant les particularités de ses relations avec la clientèle étrangère. En mars 2010, un répondant du MRI a participé à l'enquête de l'OQLF relativement aux exigences linguistiques lors de l'embauche.

7.3 PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

En vertu de la Loi sur la fonction publique, le Ministère doit mettre en œuvre des mesures d'égalité en emploi afin d'accroître la présence de diverses composantes de la société dans son effectif. Les groupes concernés par ces mesures sont les communautés culturelles, les autochtones, les anglophones et les personnes handicapées. L'annexe 7 présente les résultats en cette matière.

7.4 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

De façon générale, le MRI se conforme aux exigences du ministère des Services gouvernementaux en ce qui concerne la sécurité de l'information gouvernementale.

Conformément au Règlement sur la diffusion de l'information et la protection des renseignements personnels, le Comité ministériel a formulé des recommandations lors du développement d'un système d'inscription en ligne et lors de la mise en œuvre de quatre sondages. De même, l'inventaire des fichiers détenus contenant des renseignements personnels a été mis à jour avant sa diffusion sur le site Internet du Ministère.

L'accessibilité aux renseignements que détient le MRI est restreinte aux personnes autorisées. Sur support papier ou numérique, diverses pratiques administratives assurent la confidentialité de l'information qui circule au Ministère. Le contrôle des accès physiques aux locaux et la conservation des documents confidentiels dans des classeurs verrouillés sont des exemples concrets.

Sur le plan des technologies de l'information et de la communication, les ressources informationnelles font l'objet d'une évolution constante des mesures visant à assurer la protection des systèmes d'information et à en permettre l'accès aux seules personnes autorisées. À titre d'exemple, le nouveau service d'inscription en ligne pour l'organisation des missions du gouvernement à l'étranger est doté de modes de paiement en ligne sécurisés. Sur la base de la sécurité des données bancaires prévue par le Service électronique de perception de recettes par cartes de crédit du ministère des Finances du Québec, le MRI s'est conformé à la norme reconnue pour le paiement en ligne, soit Payment Card Industry - Data Security Standard (PCI-DSS).

ANNEXES

ANNEXE 1 Principales activités du réseau des représentations du Québec à l'étranger 80

ANNEXE 2 Répartition du personnel et des dépenses liées au réseau des représentations du Québec à l'étranger 91

ANNEXE 3 Engagements internationaux conclus en 2009-2010 92

ANNEXE 4 Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international 94

ANNEXE 5 Principales visites officielles au Québec en 2009-2010 95

ANNEXE 6 Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2009-2010 98

ANNEXE 7 Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi 102

ANNEXE 8 Liste des sigles et des acronymes 105

ANNEXE 9 Organigramme du ministère des Relations internationales au 31 mars 2010 109

ANNEXE 1

Principales activités du réseau des représentations du Québec à l'étranger

Les représentations du Québec à l'étranger aident les institutions, les entreprises et les élus québécois à mettre de l'avant les projets conformes aux objectifs internationaux du Québec. Déployés en fonction des intérêts du Québec sur les différents territoires, leurs mandats et leurs ressources varient considérablement. Certains bureaux se concentrent sur le développement des marchés pour les entreprises et les créateurs québécois, alors que les délégations générales couvrent l'ensemble des secteurs d'activités à l'étranger, y compris la représentation des intérêts du Québec auprès d'interlocuteurs du milieu politique et la promotion du Québec, de son expertise et de sa culture.

En contact direct et continu avec le siège du Ministère au Québec, les représentations ont contribué à l'atteinte des résultats présentés dans la section des objectifs stratégiques de ce rapport annuel de gestion. La présente annexe offre un aperçu de certains dossiers de première importance. Les résultats ne reflètent que partiellement l'action d'autres partenaires ministériels actifs dans les représentations (MDEIE et MCCCF). Les résultats liés à l'action internationale d'IQ et du MICC ne sont pas exposés ici.

Notons que le Bureau du Québec à Washington relève de la Délégation générale du Québec à New York. Il en est de même du Bureau du Québec à Berlin, qui relève de la Délégation générale du Québec à Munich.

Projet pilote de 2009-2010 pour renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger

Relativement à l'engagement de l'objectif 25 de son Plan stratégique 2008-2011 à l'effet de renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger, le Ministère a mis en œuvre en 2009-2010 un projet pilote visant à développer des indicateurs permettant de mesurer les activités des représentations du Québec à l'étranger.

Cinq représentations ont été retenues pour participer à ce projet pilote :

- Délégation générale du Québec à Londres;
- Délégation générale du Québec à New York;
- Délégation générale du Québec à Tokyo;
- Bureau du Québec à Barcelone;
- Bureau du Québec à Washington.

Ces représentations ont compilé, pour l'exercice visé par ce rapport, les quatre indicateurs suivants pour rendre compte des activités qu'elles réalisent :

- Le nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées;
- Le nombre d'activités de visibilité réalisées;
- Le nombre d'entreprises appuyées;
- Le nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés.

L'indicateur relatif au nombre d'entreprises appuyées a été développé en collaboration avec le MDEIE, et celui portant sur le nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés a été développé en collaboration avec le MCCCF.

Ces indicateurs remplacent les résultats concernant les clientèles québécoises appuyées qui étaient publiés au cours de la dernière année, et ce, dans l'objectif de présenter une méthodologie et des résultats comparables entre les représentations ainsi que d'une année à l'autre et harmonisés avec les données utilisées par nos partenaires (MDEIE et MCCCF).

Définitions des indicateurs retenus dans le cadre du projet pilote 2009-2010 visant à renforcer la reddition de comptes du réseau des représentations à l'étranger
Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées Cet indicateur mesure la quantité de rencontres gouvernementales organisées, qu'elles soient politiques ou administratives, entre des interlocuteurs de haut niveau, et dans lesquelles une représentation du Québec à l'étranger a été impliquée. On définit un interlocuteur de haut niveau comme étant un élu ou un haut administrateur d'État. **Nombre d'activités de visibilité réalisées** Cet indicateur mesure le nombre d'activités de visibilité réalisées par une représentation du Québec à l'étranger auprès d'auditoires cibles et visant à faire connaître le Québec et sa société. **Nombre d'entreprises appuyées** Cet indicateur mesure le nombre d'entreprises québécoises appuyées dans une démarche visant l'accès à un marché étranger par une représentation du Québec à l'étranger. L'appui aux entreprises mesuré par cet indicateur est réalisé en collaboration avec le MDEIE. **Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés** Cet indicateur mesure le nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles qui reçoivent un appui de la part d'une représentation du Québec à l'étranger. On définit le terme « appui » par « le soutien à la promotion et à la mise en marché des artistes ou des entreprises culturelles québécoises ». L'appui aux artistes, organismes culturels ou entreprises culturelles mesuré par cet indicateur est réalisé en collaboration avec le MCCCF, le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

AMÉRIQUES

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À MEXICO	
Inauguration en 1980 Effectif de 20 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Mise en œuvre d'une mission de promotion du Sommet des leaders 2009 auprès de dix gouverneurs d'États mexicains et coordination de la participation de sept délégations d'États de la République mexicaine, dont les gouverneurs de Nuevo Léon, de Zacatecas et de Guanajuato à cet événement (Québec, du 2 au 5 juin 2009) dont l'hôte était le premier ministre du Québec. **Coordination des préparatifs des assises du XII[e] Groupe de travail Québec-Mexique** (Mexico, 16 octobre 2009) au cours desquelles le vice-président du Groupe, le sous-ministre du MRI, a souligné les 28 ans de coopération bilatérale du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral mexicain et au terme desquelles les parties se sont engagées à mettre en œuvre des activités économiques, éducatives, culturelles et dédiées à la jeunesse pour la période 2010-2012. **Soutien à la signature par le premier ministre et les gouverneurs de deux accords bilatéraux de coopération du Québec**, l'un avec l'État de Guanajuato (Québec, 4 juin 2009), l'autre avec l'État de Jalisco (Québec, 7 octobre 2009) dans lesquels sont précisés des axes de coopération en économie, en éducation et en culture et dont les activités seront mises en œuvre entre 2010 et 2012. **Appui à la participation du Québec en tant qu'invité d'honneur au Festival international Cervantino 2009** (Guanajuato, 14 octobre au 1er novembre 2009), l'un des principaux festivals culturels multidisciplinaires d'Amérique latine et soutien à la présence de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans ce cadre. **Collaboration à l'organisation de trois missions commerciales de groupe à Monterrey** - ayant eu lieu de janvier à mars 2010 – en aéronautique, en plasturgie et multisectorielle à l'occasion de la mise en œuvre du volet économique de l'accord de coopération du Québec avec l'État de Nuevo León, signé à Québec en 2006. **Promotion auprès d'une quinzaine d'États mexicains et auprès de la presse écrite et électronique** de la tenue de la Conférence Nasco (Québec, du 2 au 5 juin 2009) sur les corridors continentaux de commerce, dont le gouvernement du Québec était l'hôte, et coordination du recrutement et de la participation de 150 participants mexicains des secteurs privé et public.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À NEW YORK	
Inauguration en 1940 Effectif de 26 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Appui aux missions des ministres des Ressources naturelles et de la Faune à Albany pour promouvoir l'hydroélectricité québécoise auprès du lieutenant-gouverneur de l'État de New York, des proches conseillers du gouverneur, des présidents de comités à l'Assemblée et au Sénat et de PDG d'agences responsables pour les questions énergétiques. (1er juin 2009; 14-15 mars 2010)
	Avancées dans le dossier du train rapide Montréal-New York. Rencontres avec le commissaire au transport de l'État de New York et des membres de son équipe; les deux gouvernements formeront un groupe de travail Québec-New York dans ce dossier.
	Promotion économique dans les secteurs clés du territoire, soit les technologies de l'information et des communications, l'énergie et l'environnement, l'agroalimentaire, le biopharmaceutique, la sécurité/défense et la construction.
	Climate Week NYC : Appui à la participation du premier ministre et de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à la cérémonie d'ouverture. (21 septembre 2009)
	Appui à 43 projets de promotion, diffusion et développement de marché des artistes et organismes artistiques québécois, notamment par une participation accrue à des événements majeurs dans le secteur des arts de la scène (congrès de l'Association of Performing Arts Presenters, International Performing Arts for Youth, CMJ Marathon, National Association for Campus Activities).
	Poursuite de la collaboration en sécurité publique. Appui aux rencontres du sous-ministre de la sécurité publique avec ses homologues de l'État et de la ville de New York. (7-8 janvier 2010)

Indicateurs d'activités	
Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	43
Nombre d'activités de visibilité réalisées	45
Nombre d'entreprises appuyées	159 [1]
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	246

1. Le résultat relatif aux entreprises appuyées pour la Délégation générale du Québec à New York inclut les entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Washington.

DÉLÉGATION DU QUÉBEC À ATLANTA	
Inauguration en 1978 Effectif de 7 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Contribution au renforcement des liens entre le Québec et des États fédérés par l'appui à l'organisation de nombreux entretiens politiques et par la collaboration à l'organisation de la participation québécoise aux événements de l'Alliance SEUS-CP (St John's), à la Conférence NASCO, au Sommet des leaders NASCO (Québec) ainsi qu'aux assises de la Southern Governors' Association (SGA).
	Soutien aux secteurs des biotechnologies et de l'environnement, par la collaboration à l'organisation de la participation québécoise à l'événement BIO 2009 - auquel ont participé 14 entreprises du Québec - et par le soutien à la mission environnementale de dix entreprises du Québec à Atlanta.
	Appui à la mise sur pied, au lancement et à la réalisation d'une mission d'entreprises québécoises de la Chambre de commerce Québec-Floride. Soutien et organisation de cinq missions commerciales en Floride dans les domaines de la construction écologique, de l'aviation, de l'optique-photonique et du traitement de l'eau, entre autres.
	Coopération universitaire et culture. Organisation d'une tournée universitaire, accueil de conférenciers du Québec; allocutions de la déléguée au Congrès international d'études francophones, à celui du National Council on Social Studies, et à celui de l'American Association of Teachers of French (AATF); appui à la promotion de prestations culturelles québécoises diverses, dont des films québécois, des groupes musicaux, des troupes de danse et organisation de deux missions de diffuseurs américains à Montréal.

DÉLÉGATION DU QUÉBEC À BOSTON	
Inauguration en 1970 Effectif de 10 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Promotion des intérêts du Québec en énergie et obtention de la reconnaissance à la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada de l'hydroélectricité comme énergie renouvelable. De plus, soutien à la concrétisation d'une entente entre le Québec et le Vermont en énergie et reconnaissance par cet État de l'hydroélectricité comme une énergie renouvelable. **Appui à la percée du cinéma québécois en Nouvelle-Angleterre** par la collaboration à l'organisation du premier festival du film québécois au prestigieux Museum of Fine Arts de Boston et à l'insertion d'œuvres québécoises dans quatre festivals de films importants en Nouvelle-Angleterre. **Promotion des échanges universitaires entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre** par la collaboration à l'organisation de la mission à Boston de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, accompagnée d'une délégation de représentants de dix collèges et universités du Québec qui comprenait, notamment, un programme de rencontres individuelles pour chacun des participants québécois leur permettant d'établir de nouveaux liens avec des établissements d'enseignement supérieur de la Nouvelle-Angleterre. **Collaboration à la première participation d'entreprises québécoises avec deux chefs exécutifs au New England Foods Show**, soutenue par une vaste campagne de promotion de *Foods of Québec*, réalisée en collaboration avec une firme américaine de relations publiques.

DÉLÉGATION DU QUÉBEC À CHICAGO	
Inauguration en 1969 Effectif de 8 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Participation aux activités de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint Laurent afin d'y faire valoir les intérêts du Québec dans le domaine de l'environnement. **Participation aux activités de la Commission des Grands Lacs** afin d'y poursuivre la défense des intérêts du Québec dans le domaine de la gestion durable des eaux et dans le dossier des espèces exotiques envahissantes. **Appui aux industries culturelles québécoises dans le Midwest américain** par le soutien à la promotion de nombreuses tournées de films et d'artistes québécois, dont le lancement, à Chicago, du premier festival annuel de *Just for Laughs*. **Appui aux diverses missions de l'Association des agences de publicité du Québec (AAPQ)** sur le territoire du Midwest américain par l'organisation de rencontres individuelles avec des *Chief Marketing Officers* des grandes entreprises dans la région et la planification de réceptions.

DÉLÉGATION DU QUÉBEC À LOS ANGELES	
Inauguration en 1970 Effectif de 6 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Prospection afin d'attirer des projets d'investissements d'entreprises californiennes au Québec dans le secteur du multimédia, ayant mené à l'annonce d'ouverture de studios par Warner Brothers et de la firme THQ œuvrant dans le secteur des jeux vidéo. **Collaboration entre le Québec et la Californie dans le dossier des changements climatiques**, incluant une rencontre à Los Angeles entre le gouverneur M. Arnold Schwarzenegger et le premier ministre, et intervention de ce dernier dans le cadre d'une plénière de la deuxième édition du Governors' Global Climate Summit. **Promotion du cinéma québécois**, notamment par la présentation d'une programmation spéciale du cinéma du Québec (13 films) au Santa Barbara International Film Festival, sélection de cinq longs métrages au festival de Palm Springs et de cinq productions à Sundance/Slamdance et collaboration à la campagne du film *J'ai tué ma mère* aux Oscars. **Organisation d'une visite au Québec d'une délégation californienne**, dont trois sénateurs et deux législateurs, dans le secteur de l'énergie et de l'environnement.

BUREAU DU QUÉBEC À SÃO PAULO	
Inauguration en 2008 Effectif de 7 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Soutien à la mission au Brésil du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, du 30 octobre au 6 novembre 2009. Entretien avec deux gouverneurs, trois secrétaires d'État, un maire et un vice-maire. Coprésidence, avec le gouverneur, de la première réunion de la Commission mixte de coopération Québec-Paraná. Programmes pour les participants, appui logistique et soutien à la préparation du cahier d'information. Inauguration officielle du Bureau du Québec à São Paulo. **Appui au développement et à la mise en œuvre de la stratégie de recrutement étudiant de la CREPUQ et de Cégep international**. Préparation du programme, gestion des aspects logistiques. Partenaires : institutions d'enseignement québécoises et brésiliennes. **Appui à la visite au Québec d'un expert brésilien en science et technologie dans le cadre du programme PIAPE**. Préparation du dossier de candidatures. **Appui à la présence du Québec à la foire mission FUTURCOM 2009, un des secteurs prioritaires de la stratégie commerciale du Québec**. Préparation du programme de rencontres, gestion des aspects logistiques.

BUREAU DU QUÉBEC À WASHINGTON		
Inauguration en 1978 Effectif de 5 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010	
	Appui à la mission du premier ministre du Québec à Washington en février 2010. Entretien avec le secrétaire aux transports, M. Ray LaHood, ainsi qu'avec des intervenants politiques de haut niveau à l'occasion de la rencontre du Conseil de la fédération avec la National Governors' Association. **Participation au sein des délégations canadiennes aux travaux de l'Organisation des États américains** lors de la 39e Assemblée générale et de réunions ministérielles dans les secteurs de compétence du Québec, notamment en sécurité publique, justice et éducation. Participation aux activités parallèles officielles du 5e Sommet des Amériques. Appuis concrets aux travaux de l'OEA pour le relèvement et la reconstruction de la République haïtienne. **Appui à la mission du ministre des Relations internationales et ministre de la Francophonie à Washington en juin 2009** et aux entretiens avec un sénateur et un représentant du Congrès américain. **Appui à la mission de la sous-ministre adjointe de l'Immigration et des Communautés culturelles à Washington en novembre 2009**. Entretien avec des spécialistes dans le domaine de l'immigration issus du Congrès, de l'administration, du milieu universitaire et de diverses institutions.	
	Indicateurs d'activités	
	Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	24
	Nombre d'activités de visibilité réalisées	9
	Nombre d'entreprises appuyées	-[1]
	Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	5

1. Le résultat relatif aux entreprises appuyées par le Bureau du Québec à Washington est inclus à celui de la Délégation générale du Québec à New York.

EUROPE

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À BRUXELLES

Inauguration en 1972

Effectif de 20 employés réguliers

Principaux dossiers en 2009-2010

Promotion du rôle des États fédérés, régions ou gouvernements subétatiques dans la lutte contre les changements climatiques par l'appui à la mission, en juin 2009, du premier ministre du Québec, M. Jean Charest, qui a permis la rencontre avec le Commissaire européen à l'Environnement, M. Stavros Dimas; par l'organisation de la conférence *En route vers Copenhague : partenariat des régions d'Amérique du Nord et d'Europe sur les changements climatiques* lors de cette même mission; et par l'appui à la mission de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M^me^ Line Beauchamp, en octobre 2009, qui a donné lieu à une rencontre avec les ministres wallon et fédéral de l'Environnement et à des entrevues avec la presse.

Promotion d'un accord économique et commercial global Canada-Union européenne, soutien aux négociations et organisation de rencontres pour le négociateur en chef du Québec avec les représentants à Bruxelles des présidences actuelles et prochaines de l'UE (Espagne, Belgique, Hongrie et Pologne).

Accord de coopération entre le Québec et la Belgique. Signature d'un accord de coopération entre le GROUPE CTT de Québec et CENTEXBEL (Centre Technique et Scientifique de l'Industrie Textile Belge) de Belgique dans le domaine du textile technique, afin d'augmenter l'échange d'informations techniques, de favoriser l'échange de chercheurs et de mettre en œuvre des projets collaboratifs de recherche et développement de même qu'un programme interlaboratoire. Soutien à la participation d'une délégation de Belgique et d'une journaliste au salon Hightex tenu à Montréal.

Interagir dans la diversité par la cohésion sociale. Partenariat avec la Commission européenne et le Conseil de l'Europe pour la conférence *Interagir dans la diversité pour la cohésion sociale* (Strasbourg, décembre 2009); allocution d'ouverture prononcée par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, M^me^ Yolande James, et participation de quatre experts québécois.

Mise en valeur du cinéma québécois, aide au développement de marché, à la programmation et à la promotion du cinéma québécois au Benelux.

Participation québécoise au colloque international intitulé *Towards a "third wave" in sub-state diplomacy?*, appui à la mise en valeur de l'action internationale du Québec et allocution de clôture du délégué général du Québec à Bruxelles à ce colloque.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À LONDRES

Inauguration en 1963

Effectif de 20 employés réguliers

Principaux dossiers en 2009-2010

Promotion d'industries culturelles québécoises, en particulier dans les domaines du cinéma, de la production télévisuelle et de l'édition, et échanges sur les politiques en matière de condition féminine par l'appui à la mission de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, en décembre 2009.

Appui à la mission du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, en janvier 2010, visant à étudier le modèle britannique d'aménagement du territoire et constater les résultats obtenus par certaines initiatives menées au chapitre de l'habitation écologique.

Appui à la mission de la ministre responsable des Aînés, en octobre 2009, visant à échanger sur les bonnes pratiques en matière de politiques à l'égard des aînés, de lutte contre la maltraitance et de soutien aux proches aidants.

Appui à la mission du président de l'Assemblée nationale du Québec, à Londres et à Édimbourg du 29 juin au 1^er^ juillet 2010, notamment pour participer aux activités soulignant le 10^e^ anniversaire de la création du Parlement écossais.

Appui à la signature d'une entente entre le Musée des Beaux-Arts du Québec et le Victoria and Albert Museum de Londres en avril 2009, en vue de la présentation à Québec de l'exposition *Haute couture. Paris, Londres, 1947-1957. L'âge d'or.*

Consolidation et développement du partenariat entre le Québec et le British Council. Nombreux échanges dans le domaine de la culture, notamment par l'appui à la participation d'artistes québécois et britanniques à des projets bilatéraux et multilatéraux, et dans le domaine de l'éducation, entre autres par l'entremise du programme d'échange d'assistants de langue dont on célébrait cette année le 30^e^ anniversaire.

Indicateurs d'activités	
Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	59
Nombre d'activités de visibilité réalisées	35
Nombre d'entreprises appuyées	90
Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	127

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À MUNICH	
Inauguration en 1998 Effectif de 10 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Coopération Québec-Bavière. Rencontre de mi-parcours du Groupe de travail. Neuf nouveaux projets ont été ajoutés aux 53 inscrits pour le biennum 2008-2010 portant le total à 441 projets depuis la déclaration de coopération signée en 1989. **Maintien des communications avec les organisateurs du Forum économique mondial de Davos 2010** pour obtenir les informations sur le programme du Forum, obtenir des tribunes pour le premier ministre et prendre rendez-vous pour le premier ministre. **Organisation du programme et des activités du premier ministre à Munich en collaboration avec les autorités de l'État de Bavière** et accompagnement du premier ministre dans sa visite en Bavière et en assurer le suivi. **Organisation du programme et des activités du ministre de Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie M. Pierre Arcand en Allemagne et en Autriche** en collaboration avec les autorités de la Bavière et de la Haute-Autriche et accompagnement du ministre dans les rencontres et en assurer le suivi. **Appui aux missions du ministre-président de la Bavière**, M. Horst Seehofer, et de la ministre déléguée de l'Économie, du Transport, des Infrastructures et de la Technologie de Bavière, M^me^ Katja Hessel, au Québec avec des entreprises dans le secteur de l'énergie et des technologies médicales. Informer le siège des besoins des visiteurs et des enjeux politiques et économiques des activités proposées et assurer le suivi des missions. **Coordination et appui de huit missions commerciales de groupe sur le territoire** dans les secteurs suivants : optique photonique, transformation du bois, textile technique, mode et vêtements, multimédia, biotechnologie et santé, et transport. **Plusieurs activités de promotion des études au Québec et des études québécoises sur le territoire.**

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS	
Inauguration en 1961 Effectif de 56 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Renforcement des actions du Québec auprès des leaders politiques. Organisation et participation à la réalisation de deux missions du premier ministre, dont une première mission en région (Rhône-Alpes) et de 15 missions ministérielles dans les domaines clés de l'environnement, du développement économique, de l'immigration, de l'éducation, de la culture, de la francophonie et des finances; accueil et contribution à deux missions de groupes de parlementaires de l'Assemblée nationale du Québec. **Contribution à la négociation de tous les projets d'arrangements et d'engagements de reconnaissance mutuelle, y compris les 21 ARM et les trois engagements qui ont fait l'objet d'une signature au cours de l'année, et organisation de deux cérémonies de signatures à Paris**, conformément à l'Entente Québec-France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. **Appui à la participation et l'organisation d'activités de réseautage d'entreprises québécoises** notamment lors des Salons du Bourget (aéronautique), Batimat (construction) et Pollutec (technologies et services en environnement) et à l'occasion d'un dîner organisé en l'honneur de 40 présidents des grandes sociétés internationales du secteur de l'aéronautique. **Tenue de cinq clubs économiques France-Québec** totalisant plus de 400 participants autour de conférenciers de prestige et réalisation de cinq activités du club des dirigeants d'entreprises franco-québécoises. **Signature du quatrième Plan d'action avec la Région Aquitaine et du deuxième Plan d'action avec la région Midi-Pyrénées** axés sur le développement économique, l'enseignement supérieur et la recherche, l'environnement et la culture. **Mise en place à Bordeaux, de la première université d'été portant sur la diplomatie québécoise** dans une perspective comparée France-Europe. **Organisation de six soirées d'échanges et de débats franco-québécois** intitulées *Regards croisés* portant sur la politique internationale, l'immigration, la sécurité et la justice, la culture et l'action sociale. **Lancement de la programmation culturelle du Québec à Paris et distribution d'un guide des arts et spectacles.** **Soutien aux artistes en tournée en France, développement d'alliances avec des partenaires culturels locaux et appui soutenu à plusieurs événements culturels majeurs** tels que : le Festival d'Avignon autour de l'auteur et metteur en scène Wajdi Mouawad; le Festival de Cannes entourant le succès du film de Xavier Dolan, *J'ai tué ma mère*, grand vainqueur de la *Quinzaine des réalisateurs*; la semaine du cinéma du Québec à Paris. **Promotion active du Québec auprès de 30 journalistes** sur les thèmes de l'environnement, de l'éducation, de l'immigration et de la mobilité professionnelle.

DÉLÉGATION DU QUÉBEC À ROME	
Inauguration en 1971 Effectif de 3 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Mission de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre, pour inaugurer officiellement la Délégation du Québec à Rome et présider une opération de diplomatie publique à l'intention des principaux interlocuteurs de la délégation et provenant notamment des milieux politiques, institutionnels, culturels et économiques.
	Mise en place d'un programme conjoint d'accords industriels et technologiques entre le Québec et la région de Lombardie. Suite concrète de la déclaration commune signée par le premier ministre du Québec et le président de la région de Lombardie.
	Activité aux Musées du Vatican. Colloque sur la vie de deux figures religieuses majeures dans l'histoire de la Nouvelle-France : M^gr^ François de Laval et Marie de l'Incarnation. Cette activité a été réalisée dans le prolongement du 400^e^ anniversaire de la fondation de la ville de Québec et a accompagné le 40^e^ anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et le Saint-Siège.
	Mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, pour présider la réception offerte à l'occasion de la fête nationale du Québec avant de se déplacer à l'Aquila, principale ville des Abruzzes dévastée par le tremblement de terre d'avril 2009 et dont l'université (Faculté de langues et littérature) est membre du Centre interuniversitaire italien d'études québécoises.

BUREAU DU QUÉBEC À BARCELONE		
Inauguration en 1999 Effectif de 4 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010	
	Consolider les liens politiques au plus haut niveau du gouvernement espagnol pour la promotion de l'accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne, avec les présidents et différents ministres des deux principales communautés autonomes, Madrid et la Catalogne, ainsi qu'avec les principales entreprises espagnoles par l'appui à la mission du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie (du 7 au 11 septembre 2009).	
	Tenue d'une vitrine culturelle majeure mettant le Québec à l'honneur au Festival des arts de la scène de Tàrrega en Catalogne, et organisation d'une table ronde sur les arts du cirque au Québec. Cette activité comportait des spectacles de trois compagnies québécoises et réunissait une vingtaine de participants québécois représentant le cirque et tous les principaux festivals en arts de la scène du Québec (du 10 au 13 septembre 2009).	
	Tenue d'une vitrine culturelle au Festival international de la marionnette de Tolosa au Pays Basque, mettant le Québec à l'honneur. Cette présence d'honneur comportait la première exposition internationale de la marionnette québécoise, la présentation des spectacles de six compagnies ainsi qu'une semaine gastronomique (du 28 novembre au 8 décembre 2009).	
	Appui et inauguration de la première université d'été sur la gestion de la créativité Montréal-Barcelone ayant permis la participation d'une quarantaine de Québécois à ce programme de formation réunissant des étudiants de plusieurs pays (du 3 au 18 juillet 2009).	
	Indicateurs d'activités	
	Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	27
	Nombre d'activités de visibilité réalisées	27
	Nombre d'entreprises appuyées	40
	Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	48

BUREAU DU QUÉBEC À BERLIN	
Inauguration en 1999 Effectif de 4 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010
	Promotion d'un accord de partenariat économique Canada-Union européenne. Obtention par écrit de l'appui de l'Allemagne au projet d'accord par l'entremise des deux ministres fédéraux de l'Économie qui se sont succédés à ce poste au cours de l'année 2009 et, en avril 2009, organisation à Berlin de rencontres entre le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et des députés du Bundestag membres du Groupe d'amitié Allemagne-Canada et d'autres députés membres de la Commission parlementaire des affaires européennes. **Relations Québec-Saxe.** Établissement de relations avec des membres du nouveau gouvernement, ainsi qu'organisation d'une mission au Québec du ministre-président de la Saxe, accompagné de membres du gouvernement et de la première vice-présidente de l'assemblée parlementaire. **Promotion de la culture québécoise.** En plus de la promotion en continu des industries et entreprises cultuelles québécoises dans les secteurs prioritaires (cinéma, danse, arts visuels, littérature et musique), le Québec a été à l'honneur des festivals de cinéma de Dresde et de Munich, alors que le CALQ a établi à Berlin sa première résidence chorégraphique internationale. **Relations Québec-Brandebourg.** Soutien à l'amorce d'échanges avec les autorités de ce Land, en particulier en matière de sécurité publique et de culture, à la suite de la mission à Potsdam du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie en avril 2009.

ASIE

DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À TOKYO		
Inauguration en 1973 Effectif de 12 employés réguliers	Principaux dossiers en 2009-2010	
	Soutien aux entreprises québécoises participant au Tokyo Game Show par l'appui à la mission au Japon du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, du 22 au 30 septembre 2009. Rencontre d'investisseurs et promotion du Québec en matière de lutte aux changements climatiques. Réalisé en partenariat avec IQ et le MDEIE. **Invitation et participation de trois décideurs québécois à la conférence internationale *Science and Technology in Society* de Kyoto**, en partenariat avec le MDEIE. Rencontres de haut niveau auprès des organismes japonais voués à la recherche. **Tenue de trois festivals de films québécois** organisés dans les villes de Chofu, Shibuya (Tokyo) et Hiroshima, en partenariat avec la SODEC et le MCCCF. **Signature d'une entente de cinq ans entre l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec et la All Japan Chefs Association** visant l'échange de chefs et d'étudiants en cuisine. **Ouverture d'une résidence d'artistes à Tokyo**, la première établie en Asie, en partenariat avec le CALQ et le MCCCF. **Appui à la représentation de Montréal aux Mosaicultures internationales** tenues dans la ville de Hamamatsu au Japon, où l'œuvre montréalaise a remporté le Grand prix et le Prix du public. Réalisé en partenariat avec le MAMROT.	
	Indicateurs d'activités	
	Nombre de rencontres gouvernementales de haut niveau organisées	37
	Nombre d'activités de visibilité réalisées	51
	Nombre d'entreprises appuyées	141
	Nombre d'artistes, d'organismes culturels ou d'entreprises culturelles appuyés	44

BUREAU DU QUÉBEC À BEIJING	
Inauguration en 1998 Effectif de 1 employé régulier	Principaux dossiers en 2009-2010
	Appui à 56 participants dans le domaine du développement durable et de la lutte aux changements climatiques, lors de la mission en Chine du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, du 9 au 17 octobre 2009 (réalisé en collaboration avec le Bureau du Québec à Shanghai). **Finalisation du deuxième appel de projets Québec-MOST (Ministry of Science and Technology)** en science et technologie. **Appui à l'organisation d'une rencontre de la sous-ministre du Tourisme avec la directrice du Bureau du tourisme de Beijing** et le directeur général du Shandong. Signature d'une entente de collaboration Québec-Shandong en tourisme. **Organisation de la rencontre avec des décideurs en environnement de Beijing** et le Centre de la protection de l'environnement et de la conservation de l'énergie de Beijing (BEEC).

BUREAU DU QUÉBEC À MUMBAI	
Inauguration en 2008 Effectif de 1 employé régulier	Principaux dossiers en 2009-2010
	Soutien à 129 personnes des milieux des affaires, de la finance, de l'éducation supérieure, de la recherche, de la culture et institutionnel et organisation dans le secteur économique de plus de 400 rencontres d'affaires (Business-to-business) lors de la mission multisectorielle dirigée par le premier ministre en Inde, du 30 janvier au 7 février 2010. **Soutien à la tenue du premier Sommet socio-économique et institutionnel Québec-Maharahstra** devant plus de 220 représentants indiens et québécois. **Appui à l'organisation de rencontres** entre le premier ministre et le premier ministre de l'Inde, des ministres indiens de niveau fédéral, des ministres et représentants politiques des États du Maharashtra, du Karnataka et de Delhi. **Appui à la participation du premier ministre au Delhi Sustainable Development Summit**, à titre de conférencier d'ouverture aux côtés de sept chefs d'États et de gouvernements.

BUREAU DU QUÉBEC À SHANGHAI	
Inauguration en 1999 Effectif de 1 employé régulier	Principaux dossiers en 2009-2010
	Soutien à 56 participants dans le domaine du développement durable et de la lutte aux changements climatiques lors de la Mission en Chine du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, du 9 au 17 octobre 2009 (réalisé en collaboration avec le Bureau du Québec à Beijing), et appui à des rencontres d'affaires et des rencontres de haut niveau politique avec les autorités chinoises responsables de la planification des politiques visant l'amélioration de l'environnement. **Promotion économique dans les secteurs prioritaires :** aéronautique et aéroportuaire, environnement, télécommunications, construction et bois d'œuvre. **Promotion des services éducatifs québécois en Chine**, notamment aux China Education Expo et au China International Education Tour 2010. Partenariats avec plusieurs institutions québécoises et chinoises. **Accompagnement de la ville de Montréal** dans l'organisation de sa participation à l'Exposition universelle 2010 Shanghai Chine.

Les bureaux du Québec à l'étranger établis à Vienne, à Damas et à Hong Kong ont exclusivement un mandat de promotion de l'immigration. Leurs résultats ne sont pas présentés dans cette section. Le rapport annuel du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles présente les résultats généraux du Québec pour toutes les activités en matière d'immigration à l'étranger (**www.micc.gouv.qc.ca**).

Les résultats des antennes économiques de Santiago, de Séoul, de Taipei et de Milan ne font pas l'objet d'une présentation dans cette section. Ces antennes sont dirigées par des citoyens du pays d'accueil et emploient du personnel recruté sur place. Elles contribuent aux objectifs gouvernementaux, principalement ceux que met en œuvre le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Représentation – Affaires multilatérales

Le Québec exerce ses compétences en participant aux travaux de certains forums internationaux. Il est représenté auprès de la Francophonie et de l'UNESCO.

FRANCOPHONIE Délégué du Québec aux Affaires francophones et multilatérales	
Inauguration en 1999 Effectif de 5 employés réguliers	**Principaux dossiers en 2009-2010**
	Présidence de la Commission de coopération et de programmation du Conseil permanent de la Francophonie chargée d'élaborer la programmation annuelle et quadriennale de l'OIF. **25e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie**. Préparation de la participation du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et du sous-ministre des Relations internationales. (Décembre 2009) **13e Sommet de la Francophonie à Montreux.** Organisation en février 2010 d'une mission de contact et de restitution à Berne et à Montreux des cohôtes du Sommet de Québec; participation aux réunions du Comité ad hoc sur la rédaction des documents du Sommet de Montreux. **Préparation et participation aux sixièmes Jeux de la Francophonie à Beyrouth.** (septembre, octobre 2010)

UNESCO Représentant du gouvernement du Québec – Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO	
Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO, signé en 2006 Effectif de 2 employés réguliers	**Principaux dossiers en 2009-2010**
	Application de l'Accord entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relatif à l'UNESCO. Participation et prise de parole de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport lors de la Table ronde ministérielle sur l'éducation qui a eu lieu à la 35e session de la Conférence générale de l'UNESCO. **Ratification et mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.** Participation, au sein de la délégation canadienne, à toutes les rencontres des deux organes directeurs de la Convention, à savoir la Conférence des Parties (juin 2009) et le Comité intergouvernemental (décembre 2009). **Renforcement des liens institutionnels et de coopération avec l'UNESCO en culture et environnement,** notamment lors des missions de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (Paris, décembre 2009) ainsi que de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (Paris, mars 2010). **Participation à divers travaux et conférences de l'UNESCO selon les enjeux et les intérêts du Québec et activités de diplomatie publique.** Conférence internationale sur l'éducation supérieure (Paris, juillet 2009); 42e séance du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale (Paris, juin 2009) et rencontre d'experts portant sur la reconstruction et la sauvegarde du patrimoine culturel haïtien (Paris, février 2010) ainsi que des activités de diplomatie publique touchant les domaines de la promotion et mise en valeur de l'expertise québécoise lors de colloques, d'expositions et de rencontres d'experts ayant contribué aux débats dans des domaines d'intérêt tels que le patrimoine.

ANNEXE 2

Répartition du personnel et des dépenses liées au réseau des représentations du Québec à l'étranger

	Personnel régulier du réseau par secteur d'activité (données au 31 mars 2010)					Dépenses totales (k$)
	Politique, institutionnel et gestion	Économique	Culturel	Immigration	Total	2009-2010
Amériques						
Mexico	11	5	0	4	20	2 575,6
New York	16	7	3	0	26	5 758,8
Atlanta	4	3	0	0	7	1 262,8
Boston	6	4	0	0	10	1 936,1
Chicago	4	4	0	0	8	2 068,2
Los Angeles	3	3	0	0	6	1 648,1
Washington	4	1	0	0	5	Incluses avec New York
São Paulo	3	1	0	3	7	1 559,3
Santiago	1	0	0	0	1	89,6
Europe						
Bruxelles	14	3	2	1	20	3 847,9
Londres	11	5	4	0	20	3 313,7
Munich	7	3	0	0	10	3 081,5
Paris	26	7	8	15	56	11 712,6
Rome	2	0	1	0	3	1 725,5
Barcelone	3	1	0	0	4	895,8
Berlin	3	0	1	0	4	Incluses avec Munich
Milan	0	1	0	0	1	Incluses avec Rome
Vienne	0	0	0	5	5	1 823,1
Asie						
Tokyo	6	4	2	0	12	4 058,3
Beijing	1	0	0	0	1	778,3
Mumbai	1	0	0	0	1	594,6
Shanghai	1	0	0	0	1	869,2
Hong Kong	0	0	0	9	9	5 058,0
Séoul	0	2	0	0	2	449,1
Taipei[1]	0	0	0	0	0	295,7
Afrique et Moyen-Orient						
Damas	0	0	0	5	5	797,9
Dakar	1	0	0	0	1	121,9
Affaires multilatérales						
Francophonie	5	0	0	0	5	Incluses avec Paris
UNESCO	2	0	0	0	2	656,8
Autres dépenses						
Autres frais d'amortissement	-	-	-	-	-	712,1
Dépenses diverses	-	-	-	-	-	668,7
TOTAL	**135**	**54**	**21**	**42**	**252**	**58 359,2**

1. Les deux effectifs présents ne font pas partie de l'effectif régulier.

ANNEXE 3

Engagements internationaux conclus en 2009-2010

Le Québec était partie à 406 ententes internationales en vigueur au 31 mars 2010 avec des gouvernements étrangers ou des organisations internationales. À cette date, il s'était également déclaré lié à 39 conventions multilatérales et accords internationaux et avait conclu 153 actes concertés non conventionnels. Le site Web du Ministère présente la définition ainsi que les détails relatifs à ces types d'ententes. Ces instruments internationaux peuvent être consultés dans leur intégralité à l'adresse suivante : **www.mri.gouv.qc.ca/fr/informer/ententes/engagements.asp.**

ENTENTES INTERNATIONALES CONCLUES EN 2009-2010

Objet des ententes	Titre des ententes
Services de francisation avec des organismes français	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français de Sofia, signée à Vienne le 20 avril 2009.
	Entente portant sur les services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre culturel français d'Iasi, signée à Vienne le 22 mai 2009.
	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'Institut français de St-Pétersbourg, signée à Vienne le 4 juin 2009.
	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et la Mission culturelle française au Liban, signée à Beyrouth le 2 septembre 2009.
	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le Centre français de culture et de coopération en Égypte, signée au Caire le 27 octobre 2009.
	Entente portant sur des services de francisation entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et l'ambassade de France en Iran, Service de coopération et d'action culturelle-IFT, signée à Damas le 6 décembre 2009.
Coopération avec l'État de Guanajuato au Mexique	Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État libre et souverain de Guanajuato des États-Unis du Mexique, signé à Québec le 4 juin 2009.
Coopération avec l'État de Jalisco au Mexique	Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de Jalisco, signé à Québec le 7 octobre 2009.
Reconnaissance réciproque du permis de conduire avec l'Autriche	Entente de réciprocité en matière de reconnaissance de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et la République d'Autriche, signée à Québec le 30 juillet 2009.
Coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur avec la Chine	Entente dans le domaine de l'enseignement supérieur entre le gouvernement du Québec et le ministère de l'Éducation de la République populaire de Chine, signée à Beijing le 12 octobre 2009.
Promotion de la langue française dans les organisations internationales	Accord de coopération 2010–2012 portant sur la traduction en français du Earth Negociations Bulletin (ENB), signé à Copenhague le 16 décembre 2009 (accord conclu entre le Québec, la France, la région wallonne et l'Organisation internationale de la Francophonie d'une part, et l'Institut international du développement durable, d'autre part).
Mobilité de la main d'œuvre avec la France	Entente entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et Pôle emploi, signée à Québec le 29 janvier 2010.
Coopération dans le domaine de l'agriculture avec le Vermont	Avenant à l'Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Vermont, signé à Québec le 11 mars 2010.

Détachement d'experts québécois auprès des organisations internationales	Convention entre l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie pour la mise à disposition d'un chargé de mission auprès de l'administrateur de l'OIF, signée à Québec le 21 avril 2009.
	Protocole d'entente entre l'UNESCO et le gouvernement du Québec relativement au détachement d'un expert par le gouvernement du Québec, signé le 12 juin 2009.
	Entente entre le Secrétariat général de l'Organisation des États américains et le gouvernement du Québec pour la mise à disposition d'un membre du personnel associé, signée le 5 juillet 2009.
	Convention entre l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le ministère des Relations internationales pour la mise à disposition d'un conseiller au cabinet du secrétaire général de l'OIF, signée à Paris le 18 décembre 2009.
Contribution québécoise au PNUD pour le développement durable	Accord entre le gouvernement du Québec et le programme des Nations Unies pour le développement relatif à la contribution au fonds fiduciaire thématique en appui à l'énergie et à l'environnement pour un développement durable, signé à Copenhague le 15 décembre 2009.
Coopération dans le domaine de l'environnement avec New York et le Vermont	Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion du lac Champlain entre le gouvernement du Québec, l'État de New York et l'État du Vermont, signée à Québec, le 11 mars 2010 et à Albany, le 16 mars 2010.

ANNEXE 4

Autres volets d'action en matière de solidarité et de développement international

L'appui aux projets de coopération internationale constitue le principal moyen d'action du MRI en matière de solidarité et de développement international, comme présenté à la section 2.7. Toutefois, le MRI accorde également 865 000 $ à d'autres volets visant la sensibilisation du public ou l'échange d'expertise et la concertation.

Autres volets d'action en matière de solidarité internationale	Contribution du MRI
Sensibilisation du public	
> Appui à 12 organismes de coopération internationale québécois en vertu du Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale.	250 000 $
> Appui à 15 projets d'éducation et de sensibilisation du public grâce au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale : environnement, droits des travailleurs, éducation.	150 000 $
> Appui à la 13e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), du 4 au 15 novembre 2009, sur le thème « Une justice climatique pour protéger l'humanité ».	200 000 $
Échange d'expertise et concertation des organismes de coopération internationale	Différentes réunions de consultation, incluant celle portant sur Haïti qui a lieu le 22 mars 2010 à Montréal
> Consultation régulière des organismes de coopération internationale à l'occasion des activités menées et des programmes gérés par le MRI.	
> Appui à la mission de concertation de l'AQOCI et pour sa collaboration à la coordination du programme Québec sans frontières.	265 000 $

ANNEXE 5

Principales visites officielles au Québec en 2009-2010

Les visites officielles au Québec comprennent principalement celles des chefs d'État, des membres des gouvernements étrangers, des membres du corps diplomatique en poste à Ottawa, des dirigeants d'organisations internationales gouvernementales, ainsi que des membres du corps consulaire lors de visites de prise de poste. Plusieurs représentants étrangers peuvent participer à une même visite officielle.

AMÉRIQUE DU NORD

- Commissaire à l'environnement de l'État de New York, M. Alexander B. Grannis (12-15 mai 2009)
- Ambassadeur des États-Unis du Mexique, M. Francisco Javier Barrio Terrazas (26 mai 2009)
- Gouverneur de l'État de Guanajuato (États-Unis du Mexique), M. Juan Manuel Oliva Ramirez, lors de la Conférence NASCO (2 au 4 juin 2009)
- Commissioner au Georgia Department of Community Health, M^me^ Rhonda Medows (2 au 8 juillet 2009)
- Consul général des États-Unis du Mexique, M. Edgardo Flores Rivas (28 juillet 2009)
- Gouverneur de l'État de Jalisco (États-Unis du Mexique), M. Emilio González Márquez (6 au 10 octobre 2009)
- Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Canada, M. David Jacobson (6 et 7 octobre 2009)
- Président du comité Énergie du Sénat de l'État de New York, M. Darrel Aubertine (27 et 28 octobre 2009)
- Gouverneur de l'État du Vermont et président de la National Governors' Association, M. James H. Douglas (10 et 11 mars 2010)

EUROPE

- Délégué de la Communauté française et de la Région wallonne de Belgique au Québec, M. Charles Houard (2 avril 2009 et 6 octobre 2009)
- Députés bavarois membres de la Fondation Hanns-Seidel-Stiftung (5 et 6 avril 2009)
- Ex-premier ministre de la République française, M. Lionel Jospin (19 au 22 avril 2009)
- Ambassadeur de la République du Portugal, M. Pedro Luis Baptista Moitinho de Almeida (27 et 28 avril 2009)
- Présidente de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE) et vice-présidente du Conseil régional Île-de-France, M^me^ Michèle Sabban (3 au 6 mai 2009)
- Ex-président d'Espagne, M. José María Aznar (6 au 8 mai 2009)
- Comité parlementaire britannique du House of Commons Select Committee for the Department of Work & Pensions du Royaume-Uni (7 et 8 mai 2009)
- Délégué de la Catalogne à New York, M. Andrew Davis (11 au 15 mai 2009)
- Président de la région de la Lombardie (République italienne), M. Roberto Formigoni (14 et 15 mai 2009)
- Consul général de France à Québec, M. François Alabrune (10 et 12 juin 2009)
- Commissaire au Commerce de la commission européenne, M^me^ Catherine Ashton (11 juin 2009)
- Ministre déléguée à l'Économie, aux Infrastructures, aux Transports et à la Technologie de l'État de Bavière, M^me^ Katja Hessel (17 au 21 juin 2009)
- Consule générale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M^me^ Anne Jarrett (23 juin 2009)
- Maire d'Erevan de la République d'Arménie, M. Gagik Beglarian (23 juillet 2009)
- Consule générale de Belgique à Montréal, M^me^ Godelieve Van den Bergh (12 août 2009)
- Ministre de l'Éducation de la Catalogne, M. Ernest Maragall i Mira (10 au 13 octobre 2009)
- Ex-premier ministre de la République française et maire de Bordeaux, M. Alain Juppé (19 au 22 octobre 2009)
- Ex-premier ministre de la République française, représentant personnel du président de la République auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie et sénateur de la Vienne, M. Jean-Pierre Raffarin (19 et 20 octobre 2009)

- Consule générale de France à Québec, M^me^ Hélène Le Gal (22 octobre 2009, 3 décembre 2009, 21 décembre 2009, 10 février 2010)
- Consul général de la Fédération de Russie, M. Alexey Isakov (5 novembre 2009)
- Prince de Galles et la duchesse de Cornouailles, le prince Charles et Lady Camilla (10 novembre 2009)
- Vice-président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Pierre N' Gaiohni (11 novembre 2009)
- Secrétaire d'État chargé des Transports de la République française, M. Dominique Bussereau (15 décembre 2009)
- Ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne, M. Matthias Brinkmann (13 et 14 janvier 2010)
- Secrétaire d'État chargé de l'Emploi de la République française, M. Laurent Wauquiez (28 et 29 janvier 2009)
- Secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales de Belgique, M. Melchior Wathelet (30 janvier au 4 février 2010)
- Ministre-président de l'État de Bavière, M. Horst Seehofer (18 et 19 février 2010)
- Ministre-président de l'État de Saxe, M. Stanislaw Tillich (24 et 25 février 2010)
- Haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté, haut commissaire à la Jeunesse de la République française, M. Martin Hirsch (11 et 12 mars 2010)
- Consul général du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Montréal, M. Patrick Holdich (11 mars 2009)
- Consule générale de la République tchèque à Montréal, M^me^ Jaroslava Jeslinkova (17 mars 2010)
- Secrétaire d'État aux Travaux publics d'Espagne, M^me^ Concepción Gutiérrez del Castillo (29 mars 2010)
- Ambassadeur du Royaume d'Espagne au Canada, M. Eudaldo Mirapeix (29 mars 2010)

ASIE-PACIFIQUE

- Délégation de parlementaires du sénat d'Australie dirigée par le président du Sénat, M. John Hogg (20 avril 2009)
- Consul général du Japon à Montréal, M. Hiroaki Isobe (29 et 30 avril 2009)
- Ministre de la Santé de South Australia, M. John Hill (23 au 25 mai 2009)
- Haut-commissaire de la République de l'Inde, M. Shashishekhar Madhukar Gavai (26 au 28 mai 2009)
- Délégation du gouvernement du Shandong dirigée par la vice-gouverneure, M^me^ Wang Suilian (9 au 12 juin 2009)
- Ambassadeur de la République populaire de Chine, M. Lijun Lan (11 juin 2009)
- Ministre du Transport routier et des Autoroutes de la République de l'Inde, M. Kamal Nath (25 au 27 mars 2010)
- Consul général de Corée à Montréal, M. Chong-Hoon Kim (29 mars 2010)

AMÉRIQUE DU SUD ET ANTILLES

- Ambassadeur de la République du Chili, M. Eugenio Luis Ortega Riquelme (6 et 7 mai 2009)
- Président de la République de Colombie, M. Álvaro Uribe, à l'occasion du 15^e^ Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (9 et 10 juin 2009)
- Premier ministre et ministre de la Planification et de la Coopération externe de la République d'Haïti, M. Jean-Max Bellerive (16 décembre 2009 et 24 janvier 2010)
- Secrétaire d'État à la Santé de Matto Grosso do Sul et présidente du Conseil national des secrétaires d'État à la Santé du Brésil, M^me^ Beatriz Figueiredo Dobashi (28 janvier 2010)
- Ministre des Haïtiens vivants à l'étranger, M. Edwin Paraison, à l'occasion du Colloque « Reconstruire Haïti - Horizon 2030 » (4 et 5 mars 2010)
- Premier ministre d'Haïti, M. Jean-Max Bellerive, à l'occasion du Colloque « Reconstruire Haïti - Horizon 2030 » (4 au 6 mars 2010)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

- Député de l'Assemblée nationale du Liban, M. Samy Gemayel, au Canada (16 au 22 septembre 2009)
- Ministre d'État du Développement administratif d'Égypte, M. Ahmed Mahmoud Osmane Darwich (2 octobre 2009)

- Ex-président de la République du Mali, M. Alpha Oumar Konaré (5 octobre 2009)
- Chefs de missions diplomatiques des pays membres du Groupe Francophone d'Afrique (24 novembre 2009)
- Ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques de la République gabonaise, M. Régis Immongault (2 et 3 mars 2010)

AUTRES

- Secrétaire général du Commonwealth, M. Kamalesh Sharma, à l'occasion du 15e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (8 au 10 juin 2009)
- Secrétaire général de l'OEA, M. José Miguel Insulza, à l'occasion de la signature du contrat entre le CVIEPQ et l'OEA, en marge du 15e Forum économique international des Amériques (Conférence de Montréal) (8 juin 2009)
- Ex-président de la Confédération suisse et Grand Témoin de la Francophonie pour les Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver, M. Pascal Couchepin (21 au 24 novembre 2009)
- Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Son Excellence M. Abdou Diouf (7 et 8 août 2009 et 10 au 15 février 2010)
- Secrétaire général de l'OACI, M. Raymond Benjamin (23 février 2010)

ANNEXE 6

Missions ministérielles québécoises à l'étranger en 2009-2010

AMÉRIQUE DU NORD

Albany, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Claude Béchard, juin 2009.	Informer les autorités new-yorkaises sur l'offre énergétique québécoise dans le contexte de la préparation du New York State Energy Plan déposé à l'automne 2009.
Albany, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M^me^ Nathalie Normandeau, mars 2010.	Participer à une activité organisée sur le thème de l'énergie, plus particulièrement la sécurité énergétique, et rencontrer des représentants de l'État de New York œuvrant dans le secteur de l'énergie afin de promouvoir l'hydroélectricité québécoise.
Atlanta, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, et le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Raymond Bachand, mai 2009.	Participer à l'événement BIO 2009.
Augusta, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, décembre 2009.	Rencontrer le gouverneur du Maine, M. John Elias Baldacci.
Bâton Rouge, Houston, Austin et Atlanta, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, février 2010.	Effectuer une mission à caractère politique, économique et institutionnel.
Boston, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^me^ Michelle Courchesne, mars 2010.	Participer à la réunion du conseil d'administration du New England Board of Higher Education et prononcer une allocution au gala annuel d'excellence, afin de renforcer la coopération académique entre le Québec et la Nouvelle-Angleterre.
Boston, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, novembre 2009.	Présenter une allocution lors de la 17^e^ édition du *US-Canada Energy Trade and Technology Conference*. Rencontrer diverses personnalités politiques et recevoir la médaille de l'Academy of Distinguished Canadians and Americans lors du *25^e^ Annual Maple Leaf Ball*.
Burlington, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, juillet 2009.	Représenter le premier ministre aux célébrations entourant le 400^e^ anniversaire du lac Champlain au Vermont.
Chicago, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, mai 2009.	Rencontrer des personnalités politiques, des universitaires et des entrepreneurs afin de renforcer les liens politiques, économiques et institutionnels dans le contexte de la nouvelle Stratégie États-Unis en préparation au sein du Ministère.
Groton et Hartford, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, M. Claude Béchard, mai 2009.	**Groton :** Prononcer une allocution à la Conférence annuelle régionale (Nord-Est) sur l'énergie de la Northeast Energy and Commerce Association. **Hartford :** Allocution devant les législateurs du comité conjoint sur l'Énergie et les Technologies de l'Assemblée législative du Connecticut.
Guanajuato, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre, octobre 2009.	Représenter le Québec, invité d'honneur de la XXXVII^e^ édition du prestigieux Festival international Cervantino (FIC).
Los Angeles, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, octobre 2009.	Participer à la deuxième édition du Governors' Global Climate Summit.
New York, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, mai 2009.	Rencontrer des personnalités politiques lors de l'élaboration de la stratégie québécoise aux États-Unis.
New York, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, octobre 2009.	Faire une entrevue avec M^me^ Maria Bartiromo sur les ondes de la chaîne de télévision CNBC afin de faire la promotion du Québec et de son économie.

New York, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M^me^ Line Beauchamp, septembre 2009.	Participer à la cérémonie d'ouverture du Climate Week NYC.
New York, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre, mai 2009.	Participer à la 54^e^ session de la Commission de la Condition de la femme (Beijing+15) soulignant le 15^e^ anniversaire de l'adoption de la déclaration et du programme d'action de Beijing sous l'égide de la Commission de la condition de la femme à l'ONU.
New York, ministre du Tourisme, M^me^ Nicole Ménard, décembre 2009.	Représenter le gouvernement du Québec, pour le premier de quatre concerts des Violons du Roy aux États-Unis lors des célébrations du 25^e^ anniversaire de cet ensemble musical, ainsi que lors du Dîner *Les Saisons du Québec* à la James Beard Foundation. Entretiens avec le dirigeant de NYC and Company (l'Office de tourisme de la ville de New York) et des journalistes dans le domaine du tourisme.
Plattsburgh, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, octobre 2009.	Prononcer une allocution lors du déjeuner du Plattsburgh North Country Chamber of Commerce et visiter l'Institut des études québécoises de l'Université de l'État de New York.
Washington D.C., ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, juin 2009.	Participer à l'événement *CABC 2009 Energy & Climate Change Forum* à titre de panéliste, présenter une allocution au Congressional Keynote et signer une nouvelle entente avec le Woodrow Wilson Center.
Washington D.C., premier ministre du Québec, M. Jean Charest, février 2010.	Participer à la mission à Washington organisée par le Conseil de la fédération (CDF) lors de la rencontre annuelle de la National Governor's Association (NGA) les 19 et 20 février 2010.

EUROPE

Avignon et Arles, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre, juillet 2009.	**Avignon :** Participer au Festival d'Avignon. **Arles :** Effectuer une visite aux Rencontres internationales de la photographie d'Arles et entretiens politiques.
Barcelone et Madrid, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, septembre 2009.	**Barcelone :** Effectuer une première visite du Bureau du Québec, participer aux célébrations entourant le 10^e^ anniversaire de la présence québécoise en sol catalan et signer un protocole d'entente pour mettre en place un partenariat en collaboration avec l'Office Québec-Monde pour la jeunesse. **Madrid :** Rencontrer diverses personnalités du monde politique, positionner le Québec dans la capitale espagnole et discuter de l'Accord de commerce entre le Canada et l'Union européenne.
Bruxelles et Londres, ministre responsable des Aînés, M^me^ Marguerite Blais, octobre 2009.	Examiner les moyens mis en œuvre par la Belgique et le Royaume-Uni quant au phénomène de lutte contre la maltraitance des aînés et la problématique des proches aidants.
Bruxelles, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M^me^ Line Beauchamp, octobre 2009.	Représenter le gouvernement du Québec lors d'une rencontre *Regions and Cities, on the road to Copenhagen.*
Bruxelles, Munich et Paris, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, juin 2009.	**Bruxelles :** Faire connaître les actions du Québec en matière de lutte aux changements climatiques et échanger sur l'accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Union européenne. **Munich :** Rencontrer diverses personnalités politiques. **Paris :** Participer au colloque organisé dans le cadre du Forum Prospective et Innovation et tenir des entretiens politiques.
Cannes, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre, mai 2009	Participer au Festival de Cannes.

Copenhague, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, et la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M^me^ Line Beauchamp, décembre 2009.	Participer à la 15^e^ Conférence des Parties à la CCNUCC et à la cinquième Réunion des Parties du Protocole de Kyoto.
Davos, premier ministre du Québec, M. Jean Charest et le ministre du Développement économique, de l'innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, janvier 2010.	Participer au Forum économique mondial (WEF), Davos 2010.
Genève, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Claude Béchard, novembre 2009.	Participer à la septième session de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
Lyon, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, novembre 2009.	Participer à l'ouverture des Entretiens Jacques-Cartier et remise d'un doctorat honoris causa par l'Université de Grenoble et assister à la cérémonie de signature d'arrangements de reconnaissance mutuelle pour des professions de la santé, en compagnie de la ministre française de la Santé et des Sports, M^me^ Roselyne Bachelot.
Moscou et Saint-Pétersbourg, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, juin 2009.	Assurer les suivis de la mission commerciale du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Effectuer des rencontres politiques avec les autorités russes et participer au 13^e^ Forum économique international.
Moscou et Saint-Pétersbourg, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, décembre 2009.	Diriger une mission d'affaires et d'investissements.
Munich, Berlin, Linz et Paris, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, avril 2009.	**Munich :** Rencontrer les nouvelles autorités politiques. **Berlin :** Effectuer des rencontres politiques. **Linz :** Profiter de la présence de l'Orchestre symphonique de Montréal pour réunir les principaux intervenants des secteurs clés dans les relations bilatérales Québec-Haute-Autriche. **Paris :** Participer au Comité bilatéral sur l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et assister à la signature de nouveaux arrangements de reconnaissance mutuelle.
Paris et Rome, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, juin 2009.	Participer aux célébrations de la Fête nationale dans ces deux capitales européennes et rencontrer des personnalités politiques et économiques.
Paris, Londres et Rome, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre, décembre 2009.	**Paris :** Représenter le gouvernement du Québec à l'occasion de l'événement *Cinéma du Québec à Paris*. **Londres :** Rencontrer le nouveau ministre des Industries créatives du Royaume-Uni ainsi que différents intervenants du milieu du cinéma. **Rome :** Rencontrer des personnalités politiques et participer à l'inauguration des nouveaux bureaux de la délégation.
Paris, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^me^ Michelle Courchesne, octobre 2009.	Participer à la 35^e^ session de la Conférence générale de l'UNESCO.
Paris, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M^me^ Yolande James, septembre 2009.	Participer au colloque international dont le thème est *Migration et Intégration* et participer à des rencontres et entretiens avec des représentants gouvernementaux, universitaires, non gouvernementaux et des journalistes.
Paris, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, juin 2009.	Participer au 48^e^ Salon international de l'Aéronautique et de l'Espace Paris-Le-Bourget.
Paris, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, décembre 2009.	Participer à la 25^e^ session de la Conférence ministérielle de la Francophonie et à la 56^e^ séance du Conseil d'administration de l'OFQJ.
Paris, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, janvier 2010.	Représenter le gouvernement du Québec aux obsèques de M. Philippe Séguin.
Paris, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M^me^ Line Beauchamp, mars 2010.	Participer à des rencontres pour faire le point sur l'après-Copenhague, sur le dossier de la gestion des matières résiduelles et sur l'année internationale de la biodiversité.

Strasbourg, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M^me^ Yolande James, décembre 2009.	Intervenir à la session d'ouverture de la conférence « Interagir dans la diversité pour la cohésion sociale » organisée par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne.
Toulouse, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, M. Laurent Lessard, janvier 2010.	Effectuer des rencontres et participer à des activités servant à enrichir la démarche déjà amorcée sur l'occupation du territoire.

ASIE-PACIFIQUE

Beijing, Tianjin, Jinan et Shanghai, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, octobre 2009.	**Beijing :** Prononcer des discours sur les enjeux économiques et environnementaux à diverses tribunes publiques. **Tianjin :** Signer divers protocoles d'entente. **Jinan :** Accompagner les entreprises et rencontrer les autorités du Shandong. **Shanghai :** Participer aux célébrations entourant le 10^e^ anniversaire du Bureau du Québec.
Mumbai, Bangalore et New Delhi, premier ministre du Québec, M. Jean Charest, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, M. Clément Gignac, et le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, février 2010.	Diriger une mission économique et institutionnelle. Inaugurer le Bureau du Québec à Mumbai et participer au Sommet de Delhi sur le développement durable.
Tokyo, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, septembre 2009.	Intensifier les relations avec le Japon et préparer le terrain entourant la visite éventuelle du premier ministre en terre nippone.

AMÉRIQUE DU SUD ET ANTILLES

Rio de Janeiro, Curitiba et São Paulo, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M. Pierre Arcand, novembre 2009.	**São Paulo :** Participer à des rencontres politiques, économiques et institutionnelles, prononcer un discours devant des membres de la Fédération des industries de l'État de São Paulo et procéder à l'inauguration du Bureau du Québec. **Curitiba :** Coprésider, avec le gouvernement, la première Commission mixte de coopération Québec-Parana. **Rio de Janeiro :** Prononcer des discours à un séminaire sur l'énergie et devant le Centre brésilien de relations internationales (CEBRI).

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Beyrouth, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M^me^ Christine St-Pierre, septembre 2009.	Représenter le Québec aux Jeux de la Francophonie.

ANNEXE 7

Résultats des programmes d'accès à l'égalité en emploi

Les données présentées dans cette annexe peuvent différer de celles de la section 5.1 puisqu'elles contiennent seulement les employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Conformément à l'article 53.1 de la Loi sur la fonction publique, le Ministère doit rendre compte des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées qui lui était applicable et par rapport aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

1. DONNÉES GLOBALES

EMBAUCHE TOTALE AU COURS DE LA PÉRIODE 2009-2010

	Réguliers	Occasionnels	Étudiants	Stagiaires
Nombre total de personnes embauchées	5	27	50	8

NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS EN PLACE EN DATE DU 31 MARS 2010

Effectif total (personnes)	356

2. MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET PERSONNES HANDICAPÉES

TAUX D'EMBAUCHE DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES EN 2009-2010

Rappel de l'objectif d'embauche : atteindre un taux d'embauche annuel de 25 % des nouveaux employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires issus des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées, afin de hausser la représentation de ces groupes dans la fonction publique.

Statuts d'emploi	Embauche totale 2009-2010	Nombre d'embauches de membres de groupes cibles 2009-2010					
		Communautés culturelles	Anglophones	Autochtones	Personnes handicapées	Total	Taux d'embauche par statut d'emploi
Réguliers	5	2	0	0	0	2	40 %
Occasionnels	27	2	2	0	0	4	15 %
Étudiants	50	6	1	0	4	11	22 %
Stagiaires	8	1	0	0	0	1	13 %

TAUX D'EMBAUCHE GLOBAL DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES PAR STATUT D'EMPLOI : RÉSULTATS COMPARATIFS

Taux d'embauche global, en pourcentage, des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées

	Réguliers (%)	Occasionnels (%)	Étudiants (%)	Stagiaires (%)
2007-2008	25	18	32	75
2008-2009	25	6	15	13
2009-2010	40	15	22	13

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS COMPARATIFS AU 31 MARS DE CHAQUE ANNÉE

Rappel des objectifs : pour les membres des communautés culturelles, atteindre la cible gouvernementale de 9 % de l'effectif régulier. Pour ce qui est des personnes handicapées, atteindre la cible ministérielle de 2 % de l'effectif régulier.

Groupe cible	2008		2009		2010	
	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)	Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible	Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total (%)
Communautés culturelles	21	5,5	25	6,9	26	7,3
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	7	1,8	6	1,6	6	1,7
Personnes handicapées	4	1,0	5	1,4	4	1,1

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES MEMBRES DES GROUPES CIBLES AU SEIN DE L'EFFECTIF RÉGULIER : RÉSULTATS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI À LA FIN MARS 2010

Groupe cible	Personnel d'encadrement		Personnel professionnel		Personnel technicien		Personnel de bureau		Personnel des agents de la paix		Personnel ouvrier		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Communautés culturelles	3	4,4	16	9,4	1	1,7	6	10,3	0	0,0	0	0,0	26	7,3
Autochtones	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Anglophones	4	5,8	2	1,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	6	1,7
Personnes handicapées	0	0,0	1	0,6	1	1,7	2	3,5	0	0,0	0	0,0	4	1,1

3. FEMMES

TAUX D'EMBAUCHE DES FEMMES EN 2009-2010 PAR STATUT D'EMPLOI

	Personnel régulier	Personnel occasionnel	Personnel étudiant	Personnel stagiaire	Total
Nombre de femmes embauchées	3	22	35	6	66
Pourcentage par rapport au nombre total d'embauches en 2009-2010	60 %	81 %	70 %	75 %	73 %

TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ DES FEMMES DANS L'EFFECTIF RÉGULIER À LA FIN MARS 2010

	Personnel d'encadrement	Personnel professionnel	Personnel technicien	Personnel de bureau	Personnel des agents de la paix	Personnel ouvrier	Total
Nombre total d'employés réguliers	68	170	58	58	0	2	356
Nombre de femmes ayant le statut d'employé régulier	18	82	40	57	0	0	197
Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie	26 %	48 %	69 %	98 %	0 %	0 %	55 %

4. MESURES OU ACTIONS FAVORISANT L'EMBAUCHE, L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN EN EMPLOI

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ À L'INTENTION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PDEIPH)

	Automne 2008 (cohortes 2009)	Automne 2009 (cohortes 2010)
Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH	Aucun	Aucun

	2008-2009	2009-2010
Nombre de nouveaux participants au PDEIPH du 1er avril au 31 mars	Aucun	Aucun

ANNEXE 8
Liste des sigles et des acronymes

AAPQ	Association des agences de publicité du Québec
AATF	American Association of Teachers of French
ACDI	Agence canadienne de développement international
AGR	Activités génératrices de revenus
AIEQ	Association internationale des études québécoises
AIMF	Association Internationale des Maires francophones
AIPPF	Association internationale des procureurs et poursuivants francophones
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AQF	Association Québec-France
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
ARM	Arrangements de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
BACS	British Association for Canadian Studies
BEEC	Beijing Energy Conservation and Environmental Protection Center
BIO	Biotechnologie Industry Organization
C3EG	Centre sur les changements climatiques et environnementaux à l'échelle du globe
CABC	Canadian American Business Council
CALQ	Conseil des arts et des lettres du Québec
CAPFQ	Comité d'action politique franco-québécois
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCP	Commission de coopération et de programmation
CCQ	Commission de la construction du Québec
CDF	Conseil de la fédération
CEBRI	Centre brésilien de relations internationales
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
Cégep	Collège d'enseignement général et professionnel
CEI	Centre d'études interaméricaines
CEMC	Chaires d'études du Mexique contemporain
CENTEXBEL	Centre Technique et Scientifique de l'Industrie Textile Belge
CEPEA	Chaire d'études politiques et économiques américaines
CEPS	Centre for European Policy Studies
CERB	Centre d'études et de recherches sur le Brésil
CETA	Comprehensive Economic and Trade Agreement
CGF	Consulat général de France à Québec
CGNA/PMEC	Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada
CIDC	Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
COMEXI	Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales (Mexique)
CONACULTA	Consejo Nacional para la Cultura y las Artes (Mexique)
CONASS	Conseil national des secrétaires d'État à la Santé du Brésil
CoP	Communautés de pratique
CPCFQ	Commission permanente de coopération franco-québécoise
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail
CREPUQ	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec

CVIEPQ	Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise
DSDS	Delhi Sustainable Development Summit
DVIE	Direction de la vérification interne et de l'évaluation
ENAP	École nationale d'administration publique
ENB	Earth Negociations Bulletin
ERL	Employé recruté localement
ETC	Équivalent temps complet
ETS	École de technologie supérieure
FFQCD	Fonds franco-québécois de coopération décentralisée
FIC	Festival international Cervantino (Mexique)
FQRNT	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
GES	Gaz à effet de serre
GROUPE CTT	Centre d'excellence des technologies textiles, géosynthétiques et matériaux souples
GTQM	Groupe de travail Québec-Mexique
HEC	Hautes études commerciales
HQ	Hydro-Québec
HQUS	Hydro-Québec Energy Services (U.S.)
IFGCAR	Institut de la Francophonie pour la Gestion dans la Caraïbe
IFT	Institut français de Téhéran
INSPQ	Institut national de santé publique du Québec
IP	Protocole Internet (Internet Protocole)
IPT	Institut de recherches technologiques de l'État de São Paulo
IQ	Investissement Québec
ISQ	Institut de la statistique du Québec
JQSI	Journées québécoises de la solidarité internationale
LEPPM	Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MBA	Master of Business Administration
MCCCF	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
MCE	Ministère du Conseil exécutif
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MEEDDM	Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (France)
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFA	Ministère de la Famille et des Aînés
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MJQ	Ministère de la Justice du Québec
MOST	Ministry of Science and Technology (Chine)
MRI	Ministère des Relations internationales
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MSG	Ministère des Services gouvernementaux
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTO	Ministère du Tourisme
MTQ	Ministère des Transports du Québec

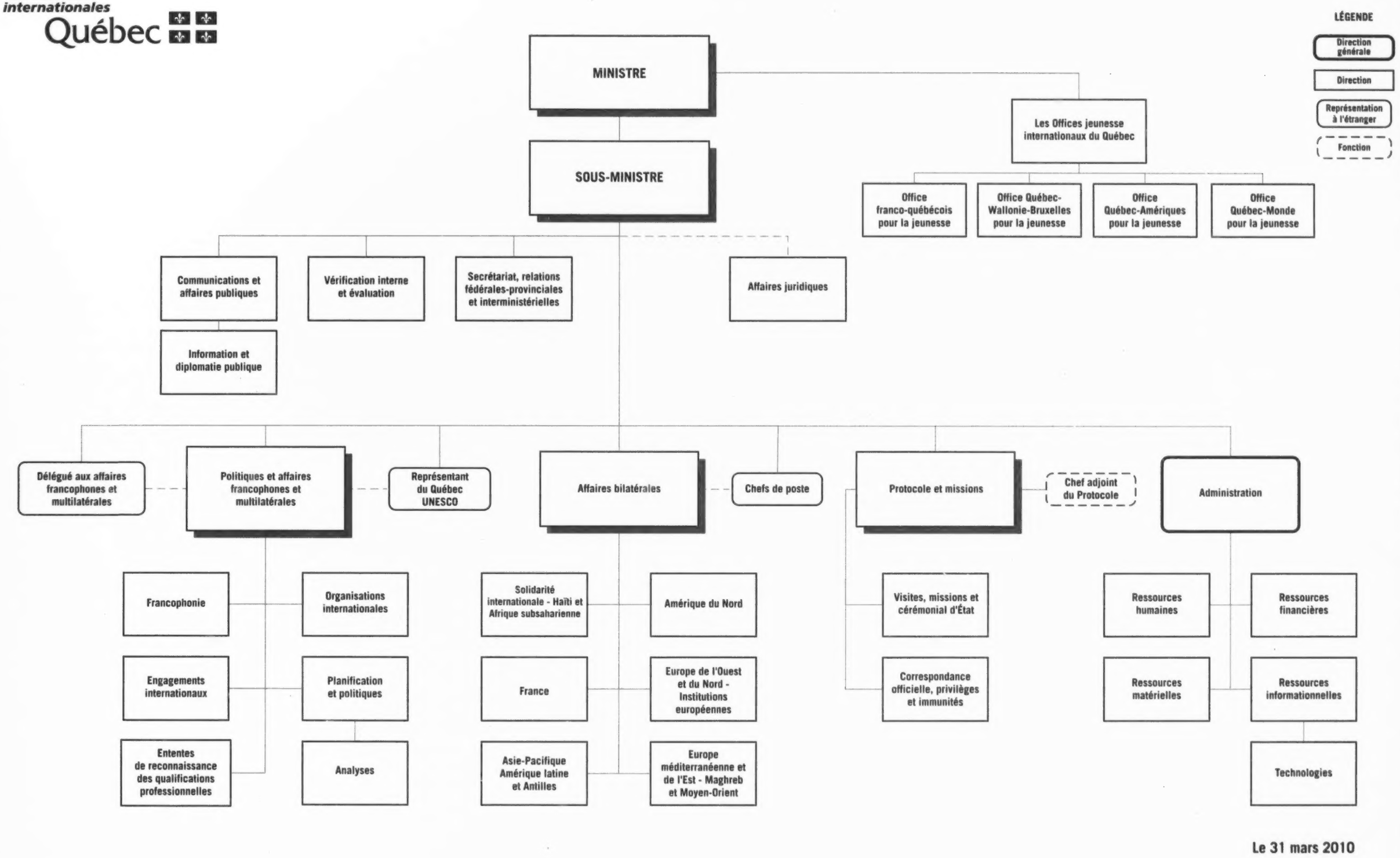
NASCO	North America's SuperCorridor Coalition
NGA	National Governor's Association
NYISO	New York Independent System Operator
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIG	Organisation internationale gouvernementale
OING	Organisation internationale non gouvernementale
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
OPQ	Office des professions du Québec
OQAJ	Office Québec-Amériques pour la jeunesse
OQLF	Office québécois de la langue française
OQMJ	Office Québec-Monde pour la Jeunesse
OQWBJ	Office Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse
PARGEP	Projet d'appui au renforcement de la gestion publique
PCI-DSS	Payment Card Industry - Data Security Standard
PGS	Plan de gestion stratégique
PIAPE	Programme d'invitation et d'accueil des personnalités étrangères
PIQ	Politique internationale du Québec
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PQDI	Programme québécois de développement international
QSF	Programme Québec sans frontières
RIJDEC	Réseau international de juristes sur la diversité des expressions culturelles
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SAIC	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
SEUS-CP	Alliance des États du Sud-Est des États-Unis et des provinces canadiennes
SGA	Southern Governors' Association
SGF	Société générale de financement du Québec
SHQ	Société d'habitation du Québec
SODEC	Société de développement des entreprises culturelles
SPL	Secrétariat à la politique linguistique
SRE	Ministère des Relations extérieures du Mexique (Secretaría de Relaciones Exteriores)
SYTACOM	Centre for Advanced Systems and Technologies in Communications
TERI	The Energy and Resources Institute (Inde)
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQTR	Université du Québec à Trois-Rivières
WCI	Western Climate Initiative
WEF	Forum économique mondial
WHTI	Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (Western Hemisphere Travel Initiative)

ANNEXE 9

Organigramme du ministère des Relations internationales au 31 mars 2010

Ministère des Relations internationales

Québec



Le 31 mars 2010